

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 157
N° 8**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 21
no Fepuare 2008

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 22 CAB/BPAR/ch/01 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 1er janvier 2008	691
Arrêté n° HC 23 CAB/BPAR/ch/02 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 1er janvier 2008	693
Arrêté n° HC 24 CAB/BPAR/ch/03 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008	695
Arrêté n° HC 25 CAB/BPARch01 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008	697
Arrêté n° HC 2 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. François Aiho Tepea en qualité d'agent de police municipale	699
Arrêté n° HC 3 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Robert Virassamy en qualité d'agent de police municipale	699
Arrêté n° HC 4 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Rautea Jeannot Boosie en qualité d'agent de police municipale	700
Arrêté n° HC 5 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Fanny Hinanui Guilloux en qualité d'agent de police municipale	700
Arrêté n° HC 6 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Brenda Hei-Pua Helme en qualité d'agent de police municipale	701
Arrêté n° HC 7 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Elizabeth Tarome Manafenuaroa en qualité d'agent de police municipale	701
Arrêté n° HC 8 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Raihau Mai en qualité d'agent de police municipale	702
Arrêté n° HC 9 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Carmen Terai Rooarii en qualité d'agent de police municipale	702
Arrêté n° HC 10 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Irvin Herearii Tufariua en qualité d'agent de police municipale	703
Arrêté n° HC 11 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Roland Tuaira Darrouzes en qualité d'agent de police municipale	703

Arrêté n° HC 12 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Jackaroe Hoffmann en qualité d'agent de police municipale	704
Arrêté n° HC 13 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Steeve Maheanuu Tuihani en qualité d'agent de police municipale	704
Arrêté n° HC 14 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Serge Moeragi Brouta en qualité d'agent de police municipale	705
Arrêté n° HC 15 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Crista Miriama Garbutt épouse Maraeauria en qualité d'agent de police municipale	705
Arrêté n° HC 16 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Julie Chadia Tangi épouse Teraimana en qualité d'agent de police municipale	706
Arrêté n° HC 17 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Diana Vaihere Oopa épouse Feuti en qualité d'agent de police municipale	706
Arrêté n° HC 18 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Teonomatarii Jenima Iorss en qualité d'agent de police municipale	707
Arrêté n° HC 35 SME/BRHT/VT du 8 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 72 SME/BRHT/AB du 17 avril 2007 modifiant l'arrêté n° HC 29 SME/BRHT/AB du 20 février 2007 relatif à la grille des salaires des agents non fonctionnaires de l'administration de l'Etat en Polynésie française, notamment ses annexes	707
Arrêté n° HC 224 DRCL du 11 février 2008 portant création de la commission des tarifications des documents électoraux à l'occasion des élections municipales des 9 et 16 mars 2008	708
Arrêté n° HC 226 DRCL du 12 février 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches, à l'occasion des élections pour le renouvellement des conseils municipaux des 9 et 16 mars 2008	708

EXTRAITS

Arrêté n° HC 28 BASID du 28 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 974 MIDCR du 11 juin 2003, modifié par les arrêtés n° 251 MIDCR du 30 juin 2005 et n° HC 66 BASID du 28 février 2007, portant attribution à la Polynésie française d'une subvention pour la réalisation de l'opération : collège de Teva I Uta : construction neuve, ministère de l'éducation nationale, programme 214, action 08, sous-action 04	709
--	-----

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 222 CM du 8 février 2008 portant création d'un comité biodiversité 2012 pour la conservation de la biodiversité en Polynésie française	710
Arrêté n° 225 CM du 8 février 2008 portant désignation d'un membre du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat"	711
Arrêté n° 226 CM du 8 février 2008 relatif à une dérogation exceptionnelle permettant de porter la durée quotidienne du travail à 12 heures à la Société polynésienne des eaux et de l'assainissement	711
Arrêté n° 227 CM du 8 février 2008 mettant fin aux fonctions de M. Axel Paroe, spécialement désigné pour exercer les fonctions d'huissier de justice à Raiatea et Tahaa, et de son intérimaire, M. Frédéric Turpin	712
Arrêté n° 228 CM du 8 février 2008 investissant M. Stéphane Diot, adjudant, commandant de la brigade territoriale de gendarmerie de Ua Pou, des fonctions notariales	712
Arrêté n° 229 CM du 8 février 2008 portant modification de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2008-2009	713
Arrêté n° 231 CM du 13 février 2008 portant nomination de Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi en qualité de chef du service du tourisme par intérim	723
Arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres	723

Arrêté n° 236 CM du 14 février 2008 portant cessation des fonctions de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique	726
Arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique.	726
Arrêté n° 238 CM du 14 février 2008 portant nomination de Mme Tevaite Lejeune née Pugin en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur	727
Arrêté n° 239 CM du 14 février 2008 portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages	727
Arrêté n° 240 CM du 14 février 2007 approuvant le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'année 2008	728
Arrêté n° 249 CM du 14 février 2008 réglementant la vente de boissons alcooliques et d'alimentation les dimanches 9 et 16 mars 2008	729
Arrêté n° 254 CM du 14 février 2008 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole.	730
EXTRAITS	
Arrêté n° 221 CM du 7 février 2008 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime sis en baie de Taaone, cadastré commune de Pirae, section A n° 257, au profit de la direction de l'équipement	731
Arrêté n° 223 CM du 8 février 2008 portant approbation du budget modificatif de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française pour l'exercice 2007	731
Arrêté n° 224 CM du 8 février 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-08 CA/OPH du 24 janvier 2008 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" fixant le loyer d'équilibre des studios du bâtiment dénommé Taoe sis à Pirae et réservé à l'accueil des handicapés	731
Arrêté n° 230 CM du 12 février 2008 attribuant une indemnité de sujétions spéciales aux agents du service du développement rural assurant les opérations de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire.	731
Arrêté n° 232 CM du 13 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention d'exploitation pour le fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa au titre de la dotation initiale de l'exercice 2008	731
Arrêté n° 234 CM du 13 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention affectée de fonctionnement en faveur du lycée professionnel de Uturoa pour financer des travaux de câblage informatique de la salle 173	732
Arrêté n° 235 CM du 13 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association la Ora Vaima pour la sauvegarde de la source Vaima à Mataiea	732
Arrêté n° 241 CM du 14 février 2008 portant répartition des crédits de paiement n° 2-2008 de l'exercice 2008	732
Arrêté n° 242 CM du 14 février 2008 portant virement de crédits au sein du chapitre 974 "Réseaux et équipements structurants"	732
Arrêté n° 243 CM du 14 février 2008 portant affectation de plusieurs terres domaniales et des constructions y édifiées, cadastrées commune de Bora Bora, section de commune de Faanui, et des constructions y édifiées, au profit de la commune de Bora Bora	732
Arrêté n° 244 CM du 14 février 2008 portant affectation d'une parcelle à détacher de la terre Matavahi, référencée commune de Tubuai, sise à Mataura, au profit de la commune de Tubuai	733
Arrêté n° 245 CM du 14 février 2008 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers en Polynésie française	733
Arrêté n° 246 CM du 14 février 2008 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française	733
Arrêté n° 247 CM du 14 février 2008 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ..	734
Arrêté n° 248 CM du 14 février 2008 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française	734

Arrêté n° 251 CM du 14 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la Caisse de prévoyance sociale pour la dotation annuelle 2008 du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE)	734
Arrêté n° 252 CM du 14 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention au profit de l'entreprise Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP) au titre de l'aide au poste	735
Arrêté n° 253 CM du 14 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention au profit de l'entreprise Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP) au titre de l'aide au démarrage	735
Arrêté n° 255 CM du 14 février 2008 portant résiliation du bail de location de l'attributaire du lot 3 du lotissement agricole SOCREDO de Taravao pour transfert au nom de son fils	735
Arrêté n° 256 CM du 14 février 2008 portant résiliation du bail de location de l'attributaire du lot 18 du lotissement agricole du plateau de Taravao pour transfert à deux nouvelles locataires	735
Arrêté n° 257 CM du 14 février 2008 portant résiliation du bail de location de l'attributaire du lot 1a du lotissement agricole Vaianae sis à Moorea pour transfert à un nouvel attributaire	735
Arrêté n° 258 CM du 14 février 2008 portant résiliation du bail de location de l'attributaire du lot 2a du lotissement agricole Vaianae sis à Moorea pour transfert à un nouvel attributaire	736
Arrêté n° 259 CM du 14 février 2008 portant résiliation du bail de location de l'attributaire du lot 3a du lotissement agricole Vaianae sis à Moorea pour transfert à un nouvel attributaire	736
Arrêté n° 260 CM du 14 février 2008 portant annulation du bail de location de l'attributaire du lot 33 du lotissement agricole Taipivai sis à Nuku Hiva	736
Arrêté n° 261 CM du 14 février 2008 portant annulation du bail de location de l'attributaire du lot 8 du lotissement agricole Taipivai sis à Nuku Hiva	736
Arrêté n° 262 CM du 14 février 2008 portant modification de l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 modifié relatif au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	736
Arrêté n° 263 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Raivavae pour l'acquisition des lots 1 et 5 de la terre Patito destinés à l'aménagement du cimetière communal et du centre d'enfouissement technique	736
Arrêté n° 264 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur du syndicat mixte au titre du contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) pour l'année 2007	737
Arrêté n° 265 CM du 15 février 2008 portant prorogation de l'arrêté n° 117 VP du 30 août 2007 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Arutua pour l'acquisition d'un broyeur à végétaux	737
Arrêté n° 266 CM du 15 février 2008 portant prorogation de l'arrêté n° 93 VP du 9 août 2007 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Arutua pour l'acquisition d'un broyeur de déchets verts pour Kaukura	737
Arrêté n° 267 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de l'EURL Tahiti Nui Products	737
Arrêté n° 268 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de l'EURL Tahiti Nui Products	737
Arrêté n° 269 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain au profit de l'EURL Tahiti Nui Products	737
Arrêté n° 270 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de la SARL Mekathon	738
Arrêté n° 271 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain au profit de la SARL Mekathon	738

Arrêté n° 272 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de la SARL Tahiti Island Seafood	738
Arrêté n° 273 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de la SARL Tahiti Island Seafood	738
Arrêté n° 274 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain au profit de la SARL Tahiti Island Seafood	738
Arrêté n° 275 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain au profit de la SARL Pacific Aquaculture Service	738
Arrêté n° 276 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre du remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au profit de la SARL Pacific Tuna	739
Arrêté n° 277 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain de la SARL Pacific Tuna	739
Arrêté n° 278 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la prise en charge partielle de la redevance de fourniture de glace	739
Arrêté n° 279 CM du 15 février 2008 approuvant l'attribution d'une aide dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de la prise en charge partielle de la redevance de fourniture de glace	739

**Ministère de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes,
des ports et aéroports**

EXTRAITS

Arrêté n° 541 MET du 7 février 2008 autorisant M. André Amouyal pour le compte de la SCI Taravanui à réaliser un groupe d'habitation de 88 logements sur des parcelles dépendant de la terre Tefautomo du domaine Robinson et Millaud dans les vallées Oopu et Vaipue sises à Afaahiti*, commune de Taïarapu-Est, cadastrées section AC (n° 103, n° 105 et n° 113)	740
Arrêté n° 542 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 32, n° 33 et n° 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	742
Arrêté n° 543 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 32, n° 33 et n° 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	742
Arrêté n° 544 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 32, n° 33 et n° 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	742
Arrêté n° 545 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	742
Arrêté n° 546 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	743
Arrêté n° 547 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	743
Arrêté n° 548 MET du 7 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes	743

Arrêté n° 555 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Oroa 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tubuai	743
Arrêté n° 556 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	743
Arrêté n° 557 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 558 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33 et 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 559 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 560 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 561 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 562 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 563 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	744
Arrêté n° 564 MET du 8 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Oroa 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tubuai	744
Arrêté n° 565 MET du 12 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes	745
Arrêté n° 566 MET du 12 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	745
Arrêté n° 567 MET du 12 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes	745
Arrêté n° 568 MET du 12 février 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	745

Ministère de la culture et des postes et télécommunications

EXTRAITS

Arrêté n° 31 MCP du 11 février 2008 portant autorisation temporaire d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant et d'assignation temporaire de fréquences au profit de la société RFO Polynésie ...	745
Arrêté n° 32 MCP du 11 février 2008 autorisant Mme Mélinda Allen à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques dans les vallées de Anaho, Hatiheu, Aakapa, Hakaea et Pua dans la commune associée de Hatiheu, île de Niku Hiva, archipel des Marquises	746
Arrêté n° 33 MCP du 11 février 2008 autorisant Mme Jennifer Kahn à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques à Tupaururu et Amehiti dans la vallée de Opunohu, commune associée de Papetoai, île de Moorea, archipel de la Société	746

Arrêté n° 34 MCP du 11 février 2008 autorisant M. Pierre Ottino à effectuer des campagnes de prospections archéologiques et des sondages dans l'archipel des Marquises dans le cadre de la convention de coopération n° 5-0344 MJC/MDA/IRD du 30 décembre 2005	746
--	-----

**Ministère de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique**

Arrêté n° 943 MEF du 8 février 2008 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical le dimanche 9 mars 2008 en faveur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ...	746
Arrêté n° 992 MEF du 18 février 2008 portant délégation de signature aux agents du service du personnel et de la fonction publique	747

Ministère de la mer, de la pêche et de l'aquaculture

EXTRAITS

Arrêté n° 140 MPA/SPE du 7 février 2008 annulant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à la société Tahiti Nui Rava'ai (SEML) pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	748
Arrêté n° 141 MPA/SPE du 7 février 2008 annulant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à la société Tahiti Nui Rava'ai (SEML) pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	748
Arrêté n° 142 MPA/SPE du 7 février 2008 annulant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Marcel Tutaumatarii Teraiharoa pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	748
Arrêté n° 143 MPA/SPE du 7 février 2008 annulant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Franck Huang pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	748
Arrêté n° 144 MPA/SPE du 7 février 2008 annulant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Wilfrid Alain Hiro Estall pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	748
Arrêté n° 145 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à la société SAS Avai'a pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	749
Arrêté n° 146 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à la société SAS Avai'a pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	749
Arrêté n° 147 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Wilfrid Alain Hiro Estall pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	749
Arrêté n° 148 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Olivier Apuarii Fava pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	750
Arrêté n° 149 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à la SARL Mauitahi pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	750
Arrêté n° 150 MPA/SPE du 7 février 2008 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à M. Eric Roland Azem Moasen pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	750
Arrêté n° 151 MPA/SPE du 12 février 2008 accordant à M. Paul Ismaël Gadiot-Piritua le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	751

Ministère de la santé

- Arrêté n° 188 MSP/DS du 8 février 2008 portant modification de l'arrêté n° 145 MSP/DS du 29 janvier 2008 relatif à l'organisation de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmiers(ère) pour la session de rattrapage de février-mars 2008. 751

Ministère des transports interinsulaires maritimes et aériens**EXTRAITS**

- Arrêté n° 39 MTI du 7 février 2008 portant délivrance d'un agrément à M. Tino Teena, à l'enseigne commerciale Matai Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons, de l'île de Bora Bora. 752
- Arrêté n° 40 MTI du 7 février 2008 portant octroi d'une licence temporaire d'armateur à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Aremiti I sur la desserte maritime des Tuamotu pour effectuer des transports scolaires. 752
- Arrêté n° 41 MTI du 13 février 2008 autorisant le navire Tamarii Tahaa II à desservir à titre exceptionnel l'île de Huahine le 28 février 2008 afin de transporter 56 élèves et 4 accompagnateurs du collège de Huahine pour une visite porte ouverte au lycée professionnel de Uturoa. 753
- Arrêté n° 42 MTI du 13 février 2008 portant délivrance d'un agrément à la SARL Tahiti Aventures pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons, de l'île de Tahiti. 753

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Arrêté n° 3-2008 APF/SG du 18 février 2008 prenant acte de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française. 753

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Papeete**

- Délibération municipale n° 101-27 du 19 décembre 2007 fixant le régime des interventions non urgentes réalisées par le département d'incendie et de secours aux personnes du pôle de la qualité de la vie de l'administration de la commune de Pirae. 754

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Décret n° 2008-107 du 4 février 2008 modifiant le code de l'organisation judiciaire et relatif à la justice des mineurs. (JORF du 6 février 2008). 756
- Arrêté ministériel du 3 février 2008 portant délégation de l'administration de l'île de Clipperton au haut-commissaire de la République en Polynésie française. (JORF du 5 février 2008). 757

EXTRAITS

- Arrêté ministériel du 29 janvier 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un examen professionnel de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication (femmes et hommes). (JORF du 6 février 2008). 757
- Convention de financement n° HC 30 ISLV du 30 novembre 2007 entre l'Etat et la commune de Tahaa relative à l'opération "Acquisition d'un camion-benne à ordures ménagères". 757
- Convention de financement n° HC 32 ISLV du 4 décembre 2007 entre l'Etat et la commune de Maupiti relative à l'opération "Acquisition d'une seconde sirène d'alerte aux tsunamis". 758
- Avenant n° 19 du 31 janvier 2008 à la convention de financement n° 119-04 du 6 décembre 2004 relative à l'opération de l'aménagement du domaine communal de Ane Ane. 758
- Avenant n° 43-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 162-05 du 2 novembre 2005 relative au financement des études de définition des périmètres de protection des ouvrages de production d'eau potable par la commune de Faa'a. 758
- Avenant n° 46-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 176-05 du 18 novembre 2005 relative au financement des études et travaux de rénovation et mise aux normes de l'école élémentaire de Pamatai. 759

Avenant n° 48-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 177-05 du 18 novembre 2005 relative au financement de la reconstruction et de l'extension de l'école Hitimahana maternelle par la commune de Mahina.	759
Convention de financement n° HC 35-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Arutua relative à l'opération "Acquisition d'un broyeur pour déchets verts"	760
Convention de financement n° HC 36-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Gambier relative à l'opération "Construction de deux salles provisoires type OPH" ..	760
Convention de financement n° HC 37-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Fakarava relative à l'opération "Construction d'une salle informatique et d'une salle de repos"	761
Convention de financement n° HC 38-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taputapuatea relative à l'opération "Acquisition de matériels de mesure"	761
Convention de financement n° HC 39-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Papeete relative à l'opération "Mise en place d'abris à poubelles"	761
Convention de financement n° HC 40-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Pirae relative à l'opération "Etude diagnostique des équipements et réseaux d'adduction d'eau potable communaux"	761
Convention de financement n° HC 41-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Paea relative à l'opération "Papehue primaire : extension"	762
Convention de financement n° HC 42-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Faa'a relative à l'opération "Puurai élémentaire : achèvement des travaux de réhabilitation et de mise aux normes"	762
Convention de financement n° HC 44-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Hitia'a O Te Ra relative à l'opération "Travaux de rénovation du réseau principal de distribution d'eau potable, tranche 1"	762
Convention de financement n° HC 45-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Hiva Oa relative à l'opération "Etudes d'une décharge provisoire et réhabilitation du dépotoir communal"	763
Convention de financement n° HC 47-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Papara relative à l'opération "Tiama'o primaire : rénovation de la toiture du préau" ..	763
Convention de financement n° HC 49-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taiarapu-Ouest relative à l'opération "Toerefau primaire : réhabilitation totale"	764
Convention de financement n° HC 50-08 DAC/FIP du 1er février 2008 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Pirae relative à l'opération "Réalisation d'une station de compostage"	764
Avenant n° 51-08 du 4 février 2008 à la convention de financement n° 116-04 TG du 15 juillet 2004, modifiée par l'avenant n° 14-07 du 9 janvier 2007, relative à l'opération "Ecole primaire de Arutua"	764

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Etablissement d'achats groupés.— Délibération n° 10-2007 EAG du 28 novembre 2007 portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'exercice 2008	765
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour les mois de mars à décembre 2007 et de janvier 2008 pour les communes de Huahine-Tumaraa-Huahine	765
Inspection du travail.— 1° Avis et avenant du 14 janvier 2008 à la convention collective de l'hôtellerie (accord de salaires pour l'année 2008)	767
2° Avis et avenant du 4 février 2008 à la convention collective de l'industrie (accord de salaires pour l'année 2008)	768
Direction des finances et de la comptabilité.— Erratum au barème des contractuels ANFA applicable à compter du 1er janvier 2008 (JOPF n° 3 du 17 janvier 2008, page 281)	769

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	770
Annonces diverses	775



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 22 CAB/BPAR/ch/01 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 1er janvier 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 1er janvier 2008, est décernée aux personnes listées dans le tableau joint en annexe.

Art. 2. — Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2008.
Anne BOQUET.

Médaille d'honneur du travail - Promotion du 1er janvier 2008 : échelon Argent

N°	Civilité	NOMS	Prénoms	Employeur
1	M.	BARSINAS	Vetea	Air Tahiti
2	M.	BOUISSET	Patrick	IRSN
3	Mme	BRIQUET	Jacqueline	Air France
4	Mlle	CADOUSTEAU	Titaua	TAHITI CSF
5	Mme	DOOM	Hinano	Clinique Cardella
6	Mme	FANG-FAT épouse TERUPE	Jarilyn	MCM
7	M.	FAUA	Ambrosio	DT-PAPEETE
8	M.	FIRUU	Rémi	SETIL
9	Mme	KAUTAI épouse KATUPA	Lydia	RIMAP/P
10	M.	LI CHAO	Stellio	Air Tahiti
11	Mme	LO YOU	Jacqueline	Air Liquide
12	M.	LOTIN	Abel	Nippon Automoto
13	M.	MAAMAATUALAHUTAPU	Claudy	SOFAP
14	Mme	MATANUIOTOHOTIKA	Albertine	Nippon Automoto
15	M.	METUA	Charles	DIASS
16	M.	MEVEL	Pascal	Air France
17	Mme	MOETAUA épouse APEANG	Madeleine	Clinique Cardella
18	Mme	NAEHU	Thérèse, Putahi	MEDIPAC
19	M.	NOHOTEMOREA	Jean-Abel	MEDIPAC
20	Mme	OOPA épouse PANI	Greta	MEDIPAC
21	M.	RICHMOND	Billy	MEDIPAC
22	Mme	RUAHE épouse ARAI	Isabelle	SETIL
23	Mme	SHING SOI épouse DETERNE	Rosa	Service du travail
24	Mme	TAMATAI épouse FERRAND	Teahitoua	MEDIPAC
25	M.	TARUOURA	Lowel	RIMAP/P
26	Mme	TAURU	Anne-Marie	Clinique Cardella
27	M.	TEAMO	Rayien	Air Liquide
28	Mme	TEHEURA A OOPA épouse	Louise	Salaisons de Tahiti
29	M.	TUIHANI	Teuruarii	Air Liquide
30	Mme	VAATETE épouse TITE	Suzanne	Salaisons de Tahiti
31	M.	VAN BASTOLAER	Maurice	Nippon Automoto
32	Mme	VERO épouse TURA	Hinano	Air Tahiti
33	Mme	VILLANT	Edwige	SABENA technics
34	Mme	VONGY	Hina	SABENA technics
35	Mme	WONG	Henriette	Clinique Cardella
36	Mme	WONG épouse LEHARTEL	Jenny	TAHITI CSF
37	M.	YIENG KAW	Bernard	MEDIPAC

ARRETE n° HC 23 CAB/BPAR/ch/02 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 1er janvier 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 1er janvier 2008, est décernée aux personnes listées dans le tableau joint en annexe.

Art. 2. — Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2008.
Anne BOQUET.

Médaille d'honneur du travail - Promotion du 1er janvier 2008 : échelon Vermeil

N°	Civilité	NOMS	Prénoms	Employeur
1	M.	AH LO	René	BA 190
2	Mme	AH-MIN épouse PANI	Nénette	TAHITI CSF
3	M.	BARSINAS	Vetea	Air Tahiti
4	Mme	BRIQUET	Jacqueline	Air France
5	M.	DEXTER	Karl	BA 190
6	Mme	DOOM	Hinano	Clinique Cardella
7	M.	FAUA	Ambrosio	DT-PAPEETE
8	Mme	FERRAND épouse MAITERE	Nadine	DICOMPF
9	M.	FIRUU	Rémi	SETIL
10	Mme	FONG YAM SOI épouse CHAINE	Alice	DICOMPF
11	M.	HAHE	Stelio	TAHITI CSF
12	M.	HAMBLIN	Edouard	DICOMPF
13	M.	ITCHNER	Franck	TAHITI CSF
14	M.	KAIMUKO	Richard	Garnison
15	Mme	LO YOU	Jacqueline	Air Liquide
16	M.	LOTIN	Abel	Nippon Automoto
17	M.	LUTUI	Jean	Air Liquide
18	M.	MAAMAATUAIAHUTAPU	Claudy	SOFAP
19	Mlle	MAAMAATUAIAHUTAPU	Virginie	DT-PAPEETE
20	Mme	MAOPI épouse PAUTU	Lynda	BA 190
21	M.	MARCHAL	Didier, Pierre, Heifara	MEDIPAC
22	M.	MEVEL	Pascal	Air France
23	M.	MOE	Benoît	CSN
24	Mme	MOETAUA épouse APEANG	Madeleine	Clinique Cardella
25	Mme	MORE épouse PARAUE	Pauline	TAHITI CSF
26	M.	PATII	Vanua	RIMAP/P
27	Mme	PETERS épouse TERIIRERE	Germaine	Air Tahiti
28	M.	POKARA	Magiorogo	RIMAP/P
29	M.	RAVETUPU	René	Air Tahiti
30	Mme	ROCHETTE épouse TAURUA	Nathalie	CCIA
31	Mme	SHING SOI épouse DETERNE	Rosa	Service du travail
32	Mme	TARUOURA épouse ANTOINE MICHARD	Mirella	TAHITI CSF
33	Mme	TAURU	Anne-Marie	Clinique Cardella
34	Mme	TEAHUI épouse JAMET	Claudine	TAHITI CSF
35	Mme	TEAI épouse PARO	Mareva	DT-PAPEETE
36	M.	TEAMO	Rayien	Air Liquide
37	M.	TEAUNA	Patrick	RIMAP/P
38	Mme	TEHEI	Marinette	TAHITI CSF
39	Mme	TEPU épouse TINIAU	Emma	TAHITI CSF
40	M.	TEPUAI	Rono	DICOMPF
41	M.	TINIRAU	Gilles	RIMAP/P
42	M.	TOOFA	Franco	TAHITI CSF
43	M.	TUIHANI	Teuruarii	Air Liquide
44	M.	VAN BASTOLAER	Maurice	Nippon Automoto
45	Mme	VILLANT	Edwige	SABENA technics
46	Mme	VONGY	Hina	SABENA technics
47	M.	WAN RIAU	Francis	Air Tahiti
48	Mme	WONG	Henriette	Clinique Cardella
49	M.	YIENG KAW	Bernard	MEDIPAC

ARRETE n° HC 24 CAB/BPAR/ch/03 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er.— La médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008, est décernée aux personnes listées dans le tableau joint en annexe.

Art. 2.— Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2008.
Anne BOQUET.

Médaille d'honneur du travail - Promotion du 1er janvier 2008 : échelon Or

N°	Civilité	NOMS	Prénoms	Employeur
1	M.	ARAPA	Adrien	CSN
2	M.	ATUAHIVA	Tereopa	DICOMPF
3	M.	BARSINAS	Vetea	Air Tahiti
4	M.	BUTSHER	Firmin	BA 190
5	Mme	DOOM	Hinano	Clinique Cardella
6	M.	FAREURA	Noël	BA 190
7	M.	FAUA	Ambrosio	DT-PAPEETE
8	M.	FIRUU	Rémi	SETIL
9	Mme	FIU épouse CHEUNG	Noëline	RIMAP/P
10	M.	FOURNIER	Frédéric	RIMAP/P
11	M.	HOATUA	Stéphane	BA 190
12	Mme	KAUTAI	Henriette	DICOMPF
13	M.	LOTIN	Abel	Nippon Automoto
14	M.	LUTUI	Jean	Air Liquide
15	M.	LY WING	André	DICOMPF
16	M.	MAAMAATUAIAHUTAPU	Claudy	SOFAP
17	Mlle	MAAMAATUAIAHUTAPU	Virginie	DT-PAPEETE
18	M.	MAIARII	Napoléon	DT-PAPEETE
19	M.	MAIRAU	Maroaitiare	RIMAP/P
20	Mme	MAIRAU épouse GILMORE	Tiaai	TAHITI CSF
21	M.	MARA	Roland	Gendarmerie
22	M.	MARCHAL	Didier, Pierre, Heifara	MEDIPAC
23	Mme	MARII	Murielle	DICOMPF
24	Mme	MOETAUA épouse APEANG	Madeleine	Clinique Cardella
25	M.	MOHI	Maurice	Garnison
26	M.	NEHEMIA	Henri	RIMAP/P
27	M.	OPETA	Alexis	TAHITI CSF
28	M.	PAHI	Justin	BA 190
29	M.	PATII	Vanua	RIMAP/P
30	M.	PATU	Mauarii	RIMAP/P
31	M.	PEA	Paul	RIMAP/P
32	Mme	PETERS épouse TERUIRERE	Germaine	Air Tahiti
33	M.	POAREU	Nelson	BA 190
34	M.	PUNUAAITUA	Punua	RIMAP/P
35	M.	RAVETUPU	René	Air Tahiti
36	M.	SAN CHIO ON	Bruno	RIMAP/P
37	Mme	SENGUES épouse WEINZAEPFLEN	Jeannette	DT-PAPEETE
38	Mme	SHING SOI épouse DETERNE	Rosa	Service du travail
39	M.	TAKAMOANA	Ganahoa	RIMAP/P
40	Mme	TARAHU	Miriama	COMSUP/EMIA
41	M.	TAUIRA	Georges	RIMAP/P
42	Mme	TAURU	Anne-Marie	Clinique Cardella
43	M.	TEAUNA	Patrick	RIMAP/P
44	M.	TEHEVINI	Armand	RIMAP/P
45	M.	TEIKIHAKAUPOKO	Julien	Garnison
46	M.	TEIKIHAKAUPOKO	Jean-Pierre	TAHITI CSF
47	M.	TEIVA	Brando	Garnison
48	M.	TEMAURI	Milou	Gendarmerie
49	M.	TINIRAU	Gilles	RIMAP/P
50	M.	TOOITI	Gaston	RIMAP/P
51	M.	TUIHANI	Teuruarii	Air Liquide
52	Mme	VAKI	Agathe	CCIA
53	M.	VAN BASTOLAER	Maurice	Nippon Automoto
54	Mme	VILLANT	Edwige	SABENA technics
55	Mme	VONGY	Hina	SABENA technics
56	M.	WAN RIAU	Francis	Air Tahiti
57	Mme	WONG	Henriette	Clinique Cardella

ARRETE n° HC 25 CAB/BPAR/ch/01 du 24 janvier 2008 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 1er janvier 2008, est décernée aux personnes listées dans le tableau joint en annexe.

Art. 2. — Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2008.
Anne BOQUET.

Médaille d'honneur du travail - Promotion du 1er janvier 2008 : échelon Grand Or

N°	Civilité	NOMS	Prénoms	Employeur
1	M.	AH LO	Micel	DICOMPF
2	Mme	AMA	Alice	CSN
3	M.	ATUAHIVA	Tereopa	DICOMPF
4	M.	BARSINAS	Vetea	Air Tahiti
5	Mme	CHEUNG épouse CHAINE	Annick	Garnison
6	M.	FIRUU	Rémi	SETIL
7	M.	HAOATAI	Atani	RIMAP/P
8	M.	HAPIPI	Daniel	CSN
9	M.	HOATUA	Stéphane	BA 190
10	Mme	KAUTAI	Henriette	DICOMPF
11	M.	KECK	Michel	Garnison
12	Mme	KELLER épouse JUAN	Marguerite	Air Tahiti
13	M.	LARGETEAU	Pierre	RIMAP/P
14	M.	LOTIN	Abel	Nippon Automoto
15	M.	LUTUI	Jean	Air Liquide
16	Mlle	MAAMAATUAIAHUTAPU	Virginie	DT-PAPEETE
17	M.	MAIARII	Napoléon	DT-PAPEETE
18	Mme	MAIOTUI	Annick	DICOMPF
19	M.	MAIRAU	Maroaitiare	RIMAP/P
20	M.	NEHEMIA	Henri	RIMAP/P
21	M.	PATIA	Tauraa	RIMAP/P
22	M.	PATU	Mauarii	RIMAP/P
23	M.	PEA	Paul	RIMAP/P
24	Mme	PETERS épouse TERIIRERE	Germaine	Air Tahiti
25	Mme	RAIHEUI épouse POURA	Yanne	COMSUP/EMIA
26	M.	RAVETUPU	René	Air Tahiti
27	M.	SAN CHIO ON	Bruno	RIMAP/P
28	Mme	SENGUES épouse WEINZAEPFLEN	Jeannette	DT-PAPEETE
29	Mme	SHING SOI épouse DETERNE	Rosa	Service du travail
30	M.	TAKAMOANA	Ganahoa	RIMAP/P
31	Mme	TARAHU	Miriama	COMSUP/EMIA
32	M.	TAUIRA	Georges	RIMAP/P
33	M.	TEHEITAEVA	Etienne	DICOMPF
34	M.	TEHEURA	Benjamin	Garnison
35	M.	TEIKIEHUPOKO	Foch	RIMAP/P
36	M.	TEIKIHAKAUPOKO	Jean-Pierre	TAHITI CSF
37	M.	TEIVA	Brando	Garnison
38	M.	TEMAURI	Milou	Gendarmerie
39	M.	TERAAITEPO	Finihata	BA 190
40	M.	TETUANUI	Tetuanui	BA 190
41	M.	TOOITI	Gaston	RIMAP/P
42	Mme	VILLANT	Edwige	SABENA technics
43	Mme	VONGY	Hina	SABENA technics
44	M.	WAN RIAU	Francis	Air Tahiti

ARRETE n° HC 2 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. François Aiho Tepea en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ; *

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 4594-12-07 AB en date du 7 décembre 2007 du maire de la commune de Arue informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Tepea François Aiho en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. François Aiho Tepea, né le 9 août 1960 à Afareaitu, Moorea, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Arue et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. François Aiho Tepea pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 3 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Robert Virassamy en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 4594-12-07 AB en date du 7 décembre 2007 du maire de la commune de Arue informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Robert Virassamy en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Robert Virassamy, né le 2 juin 1964 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Arue et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Robert Virassamy pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 4 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Rautea Jeannot Boosie en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Rautea Jeannot Boosie en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Rautea Jeannot Boosie, né le 15 février 1985 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Rautea Jeannot Boosie pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 5 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Fanny Hinanui Guilloux en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mlle Fanny Hinanui Guilloux en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Fanny Hinanui Guilloux, née le 17 janvier 1978 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mlle Fanny Hinanui Guilloux pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 6 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Brenda Hei-Pua Helme en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mlle Brenda Hei-Pua Helme en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Brenda Hei-Pua Helme, née le 13 janvier 1979 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mlle Brenda Hei-Pua Helme pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 7 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Elizabeth Tarome Manafenuaroa en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mlle Elizabeth Tarome Manafenuaroa en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Elizabeth Tarome Manafenuaroa, née le 13 mai 1974 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mlle Elizabeth Tarome Manafenuaroa pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 8 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Raihau Mai en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Raihau Mai en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Raihau Mai, né le 21 avril 1988 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Raihau Mai pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 9 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Carmen Terai Rooarii en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mlle Carmen Terai Rooarii en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Carmen Terai Rooarii, née le 20 mai 1983 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mlle Carmen Terai Rooarii pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 10 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Irvin Herearii Tufariua en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 1081-11-1 DRH-at en date du 21 septembre 2007 du maire de la commune de Faa'a informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Irvin Herearii Tufariua en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Irvin Herearii Tufariua, né le 5 novembre 1977 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Faa'a et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Irvin Herearii Tufariua pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 11 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Roland Tuaira Darrouzes en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 749 DPM en date du 21 mars 2007 du maire de la commune de Papeete informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Roland Tuaira Darrouzes en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Roland Tuaira Darrouzes, né le 17 mars 1968 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le maire de la commune de Papeete et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Roland Tuaira Darrouzes pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 12 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Jackaroe Hoffmann en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 749 DPM en date du 21 mars 2007 du maire de la commune de Papeete informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Jackaroe Hoffmann en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Jackaroe Hoffmann, né le 30 juin 1974 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Papeete et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Jackaroe Hoffmann pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 13 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Steeve Maheanuu Tuihani en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 749 DPM en date du 21 mars 2007 du maire de la commune de Papeete informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Steeve Maheanuu Tuihani en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Steeve Maheanuu Tuihani, né le 11 novembre 1982 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Papeete et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Steeve Maheanuu Tuihani pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 14 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de M. Serge Moeragi Brouta en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 2007-44120 OL/PM en date du 11 octobre 2007 du maire de la commune de Punaauia informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Serge Moeragi Brouta en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Serge Moeragi Brouta, né le 13 octobre 1980 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Punaauia et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Serge Moeragi Brouta pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 15 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Crista Miriama Garbutt épouse Maraeauria en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 325-07 DSM/LC en date du 13 septembre 2007 du maire de la commune de Taiarapu-Est informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mme Crista Miriama Garbutt épouse Maraeauria en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Crista Miriama Garbutt épouse Maraeauria, née le 19 août 1967 à Afaahiti, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Taiarapu-Est et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mme Crista Miriama Garbutt épouse Maraeauria pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 16 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Julie Chadia Tangi épouse Teraimana en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 325-07 DSM/LC en date du 13 septembre 2007 du maire de la commune de Taiarapu-Est informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mme Julie Chadia Tangi épouse Teraimana en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Julie Chadia Tangi épouse Teraimana, née le 13 septembre 1967 à Faaone, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Taiarapu-Est et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mme Julie Chadia Tangi épouse Teraimana pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 17 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mme Diana Vaihere Oopa épouse Feuti en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 148-2007 JCA/AM en date du 5 novembre 2007 du maire de la commune de Hitia'a O Te Ra informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mme Diana Vaihere Oopa épouse Feuti en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Diana Vaihere Oopa épouse Feuti, née le 27 mai 1979 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mme Diana Vaihere Oopa épouse Feuti pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 18 IDV du 30 janvier 2008 portant agrément de Mlle Teonomatarii Jenima Iorss en qualité d'agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 148-2007 JCA/AM en date du 5 novembre 2007 du maire de la commune de Hitia'a O Te Ra informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter Mlle Teonomatarii Jenima Iorss en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Teonomatarii Jenima Iorss, née le 16 janvier 1984 à Papeete, est agréée en qualité d'agent de police municipale à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mlle Teonomatarii Jenima Iorss pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 35 SME/BRHT/VT du 8 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 72 SME/BRHT/AB du 17 avril 2007 modifiant l'arrêté n° HC 29 SME/BRHT/AB du 20 février 2007 relatif à la grille des salaires des agents non fonctionnaires de l'administration de l'Etat en Polynésie française, notamment ses annexes.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de l'Etat en Polynésie française (ANFA) en date du 19 octobre 1999, et notamment son annexe II ;

Vu les avenants n° 1 et n° 2 respectivement des 7 décembre 2000 et 12 août 2002 à la convention collective des ANFA du 19 octobre 1999 ;

Vu l'arrêté n° 1198 CM du 23 décembre 2005 du conseil des ministres portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour compter du 1er janvier 2006 ;

Vu l'accord interprofessionnel relatif à la prime à l'emploi du 20 décembre 2005 ;

Vu l'arrêté n° 26 CM du 11 janvier 2006 rendant obligatoires les dispositions de l'accord interprofessionnel du 20 décembre 2005 relatif à la prime à l'emploi pour tous les employeurs et les travailleurs compris dans son champ d'application ;

Vu l'arrêté n° 1582 CM du 29 décembre 2006 du conseil des ministres portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour compter du 1er janvier 2007 ;

Vu l'arrêté n° 100 CM du 29 janvier 2007 du conseil des ministres portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour compter du 1er février 2007 ;

Vu l'avis de la commission paritaire consultative réunie le 15 février 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — La grille des primes des ANFA figurant à l'annexe II de la convention visée en référence, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2007 est modifiée, selon les dispositions suivantes :

Au lieu de :

Primes :

- prime d'isolement (art. 22 de la convention) : 1° 23 907 F CFP
2° 35 860 F CFP
- prime de panier (art. 27 de la convention) : 621 F CFP
- prime pour CAP (annexe I de la convention) : 16 975 F CFP

Lire :

Primes :

- prime d'isolement (art. 22 de la convention) : 1° 24 373 F CFP
2° 36 559 F CFP
- prime de panier (art. 27 de la convention) : 633 F CFP
- prime pour CAP (annexe I de la convention) : 17 306 F CFP

Art. 2.— Toute contestation née de l'exécution du présent arrêté pourra être portée devant l'inspection du travail pour tentative de règlement à l'amiable ou devant le tribunal du travail.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des moyens de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 224 DRCL du 11 février 2008 portant création de la commission de tarification des documents électoraux à l'occasion des élections municipales des 9 et 16 mars 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 103 à 117 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie ;

Vu le décret n° 2007-1468 du 15 octobre 2007 fixant la date de renouvellement des conseils municipaux et portant convocation des électeurs ;

Vu le code électoral, notamment son article R. 39 ;

Vu la lettre n° 5-08 du 29 janvier 2008 de M. le trésorier-payeur général ;

Vu la lettre de M. le Président de la Polynésie française ;

Vu la lettre en date du 23 janvier 2008 du président du syndicat de l'imprimerie, de la presse et de la communication ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La commission de tarification des documents électoraux à l'occasion des élections municipales des 9 et 16 mars 2008 est composée comme suit :

- M. Jacques Witkowski, secrétaire général du haut-commissariat, *président* ;
- M. Alain François, représentant le trésorier-payeur général ;

- M. Richard Boyer, représentant le service des affaires économiques ;
- M. Benoît Gérard, représentant le syndicat de l'imprimerie, de la presse et de la communication.

Art. 2.— La commission proposera les tarifs maxima d'impression des affiches, professions de foi et bulletins de vote ainsi que les tarifs d'apposition des affiches.

Art. 3.— Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, notifié aux membres de la commission et transmis aux imprimeurs.

Fait à Papeete, le 11 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 226 DRCL du 12 février 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches, à l'occasion des élections pour le renouvellement des conseils municipaux des 9 et 16 mars 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er et 5 ;

Vu le décret n° 2007-1468 du 15 octobre 2007 fixant la date de renouvellement des conseils municipaux et portant convocation des électeurs ;

Vu le décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007 ;

Vu le code électoral et notamment ses articles R. 27, R. 29, R. 39, R. 202 et R. 209 ;

Vu l'arrêté n° HC 224 DRCL du 11 février 2008 portant création de la commission de tarification des documents électoraux ;

Vu l'avis de la commission de tarification émis le 12 février 2008 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— L'Etat remboursera aux candidats aux élections municipales dans les communes de plus de 3 500 habitants sans commune associée des 9 et 16 mars 2008 remplissant les conditions exigées et ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, le coût du papier, de l'impression des bulletins de vote, affiches et circulaires ainsi que les frais d'affichage. Chaque liste de candidats ne peut faire adresser à chaque électeur qu'une seule circulaire.

La prise en charge par l'Etat du coût du papier et de l'impression n'est effectuée, sur présentation des pièces justificatives, que pour les circulaires et bulletins de vote produits à partir de papier de qualité écologique répondant au moins à l'un des critères suivants :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Les tarifs ne peuvent s'appliquer qu'à des documents excluant tous travaux de photogravure, réalisés sur du papier conforme aux prescriptions ci-dessus, de la couleur déclarée par le candidat, d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré, d'un format 210 x 297 millimètres pour la circulaire et 21 x 297 millimètres pour les bulletins de vote à Faa'a, Mahina, Paea, Papara, Papeete, Pirae et Punaauia, et 148 x 210 millimètres pour les bulletins de vote à Arue et Uturoa. Les bulletins doivent être imprimés d'une seule couleur sur un papier de la couleur choisie par la liste.

Art. 2.— Les quantités maximales de documents pouvant être admis au remboursement sont les suivantes :

	Bulletins de vote	Circulaires	Affiches 297 x 420	Affiches 594 x 841
Commune de Arue	14 900	7 100	26	26
Commune de Faa'a	36 623	17 480	32	32
Commune de Mahina	22 335	10 660	28	28
Commune de Paea	16 580	7 915	26	26
Commune de Papara	14 375	6 860	26	26
Commune de Papeete	37 920	18 090	34	34
Commune de Pirae	20 920	9 980	28	28
Commune de Punaauia	31 410	14 990	32	32
Commune de Uturoa	5 880	2 800	22	22

Art. 3.— Les tarifs de remboursement maximum sont fixés comme suit, à l'unité et hors taxe :

	Bulletins de vote	Circulaire recto (format 21 x 29,7)	Circulaires recto verso (format 21 x 29,7)	Affiches 297 x 420	Affiches 594 x 841
Commune de Arue	4,95	8,76	12,18	500	2 000
Commune de Faa'a	5,64	6,01	7,92	500	2 000
Commune de Mahina	6,62	7,21	9,78	500	2 000
Commune de Paea	7,48	8,28	11,44	500	2 000
Commune de Papara	8	8,93	12,43	500	2 000
Commune de Papeete	5,59	5,94	7,82	500	2 000
Commune de Pirae	6,79	7,42	10,11	500	2 000
Commune de Punaauia	5,90	6,32	8,40	500	2 000
Commune de Uturoa	7,65	15,89	23,21	500	2 000

Seules les quantités de circulaires effectivement livrées à la commission locale de contrôle feront l'objet d'un remboursement.

Si les mêmes professions de foi sont réalisées pour plusieurs communes, les tarifs de remboursement maximum seront les suivants :

- profession de foi recto : 44 500 F CFP pour les 2 800 premières, puis 4 120 F CFP par mille supplémentaire ;
- profession de foi recto verso : 65 000 F CFP pour les 2 800 premières et 5 000 F CFP par mille supplémentaire.

Art. 4.— Les tarifs maxima de remboursement hors taxes des frais d'apposition des affiches par une entreprise spécialisée ou par des salariés recrutés par le candidat sont fixés comme suit :

- affiche format 595 x 841 millimètres : 315 F CFP l'unité ;
- affiche format 297 x 420 millimètres : 190 F CFP l'unité.

Ils excluent tout remboursement au titre d'un concours militant ou bénévole.

Art. 5.— Tous les tarifs visés au présent arrêté sont établis pour le premier tour de scrutin et calculés hors taxes. Ils doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, emballage, pliage).

Pour le second tour de scrutin, ils pourront être majorés de 10 %.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission de tarification, transmis aux imprimeurs et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.*

Par arrêté n° HC 28 BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 janvier 2008.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet une ultime modification des modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention, d'un montant de 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP) affectés à la Polynésie française pour la construction du collège de Teva I Uta, construction neuve.

Modifications

Compte tenu du dossier technique transmis par la Polynésie française le 13 décembre 2007, les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté initial concernant le coût de l'opération, le plan de financement et le délai de réalisation sont modifiés comme suit :

A l'article 2 :

- coût prévisionnel de l'opération, incluant les nouvelles études et les travaux à réaliser :
au lieu de : 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP) ;
lire : 5 225 198,56 euros (627 112 000 F CFP) ;
- délai de réalisation de l'opération :
au lieu de : "l'opération devra se réaliser au plus tard le 15 août 2007 ;

lire : "l'opération devra se réaliser au plus tard le 15 octobre 2010".

A l'article 3 :

- plan de financement :

au lieu de :

- Etat (100 %) 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP)

lire :

- Etat (55,93 %) 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP)

- Polynésie (44,07 %) 2 346 162,95 euros (276 391 760 F CFP)

Total 5 255 198,56 euros (627 112 000 F CFP)

A l'article 4 :

- calcul de l'engagement de l'Etat, imputé sur le chapitre 0214, action sous-action 08-04 :

au lieu de :

- montant de l'opération HTVA 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP)

- taux 100 %

- montant de la subvention HTVA 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP)

lire :

- montant de l'opération HTVA 5 255 198,56 euros (627 112 000 F CFP)

- taux 55,93 %

- montant de la subvention HTVA 2 939 035,61 euros (350 720 240 F CFP)

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 222 CM du 8 février 2008 portant création d'un comité biodiversité 2012 pour la conservation de la biodiversité en Polynésie française.

NOR : MDE0800136AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article LP. 100-2 II ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé un comité dénommé comité biodiversité 2012 pour la conservation de la biodiversité en Polynésie française.

Art. 2.— Le comité biodiversité 2012 est composé des membres suivants :

- le directeur de l'environnement ou son représentant, *président* ;
- un agent de la direction de l'environnement, *secrétaire* ;
- le délégué à la recherche ou son représentant ;
- le chef du service de la pêche ou son représentant ;
- le chef du service du développement rural ou son représentant ;
- le chef du service de l'urbanisme ou son représentant ;
- le chef du service de l'équipement ou son représentant.

Il peut inviter toute personne dont les compétences techniques et scientifiques s'avèrent utiles.

Art. 3.— Le comité biodiversité 2012 élabore le plan d'action mettant en œuvre les axes de la stratégie pour la conservation de la biodiversité.

Le plan d'action doit comporter pour chaque action :

- la référence à l'un des objectifs généraux de la stratégie auquel l'action est rattachée ;
- une description du projet ;
- les résultats attendus et les critères d'évaluation ;
- les moyens à mettre en œuvre, notamment les partenaires, le coût et les sources éventuelles de financement de l'action.

Le plan d'action est présenté pour approbation par la société civile à la commission des sites et monuments naturels qui invite à cette occasion toute personne représentative dans le cadre d'une démarche participative.

Le plan ainsi approuvé est ensuite présenté au ministre en charge de l'environnement qui le fait adopter en conseil des ministres, conformément à l'article LP. 100-2-II du code de l'environnement.

Art. 4.— Le comité biodiversité 2012 évalue les actions réalisées et en cours au moins une fois par trimestre et propose les correctifs nécessaires à l'instance en charge de la mise en œuvre de l'action concernée.

Il rédige le bilan annuel de la mise en œuvre de la stratégie pour la conservation de la biodiversité et élabore au besoin un nouveau plan d'action présenté avec le bilan au ministre en charge de l'environnement.

Art. 5.— Le comité biodiversité 2012 se réunit sur convocation de son président ou de plein droit à la demande de la moitié de ses membres.

Le président du comité fixe l'ordre du jour, adresse les convocations et tout document utile une semaine au moins avant la date de la réunion.

Le comité prend ses décisions à la majorité des membres présents.

Art. 6.— Le ministre du développement et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement
et de l'environnement,*
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 225 CM du 8 février 2008 portant désignation d'un membre du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

NOR : OPH080202AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu la lettre de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises de Polynésie française en date du 18 décembre 2007 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Pierre Barotto est désigné membre du conseil d'administration en qualité de représentant de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises de Polynésie française en remplacement de M. Alfred Montaron.

Art. 2.— Le vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le vice-président, ministre des finances,
du logement, des affaires foncières
et du développement des archipels,*
Antony GEROS.

ARRETE n° 226 CM du 8 février 2008 relatif à une dérogation exceptionnelle permettant de porter la durée quotidienne du travail à 12 heures à la Société polynésienne des eaux et de l'assainissement.

NOR : ITR0800227AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative à la durée du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Par dérogation au 2e alinéa de l'article 7 de la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée, et relative à la durée du travail, la durée maximale quotidienne du travail est portée à douze (12) heures à la Société polynésienne des eaux et de l'assainissement.

Art. 2.— Cette dérogation est valable du 1er janvier au 30 juin 2008.

Art. 3.— La présente dérogation ne permet en aucun cas de déroger à l'interdiction de faire travailler un salarié plus de 6 jours par semaine, prévue à l'article 31 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986.

Art. 4.— Les décomptes individuels de la durée du travail que l'employeur a mis en place devront faire apparaître les heures de début et de fin de chaque période d'activité.

Art. 5.— L'employeur présentera un bilan mensuel de l'application de la présente dérogation aux délégués du personnel et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Un bilan trimestriel sera adressé à l'inspecteur du travail.

Ces bilans feront apparaître pour chaque salarié la durée quotidienne et la durée hebdomadaire de travail.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 227 CM du 8 février 2008 mettant fin aux fonctions de M. Axel Paroe, spécialement désigné pour exercer les fonctions d'huissier de justice à Raiatea et Tahaa, et de son intérimaire, M. Frédéric Turpin.

NOR : SAA0800175AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-122 AT du 20 août 1992 modifiée fixant le statut des huissiers de justice et des clercs assermentés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1738 CM du 17 décembre 2007 portant nomination d'un huissier de justice sur l'île de Raiatea ;

Vu la proposition du procureur général près la cour d'appel de Papeete en dates des 27 décembre 2007 et 15 janvier 2008 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin, à compter du 1er juin 2008, aux fonctions de M. Axel Paroe, spécialement désigné pour exercer les fonctions d'huissier de justice à Raiatea et Tahaa, et de son intérimaire, M. Frédéric Turpin.

Art. 2.— Les arrêtés n° 95 CM du 10 février 2003 et n° 733 CM du 27 mai 2007 sont abrogés à compter du 1er juin 2008.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 228 CM du 8 février 2008 investissant M. Stéphane Diot, adjudant, commandant de la brigade territoriale de gendarmerie de Ua Pou, des fonctions notariales.

NOR : SAA0800215AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention Etat - territoire n° 85-2 du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition de la Polynésie française de la gendarmerie nationale ;

Vu les articles 8 et 80 de la délibération n° 99-54 APF du 22 avril 1999 modifiée portant refonte du statut du notariat en Polynésie française ;

Sur proposition du procureur général près la cour d'appel de Papeete en date du 11 septembre 2007 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Stéphane Diot, adjudant, commandant de la brigade territoriale de gendarmerie de Ua Pou (archipel des Marquises), est investi des fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite, en remplacement de M. Michel Christmann.

Art. 2.— Le serment prêté par écrit par M. Stéphane Diot devra être entériné par la cour d'appel, avec effet à la date du présent arrêté.

Art. 3.— L'arrêté n° 1548 CM du 20 octobre 2003 investissant M. Michel Christmann, maréchal des logis-chef, commandant de la brigade territoriale de gendarmerie de Ua Pou (archipel des Marquises), des fonctions notariales, est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, au procureur général près de la cour d'appel de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 229 CM du 8 février 2008 portant modification de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2008-2009.

NOR : DES0800193AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires, ensemble l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 modifié portant organisation de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré et l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'avis du comité technique paritaire des enseignements secondaires en sa séance du 18 janvier 2008 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Les modifications de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2008-2009 sont arrêtées conformément aux tableaux n° 1 et n° 2 annexés au présent arrêté.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*
Jean-Marius RAAPOTO.

**MODIFICATION DE LA CARTE SCOLAIRE DES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRE
POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2008-2009**

**MODIFICATIONS DES STRUCTURES PEDAGOGIQUES
DES ETABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX D'ENSEIGNEMENT**

ETABLISSEMENT	TYPE	Nombre de division(s) Nature de la formation, effectif concerné
Collège AFAREAITU	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège ARUE	Ouverture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} pacifique (chinois tahitien)
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
CETAD ATUONA	Fermeture	0,5 division de 1 ^{ère} année de CAPD CAPD « Activités Familiales, Artisanales et Touristiques » (15 élèves)
Collège BORA BORA	Ouverture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)

CETAD BORA BORA	Suite d'étude	1 division de terminale BEP « hôtellerie restauration » (24 élèves)
	Fermeture	0,5 division de terminale préparatoire « cuisine » (12 élèves)
	Réduction de la capacité d'accueil	0,5 division de 1 ^{ère} année CAPD « activités familiales, artisanales et touristiques » (-12 élèves)
	Augmentation de la capacité d'accueil	0,5 division de 2 ^{ème} année CAPD « activités familiales, artisanales et touristiques » (+12 élèves)
CETAD FAAROA	Fermeture	1 division de 1 ^{ère} année CAPD « Gestion et Entretien de la Petite Exploitation Rurale » (14 élèves)
	Suite d'étude	1 division de 2 ^{ème} année CAPD « Gestion et Entretien de la Petite Exploitation Rurale » (14 élèves)
COLLEGE HAO	Fermeture	1 division de 6 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
CETAD HAO	Suite d'étude	0,5 division de 3 ^{ème} année de CAPD « Gestion et Entretien en Milieu Marin »
	Fermeture	0,5 division de 3 ^{ème} année de CAPD « Construction et Entretien du Bâtiment »
Collège Henri HIRO	Fermeture	2 divisions de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	2 divisions de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	2 divisions de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège HUAHINE	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
Collège MAHINA	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	2 divisions de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	2 divisions de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège MAKEMO	Ouverture	1 division de 6 ^{ème}
Collège MATAURA	Fermeture	1 division de 6 ^{ème}
Collège PAEA	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)

	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} insertion
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège PAOPAO	Fermeture	1 division de 6 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologie
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
CETAD PAOPAO	Réduction de la capacité d'accueil	0,5 division de 1 ^{ère} année CAPD « Gestion et Entretien de la Petite Exploitation Rurale » (-12 élèves)
Collège PAPARA	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
CETAD PAPARA	Ouverture	0,5 division de 2 ^{ème} année CAPD « activités familiales, artisanales et touristiques » (+12 élèves)
Collège PUNAAUIA	Ouverture	1 division de 5 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	2 divisions de 3 ^{ème} technologie
	Ouverture	2 divisions de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège RANGIROA	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologie
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
CETAD RANGIROA	Ouverture	0,5 division de 1 ^{ère} année CAPD « activités familiales, artisanales et touristiques » (+15 élèves)
Collège RURUTU	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
CETAD RURUTU	Accueil limité	Accueil limité à la formation professionnelle de la 3 ^{ème} année de CAPD « activités familiales, artisanales et touristiques »

Collège TAAONE	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Ouverture	1 division de 5 ^{ème} Pacifique
	Suite d'étude	1 division de 3 ^{ème} Pacifique
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège TAHAA	Ouverture	1 division de 6 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
Collège TARAVAO	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	2 divisions de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	3 divisions de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	2 divisions de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
Collège TAUNOA	Ouverture	1 division de 3 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
SEGPA TAUNOA	Augmentation de la capacité d'accueil	1 division de 3 ^{ème} SEGPA (+16 élèves)
Collège TIPAERUI	Fermeture	2 divisions de 6 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de 3 ^{ème} générale

Lycée Hôtelier de TAHITI	Réduction de la capacité d'accueil	Seconde générale et technologique (de 36 à 24 élèves)
	Ouverture	1 division de 1ère année de BTS « Tourisme » option vente et productions touristiques (18 élèves – recrutement tous les 2 ans)
	Fermeture	1 division de 2ème année de BTS « tourisme » option vente et productions touristiques (18 élèves – recrutement tous les 2 ans)
	Fermeture	2 divisions de terminale préparatoire « hôtellerie option cuisine restaurant » (48 élèves)
	Mesure nouvelle	0,5 division de première CAP2 « Boulanger » (13 élèves)
	Mesure nouvelle	0,5 division de première CAP2 « Service en café brasserie » (13 élèves)
	Mesure nouvelle	1 division de mention complémentaire « Cuisinier en desserts de restaurant » (12 élèves)
	Fermeture	1 division de 1BEP2 « Métiers de l'hôtellerie et de la restauration » (24 élèves)
	Mesure nouvelle	1 division de 1BAC PRO 3ans « Restauration » (24 élèves)
Lycée d'UTUROA	Fermeture	1 division de 5 ^{ème}
	Fermeture	1 division de 4 ^{ème} de découverte des technologies (4 ^{ème} DT)
	Ouverture	1 division de 4 ^{ème} de découverte professionnelle et des technologies (4 ^{ème} DPT)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} générale
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique
	Ouverture	1 division de première ES
Lycée Paul GAUGUIN	Fermeture	1 division de terminale L
Lycée Polyvalent de PAPARA	Suite d'étude	1 division de première option facultative « cinéma audiovisuel »
	Ouverture	1 division de terminale ES
	Ouverture	1 division de terminale S-SVT
	Ouverture	0,5 division de première professionnelle « Electrotechnique – énergie - équipements communicants » (15 élèves)
	Fermeture	0,5 division de 1BEP2 « Métiers de l'électrotechnique » (15 élèves)
	Mesure nouvelle	0,5 division de 1BAC PRO 3ans « Electrotechnique – énergie - équipements communicants » (15 élèves)
Lycée Polyvalent de TAAONE	Fermeture	0,5 division de première STI génie électrotechnique
	Fermeture	0,5 division de première STI génie civil
	Ouverture	1 division de terminale ES
	Ouverture	1 division de terminale STI génie mécanique
	Ouverture	1 division de terminale STI génie électrotechnique
	Mesure nouvelle	0,5 division de BEP en un an « technique de l'architecture et de l'habitat » (15 élèves)
	Mesure nouvelle	0,5 division de seconde BEP « Techniques du géomètre et de la topographie » (15 élèves)
	Réduction de capacité d'accueil	0,5 division de seconde BEP « technique de l'architecture et de l'habitat » (de 30 à 15 élèves)

Lycée Polyvalent de TARAVAO	Ouverture	1 division de première S-SVT
	Ouverture	1 division de terminale STG
	Fermeture	1 division de 1BEP2 « Métiers de la comptabilité » (33 élèves)
	Mesure nouvelle	1 division de 1BAC PRO 3ans « Comptabilité » (33 élèves)
SEGA TARAVAO	Augmentation de la capacité d'accueil	1 division de 4 ^{ème} SEGPA (+16 élèves)
	Suite d'étude	1 division de 3 ^{ème} SEGPA (16 élèves)
Lycée tertiaire de PIRAE	Ouverture	1 division de seconde « pacifique »
	Fermeture	1 division de terminale STG « Communication et gestion des ressources humaines »
	Ouverture	1 division de terminale STG « Comptabilité et finance des entreprises »
	Fermeture	1 division de 1BEP2 « Métiers du secrétariat » (33 élèves)
	Mesure nouvelle	1 division de 1BAC PRO 3ans « Secrétariat » (33 élèves)
Lycée Professionnel de FAAA	Réduction de la capacité d'accueil	0,5 division de 1CAP2 ans « carrossier » option réparation (de 18 à 10 élèves)
	Suite d'étude	1 division de 2CAP2 ans « carrossier » option réparation (18 élèves)
	Suite d'étude	1 division de terminale BAC PRO « sécurité prévention » (15 élèves)
	Fermeture	1 division de terminale préparatoire « Carrosserie » (15 élèves)
	Fermeture	1 division de terminale préparatoire « Peinture » (15 élèves)
	Mesure nouvelle	0,5 division de CAP en un an « Peinture en carrosserie » option réparation (10 élèves) après un CAP ou BEP industriel
Lycée Professionnel de MAHINA	Suite d'étude	0,5 division de terminale BEP « métiers de l'électronique » (15 élèves)
	Suite d'étude	0,5 division de terminale BAC PRO « Système Electronique. Numérique » option électrodomestique (15 élèves)
	Suite d'étude	1 division de terminale BAC PRO « Services de proximité et vie locale » (18 élèves)
Lycée Professionnel de UTUROA	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} année de CAPD Gestion et Entretien de la Petite Exploitation Rurale (12 élèves)
	Fermeture	1 division de 3 ^{ème} technologique (24 élèves)
	Ouverture	2 divisions de 3 ^{ème} découverte professionnelle module 6 heures (3 ^{ème} DP6)
	Fermeture	0,5 division de quatrième préparatoire « Maçonnerie » (15 élèves)
	Fermeture	0,5 division de quatrième préparatoire « Menuiserie » (15 élèves)
	Suite d'étude	0,5 division de troisième préparatoire « Maçonnerie » (15 élèves)
	Suite d'étude	0,5 division de troisième préparatoire « Menuiserie » (15 élèves)
	Fermeture	0,5 division de terminale préparatoire « Maçonnerie » (15 élèves)
	Fermeture	0,5 division de terminale préparatoire « Menuiserie » (15 élèves)
	Augmentation de la capacité d'accueil	0,5 division de terminale BEP « Maintenance des véhicules et des matériels option voiture particulière (+10 élèves)
	Suite d'étude	1 division de terminale BAC PRO « Service de proximité et vie locale » (18 élèves)

Ces mesures prévisionnelles sont susceptibles d'ajustement en fonction des inscriptions et des affectations constatées à la rentrée scolaire.

MODIFICATION DES HORAIRES DE CAPD

HORAIRES ET MODULES DU CAPD A.F.A.T. rentrée 2008-2009

(L'appellation d'origine des modules a été conservée)

MODULES	1 ^{ère} ANNEE	2 ^{ème} ANNEE	3 ^{ème} ANNEE
MATHS - COMPTABILITE GESTION	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
SCIENCES	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
FRANÇAIS - HISTOIRE - GEO	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	2 (1+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
ANGLAIS	3 (2+1)*	3 (2+1)*	3 (2+1)*
EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE	2	2	2
ARTISANAT, JARDINAGE, ANIMATION	3 (0+3)**	3 (0+3)**	3 (0+3)**
ORGANISATION, ENTRETIEN de l'HABITAT	2 (0+2)**	2 (0+2)**	2 (0+2)**
CUISINE - RESTAURANT	7 (0+7)**	7 (0+7)**	8 (0+8)**
CONNAISSANCE et ENTRETIEN du LINGE	3 (0+3)**	4 (0+4)**	4 (0+4)**
TOTAUX	30	30	31

HORAIRES ET MODULES DU CAPD C.E.B. RENTREE 2008-2009

MODULES	1 ^{ère} ANNEE	2 ^{ème} ANNEE	3 ^{ème} ANNEE
MATHS - COMPTABILITE GESTION	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
SCIENCES	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
FRANÇAIS - HISTOIRE - GEO	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
ANGLAIS	2 (1+1)*	2 (1+1)*	2 (1+1)*
EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE	2	2	2
MACONNERIE - BETON ARME	9 (0+9)**	10 (0+10)**	10 (0+10)**
PLOMBERIE, SANITAIRE, VITRERIE	2 (0+2)**	2 (0+2)**	2 (0+2)**
MENUISERIE, CHARPENTE	4 (0+4)**	4 (0+4)**	4 (0+4)**
ELECTRICITE DU BATIMENT	2 (0+2)**	2 (0+2)**	2 (0+2)**
TOTAUX	30	31	31

HORAIRES ET MODULES DU CAPD G.E.P.E.R. RENTREE 2008-2009

MODULES	1 ^{ère} ANNEE	2 ^{ème} ANNEE	3 ^{ème} ANNEE
MATHS - COMPTABILITE GESTION	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
SCIENCES	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
FRANÇAIS - HISTOIRE - GEO	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
ANGLAIS	2 (1+1)*	2 (1+1)*	2 (1+1)*
EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE	2	2	2
ELECTRICITE VEHICULE et DOMESTIQUE	0	2 (0+2)**	2 (0+2)**
MECANIQUE AGRICOLE - PHYTOTECHNIE	4 (0+4)**	4 (0+4)**	3 (0+3)**
MECANIQUE GENERALE	2 (0+2)**	2 (0+2)**	3 (0+3)**
BATIMENT	5 (0+5)**	4 (0+4)**	4 (0+4)**
ACTIVITES AGRICOLES - PHYTO-ZOOTECNIE	6 (0+6)**	6 (0+6)**	6 (0+6)**
TOTAUX	30	31	31

HORAIRES ET MODULES DU CAPD G.E.M.M. RENTREE 2008-2009

MODULES	1 ^{ère} ANNEE	2 ^{ème} ANNEE	3 ^{ème} ANNEE
MATHS - COMPTABILITE-GESTION	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
SCIENCES	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
FRANÇAIS - HISTOIRE - GEO	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*	3,5 (2,5+1)*
VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	1 (0+1)*	1 (0+1)*	1 (0+1)*
ANGLAIS	2 (1+1)*	2 (1+1)*	2 (1+1)*
EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE	2	2	2
MOTORISATION MARITIME	9 (0+9)**	10 (0+10)**	10 (0+10)**
MECANIQUE-SOUDURE			
ENTRETIEN DES COQUES	4 (0+4)**	4 (0+4)**	4 (0+4)**
INITIATION AU MILIEU MARIN - PERMIS BATEAU	4 (0+4)**	4 (0+4)**	4 (0+4)**
TOTAUX	30	31	31

* le second chiffre entre parenthèses donne lieu à dédoublement lorsque les effectifs dépassent 24 élèves

** le second chiffre entre parenthèses donne lieu à dédoublement lorsque les effectifs dépassent 15 élèves

**MODIFICATIONS DE LA CARTE SCOLAIRE DES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRE
POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2008-2009**

CREATIONS ET SUPPRESSIONS DES POSTES (étiquetage des postes)

ETABLISSEMENT	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Collège AFAREAITU	0,5 certifié technologie	1 certifié technologie
Collège ARUE		0,5 certifié technologie
CETAD ATUONA		0,5 PLP ETC
Collège BORA BORA	1 certifié histoire-géographie 0,5 certifié arts plastiques 0,5 certifié éducation musicale	0,5 certifié histoire-géographie
CETAD BORA BORA	0,5 PLP hôtellerie restauration service et commercialisation	
CETAD HAO	1 PLP GM maintenance véhicules	0,5 PLPGM maintenance véhicule 0,5 PLP GC construction réalisation ouvrages
Collège Henri HIRO	0,5 certifié SVT	0,5 certifié mathématiques 1 certifié SVT 0,5 certifié technologie 0,5 certifié lettres modernes 0,5 certifié anglais 0,5 certifié EPS
Collège HUAHINE		1 certifié technologie
Collège MAHINA	0,5 certifié espagnol 0,5 certifié histoire-géographie 1 certifié histoire-géographie	1 certifié espagnol 1 certifié histoire-géographie 1 PEGC lettres histoire-géographie
Collège MAKEMO	0,5 certifié histoire-géographie 1 certifié EPS 1 certifié SVT	0,5 certifié EPS 0,5 certifié SVT
Collège MATAURA	0,5 PLP maths sciences physiques	0,5 certifié mathématiques 1 PLP maths sciences physiques
Collège PAEA	0,5 certifié lettres classiques 0,5 certifié sciences physiques	1 certifié lettres classiques 1 certifié sciences physiques
Collège PAOPAO	0,5 certifié technologie	0,5 certifié SVT 1 PEGC technologie
CETAD PAOPAO	0,5 PLP lettres histoire-géographie	1 PLP lettres histoire-géographie
CETAD PAPARA		0,5 PLP lettres anglais
Collège PUNAAUIA	0,5 certifié technologie	1 certifié technologie 0,5 certifié tahitien français
Collège RANGIROA	1 certifié technologie	0,5 certifié mathématiques
Collège RURUTU	1 PEGC maths sciences physiques 1 PEGC lettres anglais	
CETAD RURUTU	0,5 PLP ETC	1 PLP ETC 1 PLP lettres anglais 1 PLP maths sciences physiques
Collège TAAONE	1 certifié tahitien français 0,5 certifié technologie	0,5 certifié tahitien français 1 certifié technologie 0,5 certifié EPS

Collège TAIOHAE	1 certifié anglais	0,5 PEGC lettres anglais
CETAD TAIOHAE	0,5 PLP lettres anglais	1 PLP lettres anglais
Collège TARAVALO		1 certifié technologie 1 PEGC lettres histoire-géographie
SEGPA TARAVALO	1 instituteur spécialisé	
Collège TIPAERUI	0,5 certifié technologie 0,5 certifié mathématiques 0,5 certifié EPS	1 PEGC technologie 1 certifié mathématiques 1 certifié EPS
Collège UA POU	0,5 PEGC lettres anglais 1 certifié anglais	0,5 certifié anglais 1 PEGC lettres anglais
Lycée Paul GAUGUIN	0,5 certifié philosophie 0,5 certifié espagnol	1 certifié philosophie 1 certifié lettres modernes 1 certifié espagnol 0,5 certifié économie gestion B
Lycée Hôtelier de TAHITI (Lycée)	1 certifié japonais	0,5 certifié anglais
Lycée Hôtelier de TAHITI (LP)	1 PLP boulangerie 1 PLP pâtisserie	1 PLP cuisine 1 PLP cuisine
Lycée d'UTUROA	 1 certifié sciences économique et sociales ... 0,5 certifié mathématiques	0,5 certifié SVT 0,5 certifié histoire-géographie 0,5 PEGC maths sciences-physiques 0,5 certifié sciences économiques et sociales 0,5 certifié anglais 0,5 certifié EPS 1 certifié mathématiques
Lycée Polyvalent PAPARA (lycée)	0,5 certifié mathématiques 1 certifié philosophie	0,5 certifié philosophie
Lycée Polyvalent PAPARA (LP)	0,5 PLP lettres histoire-géographie 1 PLP GE option électrotechnique	
Lycée Polyvalent TAAONE (lycée)	1 certifié philosophie 0,5 certifié sciences économiques et sociales 0,5 certifié EPS 1 certifié génie méca construction	0,5 certifié philosophie 0,5 certifié lettres modernes 1 certifié génie civil
Lycée Polyvalent TAAONE (SEP)	0,5 PLP maths sciences physiques 1 PLP GC construction et économie	0,5 PLP GC construction et économie
Lycée Polyvalent TARAVALO (lycée)	0,5 certifié physiques chimie 0,5 certifié économie gestion administrative	
Lycée Polyvalent TARAVALO (SEP)	0,5 PLP GC construction et économie	
Lycée tertiaire de PIRAE	1 certifié sciences physiques 0,5 certifié histoire-géographie 0,5 certifié sciences économiques et sociales	0,5 certifié sciences physiques
Lycée Professionnel de FAAA	0,5 certifié EPS	1 PLP menuiserie charpente
Lycée Professionnel de MAHINA	0,5 PLP lettres histoire-géographie 1 PLP biotechnologie santé environnement 1 PLP électronique	
Lycée Professionnel d'UTUROA	0,5 PLP arts appliqués 0,5 PLP STMS 1 PLP GM maintenance véhicules 0,5 PLP Génie méca construction 0,5 certifié tahitien français	0,5 PLP GI bois 1 PLP GC construction et réal. ouvrages 0,5 PLP GC construction et réal ouvrages 1 certifié tahitien français

Ces mesures prévisionnelles sont susceptibles d'ajustement en fonction des inscriptions et des affectations constatées à la rentrée scolaire.

ARRETE n° 231 CM du 13 février 2008 portant nomination de Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi en qualité de chef du service du tourisme par intérim.

NOR : SDT0800268AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et des transports aériens internationaux,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-205 APF du 6 décembre 2001 portant création du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1779 CM du 31 décembre 2001 portant organisation du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 246 CM du 21 février 2007 portant nomination de M. Gérard en qualité de chef du service du tourisme ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 février 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi est nommée en qualité de chef du service du tourisme par intérim pour la période du 11 au 18 février 2008 inclus.

Art. 2. — Le ministre du tourisme et des transports aériens internationaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du tourisme
et des transports aériens internationaux,
Marc COLLINS.

ARRETE n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres.

NOR : STT0800326AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la convention Etat - territoire n° 85-2 E/t du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française, complétée par l'avenant n° 90-5 du 29 novembre 1990 ;

Vu la circulaire n° 225 PR du 29 août 2002 pour l'application de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 285 CM du 16 octobre 2003 relative à l'harmonisation de l'organisation interne des services de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité technique paritaire réuni le 16 janvier 2008 ;

Vu l'avis de l'inspection générale de l'administration en date du 30 janvier 2008 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er. — *Objet*

Le présent arrêté crée la direction des transports terrestres, détermine les missions et fixe l'organisation de ce service administratif.

Art. 2. — *Missions*

La direction des transports terrestres a une mission générale de mise en œuvre des compétences du pays en matière de transports terrestres et de lutte contre l'insécurité routière.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir et mettre en œuvre la réglementation générale et les programmes d'action relatifs à la circulation et la sécurité routières (code de la route) ou en site propre ;
- définir et mettre en œuvre les réglementations relatives à l'exercice des professions de transporteur de personnes ou de marchandises, de chauffeur de taxi ou de voiture de remise, de loueur de véhicules sans chauffeur, de véhicules de service particulier, d'exploitant d'établissement d'enseignement de la conduite automobile, d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière ;
- suivre les conditions techniques, matérielles et économiques d'exercice des professions liées à l'usage professionnel de la route ;

- définir les conditions techniques, économiques et juridiques de délégation du service public dans les domaines liés aux transports terrestres ;
- concevoir, réaliser et entretenir des ouvrages et bâtiments relevant du secteur des transports publics routiers ;
- mettre en place et gérer les fourrières de véhicules de transports terrestres à moteur ;
- percevoir les redevances, droits et taxes générés par les activités de la direction des transports terrestres.

Art. 3.— *Siège*

Le siège de la direction des transports terrestres, de son administration centrale et de l'échelon déconcentré de l'archipel des îles du Vent est situé à Papeete, Tahiti.

Le siège des subdivisions déconcentrées de la direction des transports terrestres est situé :

- pour l'archipel des îles Sous-le-Vent, à Uturoa, Raiatea ;
- pour l'archipel des îles Tuamotu et Gambier, à Papeete, Tahiti ;
- pour l'archipel des îles Marquises, à Taiohae, Nuku Hiva ;
- pour l'archipel des îles Australes, à Mataura, Tubuai.

Art. 4.— *Dispositions relatives au directeur*

Dans le cadre des missions qui sont assignées à la direction des transports terrestres et des directives reçues de son ministre, le directeur prend les dispositions utiles pour que leur exécution soit assurée. Il rend compte à son ministre de l'activité de la direction des transports terrestres.

Il exerce l'autorité hiérarchique sur les personnels affectés à la direction des transports terrestres.

Il exerce à leur égard le pouvoir disciplinaire et de notation, selon les dispositions de la réglementation particulière en vigueur et compte tenu de la délégation de signature dont il dispose.

Art. 5.— *De la direction générale*

La direction générale est composée d'un directeur, d'un adjoint, d'une assistante de direction et de chargés de mission.

Art. 6.— *De l'administration centrale*

L'administration centrale de la direction des transports terrestres comporte les unités suivantes :

- 1° Bureau des finances et de la logistique ;
- 2° Bureau "régie de recettes" ;
- 3° Bureau de la documentation et de la communication chargé de :
 - coordonner et suivre l'activité de l'échelon déconcentré ;
 - produire toutes les recommandations, informations, circulaires ou directives nécessaires à la bonne compréhension du droit positif et à l'unification de son application sur l'ensemble de la Polynésie française ;
 - développer et gérer l'information et la communication ;
 - préparer, coordonner et évaluer les programmes de formation en faveur des agents et des différents correspondants de la direction des transports terrestres.

4° Bureau des affaires juridiques chargé de :

- élaborer la réglementation générale relative à la circulation routière et celle relative aux activités de transports terrestres, en suivre l'évolution et en évaluer l'impact ;
- traiter le contentieux de toute nature ;
- assister et conseiller juridiquement le directeur.

5° Bureau de sécurité routière et de recherches chargé de :

- collecter et analyser les données relatives à la sécurité routière ;
- définir les normes et les mesures réglementaires relatives à la sécurité routière, en coordonner l'application et en évaluer l'impact ;
- élaborer les actions visant à réduire l'insécurité routière et les comportements déviants, en coordonner la mise en œuvre et en évaluer l'impact ;
- expertiser le continuum éducatif de la sécurité routière.

6° Département des études composé du :

a) Bureau des études générales chargé de :

- étudier des prospectives ayant trait au domaine des transports terrestres et à la circulation routière ;
- concevoir et proposer des politiques publiques y afférentes ;
- programmer, réaliser, traiter et analyser toutes les études à caractère administratif, économique et statistique qui s'y rapportent.

b) Bureau des études techniques chargé de :

- programmer, réaliser, traiter et suivre les études techniques ayant trait au domaine des transports terrestres ;
- concevoir et réaliser des projets et des plans d'exécution ;
- suivre et contrôler les travaux réalisés par les entreprises privées ou en régie ;
- surveiller, gérer, conserver et entretenir les ouvrages confiés à la direction des transports terrestres.

7° Bureau des marchés chargé de la constitution des dossiers d'appel d'offres.

Art. 7.— *De la déconcentration de la direction des transports terrestres sur l'archipel des îles du Vent*

Sur l'archipel des îles du Vent, la déconcentration de la direction des transports terrestres est organisée par la création d'une subdivision déconcentrée comprenant les unités suivantes :

1° Section des véhicules comportant la :

- a) Cellule des cartes grises, qui gère le fichier des immatriculations des véhicules terrestres à moteur ;
- b) Cellule des immatriculations personnalisées, qui gère le fichier des immatriculations personnalisées et la délivrance des plaques d'immatriculation personnalisées ;
- c) Cellule des contrôles techniques, qui gère le fichier des véhicules terrestres à moteur soumis à contrôle technique et l'homologation des équipements.

2° Section des permis de conduire comportant les :

a) Cellule administrative des permis de conduire, qui gère le fichier des permis de conduire ;

b) Cellule des examens des permis de conduire, qui gère les examens théoriques et pratiques du permis de conduire et qui met en application la réglementation relative à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur.

3° Section des transports routiers comportant les :

a) Cellule des activités de transport chargée :

- du secrétariat des comités et/ou commissions chargés d'émettre un avis préalable à toute demande d'autorisation administrative et de la gestion de toutes les autorisations administratives ;
- du secrétariat des commissions de discipline, de suspension ou d'annulation du permis de conduire ;
- des examens professionnels.

b) Cellule des transports collectifs chargée de la gestion des transports en commun de personnes ;

c) Cellule des contrôles et enquêtes chargée d'assurer les contrôles et de mener les enquêtes ayant trait aux réglementations des transports terrestres.

4° Cellule des fourrières chargée de mettre en place et de gérer les fourrières pour les véhicules terrestres à moteur.

5° Deux cellules des transports de Taravao et de Moorea-Maiao, antennes de proximité, chargées de :

- délivrer les autorisations de mise en circulation ;
- délivrer les récépissés de déclaration de mise en circulation ;
- mettre en œuvre le contrôle technique des véhicules terrestres à moteur ;
- recevoir les dossiers d'immatriculation des véhicules ;
- gérer les dossiers administratifs relatifs aux permis de conduire.

La subdivision déconcentrée des îles du Vent intervient, sur ordre du directeur, en appui des autres subdivisions déconcentrées de la direction des transports terrestres.

Art. 8. — *Des subdivisions déconcentrées au sein des autres archipels*

Il est respectivement créé, dans les archipels des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Australes et des îles Marquises, une subdivision déconcentrée de la direction des transports terrestres se composant des :

a) Cellule du développement, chargée de gérer les activités réglementées des transports ;

b) Cellule des transports, chargée de :

- contrôler et transmettre à la direction des transports terrestres les dossiers d'immatriculation des véhicules terrestres à moteur ;
- gérer les contrôles techniques ;
- contrôler les véhicules terrestres à moteur ;
- gérer les permis de conduire : contrôler les dossiers administratifs des candidats ;
- organiser les examens et transmettre les dossiers à la direction des transports terrestres en cas de réussite à l'examen ;
- réaliser les contrôles routiers.

Dans l'archipel des îles Sous-le-Vent, cette cellule assure également le secrétariat des commissions.

La gendarmerie nationale, dans les conditions définies par les dispositions de la convention Etat - territoire n° 85-2 E/t du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française de la gendarmerie nationale, complétée par l'avenant n° 90-5 du 29 novembre 1990, collabore à la mise en œuvre des missions dévolues à la direction des transports terrestres.

Art. 9. — *Désignation des responsables*

Les responsables des départements et bureaux de l'administration centrale, des sections et des cellules de la direction des transports terrestres sont désignés par le directeur.

Lorsque la représentation de la direction des transports terrestres s'effectue selon un mode indirect, la personne qui fait de plein droit fonction de chef de subdivision est, selon les missions effectuées et dans les conditions définies par convention,

- soit le tavana hau concerné ;
- soit le chef de la subdivision déconcentrée de la direction de l'équipement de l'archipel concerné.

Ces responsables rendent compte au directeur des actions dont ils ont la charge.

Ils exercent l'autorité hiérarchique vis-à-vis des personnels qui leur sont subordonnés.

Art. 10. — *Note interne d'organisation et de fonctionnement*

Une note du directeur, transmise à l'autorité hiérarchique et régulièrement mise à jour, précise les dispositions d'organisation fixées par le présent arrêté ainsi que, le cas échéant, celles mises en œuvre pour assurer le fonctionnement régulier de ce service administratif.

Art. 11. — L'effectif et les biens meubles et immeubles de la direction des transports terrestres à sa date de création sont respectivement constitués par les postes budgétaires et les biens portés à l'inventaire du service des transports terrestres, ainsi que les postes budgétaires et les biens portés à l'inventaire de la délégation à la sécurité routière.

Art. 12. — L'engagement et la liquidation des dépenses ainsi que la gestion des contrats conclus avec des tiers, afférents à l'ancien service dénommé "délégation à la sécurité routière" et à l'ancien service dénommé "service des transports terrestres", seront assurés par le directeur des transports terrestres.

Art. 13. — Dans tous les règlements en vigueur à la date de publication du présent arrêté, les références aux termes "service territorial des transports terrestres", "service chargé des transports terrestres", "service des transports terrestres", "chef du service territorial des transports terrestres" et "chef du service des transports terrestres" sont respectivement remplacés, pour les trois premières références, par "direction des transports terrestres" et, pour les deux dernières références, par "directeur des transports terrestres".

Art. 14.— Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent :

- l'arrêté n° 426 CM du 22 février 2005 relatif au service dénommé "service des transports terrestres" ;
- l'arrêté n° 423 CM du 22 février 2005 relatif au service dénommé "délégation à la sécurité routière".

Art. 15.— Le ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'aménagement, de l'équipement,
des transports terrestres et maritimes,
des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 236 CM du 14 février 2008 portant cessation des fonctions de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique.

NOR : MEF0800324AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la lettre de démission n° 1864 PEL du 5 février 2008 de Mme Mireille Bresson ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— La démission de Mme Mireille Bresson des fonctions de chef du service du personnel et de la fonction publique est acceptée.

Art. 2.— Il est mis fin aux fonctions de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique à compter du 13 février 2008 au soir.

Art. 3.— L'arrêté n° 62 CM du 30 mars 2005 portant nomination de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique.

NOR : MEF0800325AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 14 avril 1993 portant organisation du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 236 CM du 14 février 2008 portant cessation des fonctions de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Bruno Lonjon est nommé chef du service du personnel et de la fonction publique à compter du 14 février 2008.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 238 CM du 14 février 2008 portant nomination de Mme Tevaite Lejeune née Pugin en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur.

NOR : MEF0800385AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-16 AT du 11 février 1988 portant création du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 430 CM du 9 avril 2002 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de chef du service du commerce extérieur ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 13 MEF du 27 septembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tevaite Lejeune née Pugin, attachée d'administration, est nommée en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur durant la mission de M. William Vanizette en Nouvelle-Calédonie, du lundi 26 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.

Art. 2. — L'arrêté n° 1654 CM du 4 décembre 2007 portant nomination de Mme Tevaite Lejeune née Pugin en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 239 CM du 14 février 2008 portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages.

NOR : ISP0800332AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif aux attributions de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er. — Il est créé en Polynésie française un indice mensuel des prix de détail à la consommation des ménages décliné en deux versions :

- "indice général" des prix à la consommation des ménages, calculé avec la structure de consommation moyenne de l'ensemble des ménages ;
- "indice ouvrier" des prix à la consommation des ménages, calculé avec la structure de consommation moyenne des ménages dont le chef est ouvrier.

La nomenclature employée est annexée au présent arrêté.

Art. 2. — La base 100 est fixée au mois de décembre 2007.

Art. 3.— Le choix des articles et des points de vente enquêtés, l'observation des prix, le choix des méthodes, les calculs, la diffusion des résultats sont effectués par l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

Art. 4.— Le coefficient de raccordement avec la base précédemment employée, base 100 en août 2003, est fixé à 1,078.

Art. 5.— Le niveau mensuel de l'indice est constaté par arrêté du conseil des ministres et fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 721 CM du 13 juin 1989 modifié.

Art. 7.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

Indice des prix à la consommation des ménages
nomenclature et pondérations
Base 100 - décembre 2007

Division	Classification par fonction de consommation COICOP	Pondération	
		Indice général	Indice ouvrier
0	Indice d'ensemble	1 000 000	1 000 000
01	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	224 403	270 667
02	Boissons alcoolisées, tabac	34 278	30 974
03	Articles d'habillement et articles chaussants	30 815	32 768
04	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	178 773	179 473
05	Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	56 613	44 310
06	Santé	7 391	7 466
07	Transport	184 637	139 548
08	Communications	47 993	47 071
09	Loisirs et culture	64 708	71 473
10	Enseignement, éducation	5 533	6 081
11	Hôtellerie, cafés, restauration	87 346	92 836
12	Autres biens et services	77 510	77 333

ARRETE n° 240 CM du 14 février 2008 approuvant le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'année 2008.

NOR : ISP0800264AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif aux attributions de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, pour l'exercice 2008, arrêté comme dans l'annexe ci-jointe.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

**Programme d'études et de traitement des données
statistiques de l'ISPF pour l'année 2008**

Nature de l'enquête	Champ de l'enquête et modalité d'exécution
A - Population - ménages	
Indice des prix	Enquête par sondage. Relevés mensuels des prix à la consommation auprès d'un échantillon représentatif des points de vente des îles du Vent.
Etude des prix aux îles Sous-le-Vent	Enquête par sondage. Relevés mensuels des prix à la consommation auprès d'un échantillon représentatif de points de vente aux îles Sous-le-Vent. Période : avril à décembre.
Enquête loyers et charges	Enquête par sondage. Relevés mensuels des loyers et des charges auprès d'un échantillon représentatif de logements des îles du Vent.
Etat civil	Enquête exhaustive. Collecte mensuelle des bulletins statistiques d'état civil auprès des centres d'état civil.
Satisfaction touristique	Enquête par sondage à l'aéroport de Faa'a auprès d'un échantillon représentatif de 6 500 passagers à leur départ, portant sur la préparation, l'hébergement, la restauration, les activités et l'appréciation du séjour en Polynésie française. Période : février à décembre.
Fréquentation touristique	Enquête réalisée par collecte d'une fiche statistique individuelle remise à tous les passages débarquant à l'aéroport de Tahiti-Faa'a (trafic international).
Fréquentation hôtelière en hôtellerie internationale	Enquête exhaustive auprès de l'hôtellerie internationale (hôtels classés) sur les capacités d'hébergement et le taux d'occupation des chambres.
Fréquentation hôtelière en hôtellerie familiale	Enquête auprès des pensions de familles sur les capacités d'hébergement et le taux d'occupation des chambres.
B - Entreprises	
Enquête sectorielle BTP	Enquête par sondage auprès des entreprises du BTP pour connaître le volume et la répartition de leur chiffre d'affaires et de leurs consommations intermédiaires. Période : mai à septembre.
Index BTP	Enquête par sondage. Relevés mensuels de prix auprès d'un échantillon d'entreprises du BTP.
C - Administrations	
Comptes des administrations	Exhaustif. Collecte annuelle et exploitation des comptes administratifs de toutes les administrations de l'Etat et du pays dans le cadre de l'élaboration des comptes économiques de la Polynésie française.

**Enquêtes réalisées par d'autres ministères
pour l'année 2008**

Nature de l'enquête	Champ de l'enquête et modalité d'exécution
Ministère de la santé	
Enquête filariose	Enquête d'évaluation des campagnes de traitement de la filariose lymphatique, dans le cadre du programme d'élimination de la filariose lymphatique dans le Pacifique (PacELF). Echantillon de 4 000 personnes sur l'ensemble de la Polynésie française. Période : 1er trimestre 2008.

**ARRETE n° 249 CM du 14 février 2008 réglementant la vente
de boissons alcooliques et d'alimentation les
dimanches 9 et 16 mars 2008.**

NOR : SAA0800306AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 2007-1468 du 15 octobre 2007 fixant la date de renouvellement des conseils municipaux et portant convocation des électeurs ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons ;

Vu l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié fixant les heures d'ouverture des débits de boissons ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— La vente de boissons alcooliques et d'alimentation est réglementée, sur tout le territoire de la Polynésie française, le dimanche 9 mars 2008, à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux, ainsi qu'il suit :

- Tous les débits de boissons à consommer sur place : cafés, bars et cercles privés seront fermés de 0 heure à 18 heures ;
- Les dancings pourront rester ouverts dans la nuit de samedi à dimanche jusqu'à l'horaire réglementaire de fermeture tel que fixé par l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié ;
- Les restaurants et restaurants d'hôtels ne pourront servir des boissons d'alimentation avec les repas qu'aux horaires suivants : de 11 h 30 à 14 h 30 et à partir de 18 heures, à l'exclusion de toutes boissons alcooliques ;
- Les magasins vendant exclusivement des boissons alcooliques et d'alimentation à emporter seront fermés ;
- Dans les magasins vendant d'autres articles, l'accès à la partie réservée aux boissons alcooliques et d'alimentation sera condamné.

Art. 2.— Dans les communes où les horaires du scrutin ont été élargis par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, les horaires prévus au a) de l'article 1er ci-dessus sont étendus en conséquence.

Art. 3.— En cas de second tour, les dispositions fixées aux articles 1er et 2 ci-dessus s'appliquent le dimanche 16 mars 2008.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 254 CM du 14 février 2008 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole.

NOR : PRL0800253AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la perliculture, des petites et moyennes entreprises et de l'industrie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-37 APF du 30 mars 2001 portant création du service de la perliculture ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 851 CM du 25 juin 2002 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes et le type d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Sont suspendus pour une durée d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté, la délivrance et l'enregistrement par le service de la perliculture des autorisations et demandes d'autorisations d'occuper le domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, dans tous les lagons de la Polynésie française.

Art. 2.— Les demandes de transfert d'emplacement d'autorisation d'occupation du domaine public maritime d'un lagon à un autre au profit du même bénéficiaire et sans augmentation de surface ou du nombre de lignes de collectage sont interdites.

Art. 3.— Par dérogation aux dispositions de l'article 1er ci-dessus et sous réserve de l'obtention de la carte de producteur d'huîtres perlières ou de perles de culture de Tahiti, seront instruites conformément aux dispositions en vigueur :

I - Les demandes de renouvellement, sans augmentation de surface, ni du nombre de lignes de collectage ;

II - Les demandes de transfert d'emplacement d'autorisation d'occupation du domaine public maritime dans un même lagon au profit du même bénéficiaire et sans augmentation de surface, ni du nombre de lignes de collectage ;

III - Les nouvelles demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime des personnes physiques ou morales sont recevables pour les îles suivantes :

Hao, Kauehi, Faaite, Taenga, Apataki, Kaukura, Vahitahi, Vairaatea, Pukarua, Makemo, Raroia, Amanu, Mopelia, Hikueru et Tureia.

Toutefois, ces demandes ne pourront excéder une surface totale de 100 hectares pour les personnes morales et 10 hectares pour les personnes physiques.

Art. 4.— Par dérogation aux dispositions de l'article 1er ci-dessus, sont recevables les demandes de construction de maisons destinées à la greffe et/ou au travail des huîtres perlières sous réserve des conditions suivantes :

- être titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime pour l'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées ;
- respecter les superficies prévues à l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé.

La mise en conformité des constructions hors normes, telle que prévue à l'arrêté précité du 25 juin 2002, devra être réalisée dans le délai maximal de cinq (5) années à compter de la date de début de validité de la carte de producteur.

Art. 5.— L'arrêté n° 1148 CM du 9 août 2007 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Dispositions transitoires

Les demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole réceptionnées au service de la perliculture jusqu'au 11 septembre 2007 inclus, seront instruites conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1142 CM du 2 septembre 2002 modifié.

Les demandes de transfert d'emplacement d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole d'un lagon à un autre, tel que prévu à l'article 2 alinéa III de l'arrêté n° 1148 CM du 9 août 2007 susvisé, réceptionnées au service de la perliculture

jusqu'à la date de publication du présent arrêté, seront instruites conformément aux dispositions de cet arrêté.

Art. 7.— Le vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement, et le ministre de la perliculture, des petites et moyennes entreprises et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président, ministre des finances,
du logement, des affaires foncières
et du développement des archipels,*
Antony GEROS.

*Le ministre de la perliculture,
des petites et moyennes entreprises
et de l'industrie,*
Michel YIP.

NOR : DAF0800184AC

Par arrêté n° 221 CM du 7 février 2008.— L'emplacement du domaine public maritime, situé en baie de Taaone dans le prolongement de la servitude de la salle Aorai Tini Hau attenante aux parcelles cadastrées section A n° 148 et n° 149, cadastré commune de Pirae, section A n° 257, d'une superficie de 798 mètres carrés, est affecté au profit de la direction de l'équipement.

Tel qu'il figure sur le document d'arpentage n° 55940 établi le 17 décembre 2007 et détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction et à la gestion d'un émissaire de rejet en mer d'eaux pluviales du futur Centre hospitalier de Polynésie française à Taaone.

Tous travaux de construction et d'aménagements sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

L'Etablissement des grands travaux, maître d'ouvrage délégué, est tenu de fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La direction de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'Etablissement des grands travaux, maître d'ouvrage délégué, est autorisé à occuper, pendant la phase des travaux, un périmètre d'une superficie de 16 000 mètres carrés tel qu'il figure sur le plan joint à la demande et intitulé "Emissaire du réseau eaux pluviales en baie de Taaone", daté du 12 juin 2007.

NOR : DIM0800134AC

Par arrêté n° 223 CM du 8 février 2008.— Est approuvée la modification du budget prévisionnel de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers pour l'exercice 2007 qui se caractérise par les données suivantes (en F CFP) :

	Produits	Charges	Résultats
Exploitation	763 250 000	769 230 000	- 5 980 000
Financier	16 800 000	7 000 000	9 800 000
Exceptionnel	1 300 000	5 120 000	- 3 820 000
Total	781 350 000	781 350 000	0

NOR : OPH0800274AC

Par arrêté n° 224 CM du 8 février 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-08 CA/OPH du 24 janvier 2008 fixant le loyer d'équilibre des studios du bâtiment dénommé Taoe sis à Pirae et réservé à l'accueil des handicapés du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

NOR : MEF0800252AC

Par arrêté n° 230 CM du 12 février 2008.— Au titre de l'année 2008, les agents du service du développement rural qui assurent la mission du contrôle phytosanitaire et zoosanitaire perçoivent une indemnité mensuelle de sujétions spéciales destinée à compenser de manière forfaitaire les contraintes liées à l'exercice de leurs fonctions dans le cadre d'un tableau de service ainsi que la pénibilité des tâches exercées à l'abattoir de Papara.

Le montant de l'indemnité citée ci-dessus est fixé à 75 000 F CFP par mois.

Les agents concernés perdent le droit au versement de l'indemnité sus-citée s'ils cessent d'assurer les opérations de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire pendant les heures de nuit, les dimanches et jours fériés ainsi qu'à l'abattoir de Papara.

NOR : DES0800061AC

Par arrêté n° 232 CM du 13 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'exploitation pour le fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa d'un montant de 6 966 500 F CFP, dont 952 000 F CFP pour le GOD de Manihi, au titre de la dotation initiale de l'exercice 2008.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, centre de travail 8122-F, chapitre 969, sous-chapitre 969-02, article 655-11, exercice 2008.

La subvention sera versée sur le compte de l'agent comptable du collège de Rangiroa pour le collège de Rangiroa.

NOR : DES0800302AC

Par arrêté n° 234 CM du 13 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention affectée de fonctionnement d'un montant de *cinq cent soixante-huit mille quarante francs CFP* (568 040 F CFP) en faveur du lycée professionnel de Uturoa pour financer des travaux de câblage informatique de la salle 173.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, centre de travail 8122-F, chapitre 969, sous-chapitre 969-03, article 655-11, exercice 2008.

La subvention sera versée sur le compte de l'agent comptable du lycée professionnel de Uturoa pour le lycée professionnel de Uturoa.

Le versement de la subvention sera opéré selon les modalités suivantes :

- une avance de 90 % dès validation de l'arrêté ;
- le solde de 10 % sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération ou sur présentation de relevés de mandats émis au plus tard le 28 novembre 2008.

NOR : SDT0702877AC

Par arrêté n° 235 CM du 13 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent vingt-deux mille huit cents francs CFP* (522 800 F CFP) en faveur de l'association "Ia Ora Vaima" pour financer les

travaux concernant la sauvegarde de la source Vaima à Mataiea.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française sous-chapitre 964-02, article 657-4.

La somme sera versée sur le compte bancaire de l'association "Ia Ora Vaima". Le versement du montant total de la subvention sera opéré dès la signature du présent arrêté.

L'association "Ia Ora Vaima" s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du tourisme de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

NOR : DBR0800305AC

Par arrêté n° 241 CM du 14 février 2008.— La répartition prévisionnelle n° 2-2008 des crédits de paiement du budget d'investissement de l'exercice 2008 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

ANNEXE

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	951	Total
PR				0															0
VP																	0		0
MET		0									0				0				0
MEE										0									0
MEF								0											0
MAE						0													0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NOR : DFC0800290AC

Par arrêté n° 242 CM du 14 février 2008.— Il est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 974 "Réseaux et équipements structurants" conformément au tableau ci-après :

Sous-chap.	Art.	Intitulé	En +	En -
974-01		Réseau routier		80 000 000
	677	Travaux en régie (E/O)		
974-03		Protection contre les eaux	80 000 000	
	677	Travaux en régie (E/O)		
		Total	80 000 000	80 000 000

NOR : DAF0702774AC

Par arrêté n° 243 CM du 14 février 2008.— Sont affectées au profit de la commune de Bora Bora plusieurs terres domaniales et les constructions y édifiées, cadastrées commune de Bora Bora, section de commune de Faanui, sections CA et CB, PV 100 et 101, d'une emprise totale de 260 674 mètres carrés et comprenant les lots suivants :

Terres	Section	Numéro	Superficie en m²
Tauaheva 2	CA	11	235
Tauaheva 2 parcelle	CA	13	1 872
Tauaheva 2 parcelle	CA	15	2 427

Terres	Section	Numéro	Superficie en m²
Taifariu lot A4	CB	1	2 500
Taifariu lot A3	CB	2	2 177
Taifariu lot A2	CB	3	1 786
Taifariu	CB	4	485
Taifariu lot B5	CB	5	3 378
Taifariu lots B4 et B7	CB	6	3 221
Taifariu lot B3	CB	7	1 071
Taifariu lot B2	CB	11	988
Pohenui	CB	12	3 032
Pohenui	CB	13	1 233
Pohenui	CB	14	65
Pohenui	CB	15	27 405
Tauaheva	CB	16	21 785
Tauaheva	CB	17	11 221
Pohenui (partie)	PV n° 100	Ancien cadastre	132 894
Taifariu lot B6	PV n° 101	Ancien cadastre	10 890
Taifariu lot B7	PV n° 101	Ancien cadastre	11 785
Taifariu lot A5	PV n° 101	Ancien cadastre	20 224
Total			260 674

Telles que lesdites terres figurent sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, division des domaines,

et tel que le tout appartient à la Polynésie française en vertu d'une ordonnance d'expropriation n° 643 du 29 août 2003 transcrite à la conservation des hypothèques au volume 2842 n° 6.

Cette affectation est destinée à l'implantation et à la gestion d'un centre d'enfouissement technique (CET). Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La commune de Bora Bora, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de ces lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 400 CM du 28 avril 2006 portant affectation de plusieurs terres domaniales et des constructions y édifiées, cadastrées commune de Bora Bora, section de commune de Faanui, au profit de la direction de l'environnement, est abrogé.

NOR : DAF0702457AC

Par arrêté n° 244 CM du 14 février 2008. — Une parcelle à détacher de la terre Matavahi, d'une superficie d'environ 18 hectares, référencée commune de Tubuai, sise à Mataura, PV n° 299, est affectée au profit de la commune de Tubuai.

Telle que la terre figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée au traitement et au stockage des déchets ménagers et assimilés.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La commune de Tubuai, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le

cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de ces lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 1346 CM du 4 septembre 2003 portant affectation d'une parcelle à détacher de la terre Matavahi, référencée commune de Tubuai, sise à Mataura, au profit de la direction de l'environnement, est abrogé.

NOR : SAE0800378AC

Par arrêté n° 245 CM du 14 février 2008. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme/litre 27.10.11.14	59,059 F CFP/litre
- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751)	61,816 F CFP/litre
- Fioul dont la teneur en soufre est inférieure à 2 %, destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762)	47,822 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.16	64,398 F CFP/litre

L'arrêté n° 1826 CM du 27 décembre 2007 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er mars 2008.

NOR : SAE0800379AC

Par arrêté n° 246 CM du 14 février 2008. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, sont fixés comme suit :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751)	- 12,008 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755)	+ 4,323 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises percolées agréées 27.10.11.14 (code avantage 756)	+ 25,823 F CFP/litre
- Fioul dont la teneur en soufre est inférieure à 2 %, destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762)	- 19,199 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.16 (code avantage 770)	- 0,578 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.16 (code avantage 771)	- 33,828 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.16 (code avantage 772)	- 25,328 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773)	- 44,428 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public 27.10.19.16 (code avantage 774)	- 38,828 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé 27.10.19.16 (code avantage 775)	+ 0,922 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, 27.10.19.16 (code avantage 776) + 0,922 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public 27.10.19.16 (code avantage 777) - 24,328 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées 27.10.19.16 (code avantage 779) + 4,922 F CFP/litre

L'arrêté n° 1827 CM du 27 décembre 2007 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er mars 2008.

NOR : SAE0800380AC

Par arrêté n° 247 CM du 14 février 2008.— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751) 78,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755) 138,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles dûment agréées 27.10.11.14 (code avantage 756) 109,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.16 (code avantage 770) 115,25 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.16 (code avantage 771) 45,00 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.16 (code avantage 772) 55,20 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773) 33,00 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé 27.10.19.16 (code avantage 775) 79,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.16 (code avantage 776) 79,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées 27.10.19.16, (code avantage 779) 89,75 F CFP/litre

Pour l'essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.11.14, codes avantages 755 et 756) et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.16 (codes avantages 770 et 779), les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur les prix de gros définis ci-dessus.

Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 %, destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762) 38,68 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.16 (code avantage 771) 45,00 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773), livrés par oléoduc ou camion-citerne, et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres 33,00 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par les exploitants de service public 27.10.19.16 (code avantage 774) 40,00 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public 27.10.19.16 (code avantage 777) 56,20 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1828 CM du 27 décembre 2007 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er mars 2008.

NOR : SAE0800381AC

Par arrêté n° 248 CM du 14 février 2008.— Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751) 85 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755) 148 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles dûment agréées 27.10.11.14 (code avantage 756) 118 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.16 (code avantage 770) 125 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.16 (code avantage 772) 62 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773) 40 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé 27.10.19.16 (code avantage 775) 88 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.16 (code avantage 776) 88 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées 27.10.19.16 (code avantage 779) 98 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1829 CM du 27 décembre 2007 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er mars 2008.

NOR : TRA0800256AC

Par arrêté n° 251 CM du 14 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un milliard cinq cent millions de francs CFP (1 500 000 000 F CFP) en faveur de la Caisse de prévoyance sociale pour financer les aides attribuées aux employeurs dans le cadre du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE) pour l'année 2008.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 967-01, articles 652-13 et 622-8.

La somme sera versée sur le compte bancaire de la Caisse de prévoyance sociale. Le versement du montant de la dotation annuelle 2008 sera opéré dès la signature du présent arrêté et selon les modalités prévues.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La convention déterminant les modalités de versement de l'aide financière est approuvée.

NOR : TRA0800255AC

Par arrêté n° 252 CM du 14 février 2008. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de *seize millions huit cent mille francs CFP* (16 800 000 F CFP) au profit de l'association Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP) au titre de l'aide au poste.

La convention déterminant les engagements respectifs de la Polynésie française et les modalités de versement de l'aide financière est approuvée.

NOR : TRA0800254AC

Par arrêté n° 253 CM du 14 février 2008. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de *quarante-quatre millions huit cent mille francs CFP* (44 800 000 F CFP) au profit de l'association Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP) au titre de l'aide au démarrage.

La convention déterminant les engagements respectifs de la Polynésie française et les modalités de versement de l'aide financière est approuvée.

NOR : SDR0800239AC

Par arrêté n° 255 CM du 14 février 2008. — Suite au décès de M. Robert Taupua, attributaire du lot n° 3 du lotissement agricole SOCREDO, sis à Afaahiti, d'une superficie de 2 hectares et 72 ares, par arrêté n° 804 CM du 12 juin 2003, le lot n° 3 est attribué au fils de ce dernier, M. Freddy Taupua.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du nouveau bail et pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *soixante-seize mille cent francs CFP* (76 100 F CFP), soit 28 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

NOR : SDR0800240AC

Par arrêté n° 256 CM du 14 février 2008. — Conformément à la demande de M. Tetuira Maui Poetai, l'attribution du lot n° 18 du lotissement agricole du plateau de Taravao sis à Afaahiti, d'une superficie de 2 hectares et 7 ares, autorisée à son profit par arrêté n° 1307 CM du 2 décembre 1996, est annulée.

Le lot n° 18 est attribué à Mmes Heimiti Poetai et Vateti Tevaearai, deux nouvelles locataires.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du nouveau bail jusqu'à la fin du bail précédent, soit le 2 décembre 2014, moyennant un loyer annuel de *soixante-sept mille cinq cents francs CFP* (67 500 F CFP), soit 25 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et les titulaires de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur et par le cahier des charges du lotissement agricole.

Les bénéficiaires ne pourront céder ou sous-louer leur droit au bail.

NOR : SDR0800241AC

Par arrêté n° 257 CM du 14 février 2008. — Conformément à la demande de M. Mahaotoa Temairia, attributaire du lot n° 1a du lotissement agricole Vaianae, sis à Moorea-Maiao, d'une superficie d'1 hectare 24 ares 85 centiares, autorisée à son profit par arrêté n° 53 CM du 29 janvier 2003, est annulé.

Le lot n° 1a est attribué à M. Bruno Mahatia, nouveau locataire.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du nouveau bail et pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *vingt-huit mille cinq cents francs CFP* (28 500 F CFP), soit 23 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

NOR : SDR0800242AC

Par arrêté n° 258 CM du 14 février 2008.— Conformément à la demande de Mme Tiresa Tavi, attributaire du lot n° 2a du lotissement agricole Vaianae, sis à Moorea-Maiao, d'une superficie d'1 hectare 31 ares 67 centiares, autorisée à son profit par arrêté n° 53 CM du 29 janvier 2003, est annulé.

Le lot n° 2a est attribué à M. Joseph Germain, nouveau locataire.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du nouveau bail et pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *trente mille cent francs CFP* (30 100 F CFP), soit 23 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signée dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

NOR : SDR0800243AC

Par arrêté n° 259 CM du 14 février 2008.— Conformément à la demande de M. Etienne Vahinetua, attributaire du lot n° 3a du lotissement agricole Vaianae, sis à Moorea-Maiao, d'une superficie d'1 hectare 29 ares 93 centiares, autorisée à son profit par arrêté n° 53 CM du 29 janvier 2003, est annulé.

Le lot n° 3a est attribué à Mme Mere Etaia, nouvelle locataire.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du nouveau bail et pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *vingt-neuf mille six cents francs CFP* (29 600 F CFP), soit 23 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signée dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

NOR : SDR0800244AC

Par arrêté n° 260 CM du 14 février 2008.— L'attribution du lot n° 33 du lotissement agricole Taipivai sis à Nuku Hiva, commune associée de Taipivai, d'une superficie de 81 ares, autorisée à M. Teuahatioa Désiré Tehikihinuhatu par arrêté n° 1697 CM du 11 décembre 2002, est annulée.

NOR : SDR0800245AC

Par arrêté n° 261 CM du 14 février 2008.— L'attribution du lot n° 8 du lotissement agricole Taipivai sis à Nuku Hiva, commune associée de Taipivai, d'une superficie de 63 ares et 80 centiares, autorisée à M. Pierre Haiti par arrêté n° 1697 CM du 11 décembre 2002, est annulée.

NOR : SDR0800238AC

Par arrêté n° 262 CM du 14 février 2008.— Le second alinéa de l'article 6 de l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 relatif au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire est supprimé.

A l'article 7 de l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 modifié, la mention : "et du directeur de l'EPIC Vanille de Tahiti" est supprimée.

L'article 12 de l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 modifié, est rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 12.— L'inscription au registre donne lieu à la délivrance par la chambre, d'une carte professionnelle renouvelable tous les cinq ans."

NOR : DDC0800198AC

Par arrêté n° 263 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Raivavae pour financer l'acquisition des lots n° 1 et n° 5 de la terre Patito sise à Raivavae d'une superficie de 2 hectares 44 ares 47 centiares, dont le coût réel est estimé à *trente-neuf millions cinquante-trois mille cent dix-huit francs CFP* (39 053 118 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trente-neuf millions cinquante-trois mille cent dix-huit francs CFP* (39 053 118 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après l'acquisition des parcelles de terre précitées.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant que la terre Patito est exempte de toute hypothèque ;
- l'acte notarié attestant de la vente à la commune des parcelles de terre ;
- une copie du mandat de paiement ou un relevé visé en original par le trésorier des archipels de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la notification de la subvention, l'opération, au titre de laquelle elle a été accordée, n'a reçu aucun commencement d'exécution, il est constaté la caducité de la présente décision.

La subvention consentie sera remboursée à la Polynésie française dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans l'autorisation de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte de la commune de Raivavae.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 152-2005, AE 314-2005, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC0800219AC

Par arrêté n° 264 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une subvention en faveur du Syndicat mixte au titre du contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) pour l'année 2007 dont le montant s'élève à *cinquante millions de francs CFP* (50 000 000 F CFP).

Le montant de la subvention définie ci-dessus est imputable à l'article 672 du chapitre 976, sous-chapitre 976-01 du budget de la Polynésie française.

Le versement de la subvention s'effectuera en deux phases :

- une avance de 90 %, soit *quarante-cinq millions de francs CFP* (45 000 000 F CFP) dès la certification du caractère exécutoire de l'arrêté ;
- le solde de 10 % de la subvention sera versé sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Le reliquat de la subvention consentie sera reversé à la Polynésie française dans le cas où la subvention n'aurait pas été utilisée intégralement.

Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte du syndicat mixte gestion des communes.

NOR : DDC0800257AC

Par arrêté n° 265 CM du 15 février 2008.— Les dispositions de l'arrêté n° 117 VP du 30 août 2007, notifié le 5 septembre 2007, accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Arutua pour l'acquisition d'un broyeur à végétaux, sont prorogées pour une période de 6 mois à compter du 6 mars 2008.

NOR : DDC0800258AC

Par arrêté n° 266 CM du 15 février 2008.— Les dispositions de l'arrêté n° 93 VP du 9 août 2007, notifié le 13 août 2007, accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Arutua pour l'acquisition d'un broyeur à végétaux, sont prorogées pour une période de 6 mois à compter du 13 février 2008.

NOR : SPE0800336AC

Par arrêté n° 267 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

EUURL Tahiti Nui Products :

- reliquat pour les opérations réalisées au cours de l'année 2006 :
 - *nombre de kilogrammes bruts exportés* : 7 812 ;
 - *remboursement par kilogramme* : 55 F CFP ;
 - *montant du remboursement* : 429 660 F CFP (*quatre cent vingt-neuf mille six cent soixante francs CFP*).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800337AC

Par arrêté n° 268 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

EUURL Tahiti Nui Products :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - *nombre de kilogrammes bruts exportés* : 6 894 ;
 - *remboursement par kilogramme* : 80 F CFP ;
 - *montant du remboursement* : 551 520 F CFP (*cinq cent cinquante et un mille cinq cent vingt francs CFP*).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800338AC

Par arrêté n° 269 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour compenser la perte de change en dollar américain au bénéficiaire suivant :

EUURL Tahiti Nui Products :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 6 067 ;
 - montant de la compensation : 156 973 F CFP (cent cinquante-six mille neuf cent soixante-treize francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800339AC

Par arrêté n° 270 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

SARL Mekathon :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes bruts exportés : 22 707 ;
 - remboursement par kilogramme : 80 F CFP ;
 - montant du remboursement : 1 816 568 F CFP (un million huit cent seize mille cinq cent soixante-huit francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800340AC

Par arrêté n° 271 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide pour compenser la perte de change en dollar américain au bénéficiaire suivant :

SARL Mekathon :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 19 686 200 ;
 - montant de la compensation : 482 047 F CFP (quatre cent quatre-vingt-deux mille quarante-sept francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800341AC

Par arrêté n° 272 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

SARL Tahiti Island Seafood :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes bruts exportés : 7 512 ;
 - remboursement par kilogramme : 147 F CFP ;
 - montant de la compensation : 1 104 264 F CFP (un million cent quatre mille deux cent soixante-quatre francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800342AC

Par arrêté n° 273 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

SARL Tahiti Island Seafood :

- pour les produits exportés vers l'Europe au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes bruts exportés : 22 391 kilogrammes ;
 - remboursement par kilogramme : 147 F CFP ;
 - montant du remboursement : 3 291 477 F CFP (trois millions deux cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-dix-sept francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800343AC

Par arrêté n° 274 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour compenser la perte de change en dollar américain au bénéficiaire suivant :

SARL Tahiti Island Seafood :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 161 430 ;
 - montant de la compensation : 4 158 FCFP (quatre mille cent cinquante-huit francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800344AC

Par arrêté n° 275 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour compenser la perte de change en dollar américain au bénéficiaire suivant :

SARL Pacific Aquaculture Service :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 60 994 ;
 - montant de la compensation : 1 528 621 FCFP (un million cinq cent vingt-huit mille six cent vingt et un francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800345AC

Par arrêté n° 276 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche hauturière au bénéficiaire suivant :

SARL Pacific Tuna :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 1 958 ;
 - remboursement par kilogramme : 80 F CFP ;
 - montant du remboursement : 156 640 FCFP (cent cinquante-six mille six cent quarante francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800346AC

Par arrêté n° 277 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide individuelle pour compenser la perte de change en dollar américain au bénéficiaire suivant :

SARL Pacific Tuna :

- pour les opérations réalisées au cours de l'année 2007 :
 - nombre de kilogrammes nets exportés : 27 578 ;
 - montant de la compensation : 709 031 FCFP (sept cent neuf mille trente et un francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800347AC

Par arrêté n° 278 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide pour la prise en charge partielle de la redevance de fourniture de glace au profit des pêcheurs, au bénéficiaire suivant :

- CCISM (Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers) pour le mois de novembre 2006 :
 - novembre : 366 728,30 kilogrammes ;
 - décembre : 357 285,60 kilogrammes ;
 - glace vendue : 724 013,90 kilogrammes ;
 - montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 2 172 042 F CFP.

- CCISM (Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers) pour l'année 2007 :
 - janvier : 351 000,00 kilogrammes ;
 - février : 341 214,29 kilogrammes ;
 - mars : 375 228,57 kilogrammes ;
 - avril : 417 028,57 kilogrammes ;
 - mai : 792 428,57 kilogrammes ;
 - juin : 403 571,43 kilogrammes ;
 - juillet : 469 057,14 kilogrammes ;
 - août : 457 900,00 kilogrammes ;
 - septembre : 466 071,43 kilogrammes ;
 - octobre : 504 814,25 kilogrammes ;
 - glace vendue : 4 578 314,25 kilogrammes ;
 - montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 13 734 942 F CFP.

Soit la somme d'un montant global de quinze millions neuf cent six mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs CFP (15 906 984 F CFP)

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

NOR : SPE0800387AC

Par arrêté n° 279 CM du 15 février 2008.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière pour la prise en charge partielle de la redevance de fourniture de glace au profit des mareyeurs agréés, au bénéficiaire suivant :

- CCISM (Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers)

Pour le mois de novembre 2006 :

- SARL Mekathon : 3 200 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 1 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 15 128,57 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 10 000 kilogrammes ;
- glace vendue : 29 328,57 kilogrammes ;
- montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 87 986 F CFP.

Pour le mois de décembre 2006 :

- SARL Mekathon : 1 000 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 1 000 kilogrammes ;
- En application EURL Tahiti Nui Product : 17 800 kilogrammes ;
- En application EURL Vini Vini : 9 000 kilogrammes ;
- glace vendue : 28 800 kilogrammes ;
- montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 86 400 F CFP.

Pour le mois de janvier 2007 :

- SARL Tahiti Island Seafood : 15 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 15 000 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 14 000 kilogrammes ;
- glace vendue : 44 000 kilogrammes ;
- montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 132 000 F CFP.

Pour le mois de février 2007 :

- SARL Mekathon : 1 600 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 1 500 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 4 000 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 1 500 kilogrammes ;
- glace vendue : 8 600 kilogrammes ;
- montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 25 800 F CFP.

Pour le mois de mars 2007 :

- SARL Tahiti Island Seafood : 1 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 2 285,71 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 12 000 kilogrammes ;
- SARL Fenua Fish : 300 kilogrammes ;
- glace vendue : 15 585,71 kilogrammes ;
- montant de la compensation : 3 F CFP.

Soit un total de : 46 757 F CFP.

Pour le mois d'avril 2007 :

- SARL Tahiti Island Seafood : 1 500 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 2 500 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 8 000 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 12 000 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 36 000 F CFP.

Pour le mois de mai 2007 :

- SARL Tahiti Island Seafood : 4 000 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 4 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 3 785,71 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 6 000 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 17 785,71 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 53 357 F CFP.

Pour le mois de juin 2007 :

- SARL Tahiti Island Seafood : 4 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 9 714,29 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 11 500 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 25 214,29 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 75 643 F CFP.

Pour le mois de juillet 2007 :

- SARL Mekathon : 4 700 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 12 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 21 671,43 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 12 500 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 50 871,43 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 152 614 F CFP.

Pour le mois d'août 2007 :

- SARL Mekathon : 16 000 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 6 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 10 285,71 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 28 000 kilogrammes ;
- SARL Fenua Fish : 428,57 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 60 714,28 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 182 143 F CFP.

Pour le mois de septembre 2007 :

- SARL Mekathon : 13 900 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 7 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 6 271,43 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 15 500 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 42 671,43 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 128 014 F CFP.

Pour le mois d'octobre 2007 :

- SARL Mekathon : 4 500 kilogrammes ;
- SARL Tahiti Island Seafood : 4 000 kilogrammes ;
- EURL Tahiti Nui Product : 5 900 kilogrammes ;
- EURL Vini Vini : 13 500 kilogrammes ;
- *glace vendue* : 27 900 kilogrammes ;
- *montant de la compensation* : 3 F CFP.

Soit un total de : 83 700 F CFP.

Soit la somme d'un montant global d'un million quatre-vingt-dix mille quatre cent quatorze francs CFP (1 090 414 F CFP)

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2008), chapitre 965-03, article 672.

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES, DES PORTS ET AÉROPORTS

Par arrêté n° 541 MET du 7 février 2008.— M. André Amouyal est autorisé sous les réserves de ce qui suit à réaliser pour le compte de la SCI Taravanui un groupe d'habitation de 88 logements sur des parcelles dépendant de la terre Tefautomo du domaine Robinson et Millaud dans les vallées Oopu et Vaipue sises à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, cadastrées section AC (n°s 103, 105 et 113).

Le dossier du groupe d'habitation est composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en dates des 6 mars et 5 avril 2007 sous le n° H/2007-01 :

- demande formulée par M. André Amouyal pour le compte de la SCI Taravanui ;
- acte de vente établi par Me Bruggmann en dates du 26 mars 2007 et 11 janvier 2007 ;
- schéma d'alignement n° 986-101-20-10699 ;
- plan de situation ;
- plan topographique ;
- plan de masse des lots ;
- plan de terrassement ;
- plan de voirie et assainissement d'eaux pluviales ;
- tableau de calcul des bassins versants ;
- plan d'adduction d'eau potable ;
- plan d'adduction téléphonique - câblage ;
- plan d'adduction électrique et éclairage public ;
- plan d'assainissement des eaux usées ;
- profils en long ;
- profils en travers type (desserte d'un lot, voie de 6 mètres, voie de 8 mètres, voies de 10 mètres et 12 mètres) ;
- plan de détails (poste de relevage 1 et 2) ;
- rapport sur les essais de percolation établi par Begetecn SNC en date du 4 février 2007 ;
- rapport sur la faisabilité des travaux de terrassement établi par Begetecn SNC en date du 4 février 2007 ;
- mémoire technique sur la station d'épuration ;
- demande d'autorisation de raccordement à une station d'épuration ;
- plan de masse des logements ;
- plan d'implantation des logements ;
- plans maison F3, type 1, toiture à une pente ;
- plans maison F3, type 2, toiture à une pente ;
- plans maison F3, type 1, toiture à deux pentes ;
- plans maison F3, type 2, toiture à deux pentes ;
- plans maison F4, type 1, toiture à une pente ;
- plans maison F4, type 2, toiture à une pente ;
- plans maison F4, type 1, toiture à deux pentes ;
- plans maison F4, type 2, toiture à deux pentes ;
- étude d'impact sur l'environnement ;
- dossier relatif aux principes d'aménagements paysagers en date du mois de juin 2007 ;
- cahier des charges et statuts de l'association syndicale du lotissement Taravanui ;
- règlement de construction.

Les travaux d'aménagement et de construction des 88 logements seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en respectant le dispositif énoncé à l'avis final d'étude d'impact en date du 12 octobre 2007 et en tenant compte de la lettre de la SNC Pae Tai – Pae Uta du 11 juin 2007 et de la lettre de la SC Cabinet Michel Grand du 15 juin 2007 :

1° Sécurité incendie

Installer des poteaux incendie normalisés (NFS 61-613), tous les 200 mètres au maximum à 5 mètres au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins de secours et ayant des caractéristiques suivantes :

- 1 sortie de diamètre 100 millimètres avec 2 sorties symétriques de diamètre 65 millimètres ;
- débit de 17 l/s ;
- pression dynamique de 1 bar ;

Prévoir une réserve incendie de 120 mètres cubes minimum au moyen d'un by-pass ou autre au niveau du réservoir d'eau à construire.

Etablir une attestation, délivrée par l'installateur du poteau ou de la bouche d'incendie, faisant apparaître la conformité à la norme et validée par le service incendie de la commune.

2° Terrassements, aires de jeux et de loisirs et programme de préverdissement et de végétalisation

Le site récepteur des 40 000 mètres cubes de déblais excédentaires doit être précisé sachant que toute manipulation de terre supérieure à 60 mètres cubes est soumise à une autorisation administrative.

Les remblais devront respecter les caractéristiques suivantes : une pente de 30 %, une hauteur de 3 mètres maximum et des redans intermédiaires de 3 mètres de large.

Les déblais devront respecter les caractéristiques suivantes : dans les limons, une pente de 35 %, une hauteur de 3 mètres et des redans de 3 mètres ; dans les matériaux d'altération : une pente de 55 % à 65 %, une hauteur de 4 mètres à 5 mètres et des redans de 2 mètres.

Tous les redans devront respecter une pente inverse de 3 % avec un système de récupération et d'évacuation des eaux de ruissellement.

En tout état de cause, les terrassements et murs de soutènement devront être réalisés sous la surveillance d'un technicien compétent dans le domaine de la géologie qui devra se prononcer sur la stabilité générale de ces travaux.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux de terrassements, le promoteur devra réaliser des opérations de végétalisation immédiate des talus et de préverdissement contre le ruissellement.

Les accotements des voies devront être stabilisés et mis en sécurité pour permettre le stationnement des véhicules.

Le promoteur devra réaliser sur une des aires de jeux et de loisirs à l'intérieur du groupe d'habitation une surface plane permettant l'inscription d'un cercle de 15 mètres de diamètre.

3° Raccordement aux réseaux des espaces privatifs et communs

Tous les lots et logements privatifs ainsi que l'espace aplani de l'aire de jeux doivent être raccordés aux différents réseaux divers tels que les réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales, d'eaux usées, d'électricité et de téléphone.

4° Déviation du cours d'eau

Respecter les prescriptions de l'arrêté n° 78 CM du 25 janvier 2008 portant autorisation de déviation d'un cours d'eau.

A l'achèvement des travaux, un plan de récolement devra être transmis à la direction de l'équipement en vue de la délivrance d'une attestation de réception.

5° Assainissement des eaux usées et traitement antitermites des sols

Le rejet des eaux usées traitées devra impérativement se faire dans le sol. Pour cela, le promoteur fera réaliser après terrassement et avant tous travaux, une étude de sol permettant de définir l'emplacement le plus approprié pour la zone d'infiltration et son dimensionnement définitif.

Le principe de dimensionnement défini par Technival devra être respecté (50 % de marge de sécurité pour la surface de la zone d'infiltration).

Les extracteurs d'air devront permettre un renouvellement de 10 fois le volume du local par heure.

Les caractéristiques des filtres à charbon ainsi que les plans d'exécution de la station d'épuration devront être fournis au centre d'hygiène pour avis avant installation.

Le traitement antitermites du sol des constructions doit être réalisé par une entreprise agréée, utilisant un pesticide autorisé pour ce traitement. En final, une attestation d'entreprise sera exigée lors de la demande de certificat de conformité. Seront également joints les documents suivants :

- le résultat des tests d'étanchéité des ouvrages d'assainissement et des réseaux eaux usées ;
- l'abonnement téléphonique du report d'alarme ;
- les plans de récolement des ouvrages et réseaux eaux usées ;
- un exemplaire du contrat d'entretien signé par les deux parties.

6° Réseaux électrique, téléphonique et équipement postal

Les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'OPT devra être présenté au CCL/ENSIM (centre de construction des lignes - ensemble immobilier à Arue, téléphone : 41 43 62, fax : 45 06 38).

Le lotisseur devra réaliser les équipements pour la distribution postale. Un plan de détail doit être présenté pour validation.

7° Déchets verts

Le promoteur devra mettre en place un site de dépôt de déchets verts afin de faciliter leur ramassage par les services municipaux.

8° Travaux de construction des 88 logements

Tous les logements devront respecter les règles de recul par rapport aux limites de lots conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Après travaux de terrassements et avant de débiter les travaux de construction, le plan d'implantation des logements devra être présenté au service de l'urbanisme pour vérification.

A l'appui de toute demande de certificat de conformité du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées en 5 exemplaires :

- plan de bornage et de récolement des travaux réalisés ;
- plan d'implantation des logements ;
- règlement de construction adapté au projet du groupe d'habitation ;
- cahier des charges modifié comme suit :
 - compléter le chapitre 1er par la désignation des lots et logements ;
 - modifier les articles 2 à 5 et 10, ces travaux d'adduction étant à la charge du promoteur et non pas aux acquéreurs, s'agissant d'un groupe d'habitation ;
 - compléter et modifier l'article 3, en fonction de la nature du projet (constitution de servitude pour la réalisation du réservoir hors propriété du promoteur) et de la réception des poteaux d'incendie ;
 - modifier l'article 7, le promoteur ne pouvant garder la propriété de la voirie, des réseaux et des espaces communs ;
 - modifier les articles 14 et 15, en fonction de la nature du projet s'agissant d'un groupe d'habitation ;
- attestation de réception des poteaux incendie validée par le service incendie de la commune de Taiarapu-Est ;
- attestation constatant la stabilité générale des terrassements et murs de soutènement établie par un organisme compétent ;
- attestation de réception des équipements téléphoniques délivrée par l'OPT ;
- réception des travaux de déviation du cours d'eau délivrée par la direction de l'équipement ;
- attestation du traitement antitermites du sol des constructions ;
- plans d'exécution de la station d'épuration ;
- résultat des tests d'étanchéité des ouvrages d'assainissement et des réseaux eaux usées ;
- abonnement téléphonique du report d'alarme ;
- plans de récolement des ouvrages et réseaux eaux usées ;
- contrat d'entretien signé par les deux parties.

Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit (18) mois ou achevés dans un délai de soixante-douze (72) mois à compter de sa publication au *Journal officiel*.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Taiarapu-Est ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 542 MET du 7 février 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33 et 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP			Bénéficiaire
Plan 32	Plan 33	Plan 34	
251 807	130 482	205 758	M. Mauri Teipoarii

Par arrêté n° 543 MET du 7 février 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33 et 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP			Bénéficiaires
Plan 32	Plan 33	Plan 34	
2 797	1 450	2 287	M. Edgar Tamaititahio
2 797	1 450	2 287	M. Gino Tamaititahio
2 797	1 450	2 286	Mlle Yvette Tamaititahio
2 798	1 450	2 286	M. Temoo Tamaititahio
2 798	1 450	2 287	M. Julien Tamaititahio
2 798	1 450	2 287	M. Tumoana Tamaititahio
2 798	1 450	2 287	Mlle Jocelyne Tamaititahio
2 798	1 449	2 287	Mlle Denise Tamaititahio
2 798	1 449	2 287	Mlle Taimata Tamaititahio

Par arrêté n° 544 MET du 7 février 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33 et 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP			Bénéficiaires
Plan 32	Plan 33	Plan 34	
25 180	13 049	20 575	M. Tetua Tamaititahio
25 180	13 049	20 576	Mme Puarii Tufariua
25 180	13 048	20 576	M. Taiho Tamaititahio
25 181	13 048	20 576	M. Teati Jacob Tamaititahio
25 181	13 048	20 576	M. Moehau Tamaititahio
25 181	13 048	20 576	Mme Simone Tamaititahio épouse Teuapiko
25 181	13 048	20 576	M. Olivier Tamaititahio

Par arrêté n° 545 MET du 7 février 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le

versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 3	Plan 11	Plan 18	Plan 41	
2 852	2 292	1 594	4 232	Mme Narcisse Nanaia
1 225	983	684	1 814	Mlle Adélaïde Nanaia
1 225	983	684	1 814	M. Rugiéro Nanaia
1 225	983	684	1 814	M. Vick Nanaia
1 225	983	684	1 814	Mlle Sigrid Nanaia
1 225	983	684	1 814	Mlle Eliza Nanaia
1 225	983	684	1 814	M. Sinoe Nanaia
1 225	983	684	1 814	Mlle Dalhia Nanaia

Par arrêté n° 546 MET du 7 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
78 525	M. Brian Faafatua
78 525	M. Charles Faafatua
78 525	M. Juliano Faafatua
78 525	Mlle Miriama Faafatua
78 525	Mlle Sylvie Faafatua
78 525	Mlle Clarisse Faafatua
78 525	Mme Juliana Faafatua épouse Tihoti
78 525	M. Tom Faafatua

Par arrêté n° 547 MET du 7 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Leur versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 12	Plan 26	
15 229	38 582	Mme Narcisse Nanaia
6 530	16 537	Mlle Adélaïde Nanaia
6 530	16 537	M. Rugiéro Nanaia
6 530	16 537	M. Vick Nanaia
6 530	16 537	Mlle Sigrid Nanaia
6 530	16 537	Mlle Eliza Nanaia
6 530	16 537	M. Sinoe Nanaia
6 530	16 537	Mlle Dalhia Nanaia

Par arrêté n° 548 MET du 7 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Leur versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
585	Mme Narcisse Nanaia
252	Mlle Adélaïde Nanaia
252	M. Rugiéro Nanaia
252	M. Vick Nanaia
252	Mlle Sigrid Nanaia
252	Mlle Eliza Nanaia
252	M. Sinoe Nanaia
252	Mlle Dalhia Nanaia

Par arrêté n° 555 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Oroa 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tubuai. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
4 976	M. Tetua Tamaititahio
452	Mme Puarii Tufariua
452	M. Taiho Tamaititahio
453	M. Teati Jacob Tamaititahio
4 976	M. Moehau Tamaititahio
4 976	Mme Simone Tamaititahio épouse Teuapiko
4 976	M. Olivier Tamaititahio
552	M. Edgar Tamaititahio
553	M. Gino Tamaititahio
553	Mlle Yvette Tamaititahio
553	M. Temoo Tamaititahio
553	M. Julien Tamaititahio
553	M. Tumoana Tamaititahio
553	Mlle Jocelyne Tamaititahio
553	Mlle Denise Tamaititahio
553	Mlle Taimata Tamaititahio

Par arrêté n° 556 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire : Mme Teupootane Hatitio ;
Indemnités à déconsigner : 101 455 F CFP.*

Par arrêté n° 557 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Teupootane Hatitio ;
Indemnités à déconsigner : 1 633 F CFP.

Par arrêté n° 558 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33 et 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP			Bénéficiaires
Plan 32	Plan 33	Plan 34	
5 036	2 610	4 116	M. Manuiva Tamaititahio
5 036	2 610	4 115	M. Jacky Tamaititahio
5 036	2 610	4 115	M. Ivanoe Tamaititahio
5 036	2 609	4 115	Mlle Raina Tamaititahio
5 037	2 609	4 115	M. Toromona Tamaititahio

Par arrêté n° 559 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Clorinda Utia ;
Indemnités à déconsigner : 24 769 F CFP.

Par arrêté n° 560 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Oato Utia épouse Tekori ;
Indemnités à déconsigner : 49 538 F CFP.

Par arrêté n° 561 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
63	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
63	M. Hippolyte Lenoir
63	M. Marc Lenoir
23	M. Léonard Tehio

Par arrêté n° 562 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
2 377	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
2 377	M. Hippolyte Lenoir
2 377	M. Marc Lenoir
824	M. Léonard Tehio

Par arrêté n° 563 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
3	310	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
11	249	
18	237	
41	461	
3	310	M. Hippolyte Lenoir
11	249	
18	237	
41	461	
3	310	M. Marc Lenoir
11	249	
18	237	
41	461	
3	108	M. Léonard Tehio
11	86	
18	83	
41	159	

Par arrêté n° 564 MET du 8 février 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la

Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Oroa 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tubuai. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
995	M. Manuiva Tamaititahio
995	M. Jacky Tamaititahio
996	M. Ivanoe Tamaititahio
995	Mlle Raina Tamaititahio
995	M. Toromona Tamaititahio

Par arrêté n° 565 MET du 12 février 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner			
	Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50
M. Jean-Claude Jisson	22	66	89	1 329
Mlle Fabienne Jisson	22	66	89	1 329
M. Hugues Jisson	22	65	88	1 330
Mlle Ranitea Jisson	12	33	45	664
Mlle Rauhere Jisson	12	33	45	664
M. Michel Hatitio	27	13	18	266

Par arrêté n° 566 MET du 12 février 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner	
	Plan 24	Plan 30
Mme Léa Timoteo épouse Lipini	22 362	16 233
Mme Léonne Timoteo épouse Teara	22 363	16 233
M. François Timoteo	22 363	16 233
Mlle Caroline Timoteo	22 363	16 233

Par arrêté n° 567 MET du 12 février 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner			
	Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50
Mme Léa Timoteo épouse Lipini	533	261	352	5 262
Mme Léonne Timoteo épouse Teara	532	262	352	5 263
M. François Timoteo	532	261	353	5 263
Mlle Caroline Timoteo	532	261	352	5 263

Par arrêté n° 568 MET du 12 février 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner	
	Plan 24	Plan 30
M. Jean-Claude Jisson	789	537
Mlle Fabienne Jisson	789	537
M. Hugues Jisson	790	537
Mlle Ranitea Jisson	395	268
Mlle Rauhere Jisson	395	269
M. Michel Hatitio	1 169	850

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Par arrêté n° 31 MCP du 11 février 2008. — Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, la société RFO Polynésie, représentée par M. Serge Sulpice-Thimothée, responsable technique, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant pour des liaisons de vidéo-reportages mobiles.

Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique indépendant à usage privé composé de 2 stations mobiles.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Les fréquences 2320 MHz et 2340 MHz sont assignées à la société RFO Polynésie.

Les plans et détails techniques liés à l'usage des fréquences assignées sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations par un installateur admis.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période du 4 février au 16 mars 2008 à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 32 MCP du 11 février 2008.— Mme Mélinda Allen est autorisée à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques dans les vallées de Anaho, Hatiheu, Aakapa, Hakaea et Pua, situées dans la commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des Marquises.

Cette autorisation est donnée pour une période allant du 1er juin au 30 juillet 2008.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle du service de la culture et du patrimoine.

La liste détaillée de l'ensemble des vestiges exhumés à l'occasion de cette campagne, sera remise au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux au plus tard 6 mois à compter du terme de la campagne de fouilles.

Les vestiges mobiliers découverts seront remis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Par arrêté n° 33 MCP du 11 février 2008.— Mme Jennifer Kahn est autorisée à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques à Tupaururu et Amehiti dans la vallée de Opunohu, commune associée de Papetoai, île de Moorea, archipel de la Société.

Cette autorisation est donnée pour une période allant du 15 mai au 12 août 2008.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle du service de la culture et du patrimoine.

La liste détaillée de l'ensemble des vestiges exhumés à l'occasion de cette campagne, sera remise au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux au plus tard 6 mois à compter du terme de la campagne de fouilles.

Les vestiges mobiliers découverts seront remis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Par arrêté n° 34 MCP du 11 février 2008.— M. Pierre Ottino est autorisé à effectuer une campagne de prospections archéologiques et des sondages dans l'archipel des Marquises dans le cadre de la convention n° 5-0344 MJC/MDA/IRD du 30 décembre 2005.

Cette autorisation est donnée pour une période d'une année, allant du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle du service de la culture et du patrimoine.

La liste détaillée de l'ensemble des vestiges exhumés à l'occasion de ces prospections et/ou sondages, sera remise au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain. Les rapports finaux seront remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux avant la fin de l'année 2009.

Les vestiges mobiliers découverts seront remis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 943 MEF du 8 février 2008 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical le dimanche 9 mars 2008 en faveur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3056 PR du 24 septembre 2007 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative à la durée du travail ;

Vu la délibération n° 91-9 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre IV du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée, relative au repos hebdomadaire, notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu la demande du 14 janvier 2008 formulée par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;

Vu l'avis favorable du 25 janvier 2008 de l'inspection du travail,

Arrête :

Article 1er.— L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer est autorisé à déroger au principe du repos dominical en faveur de ses salariés le dimanche 9 mars 2008.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 992 MEF du 18 février 2008 portant délégation de signature aux agents du service du personnel et de la fonction publique.

Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 28 octobre 2004 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Bruno Lonjon est habilité à signer les actes suivants relatifs aux agents placés sous son autorité :

- 1° Attribution de congés annuels et autorisations d'absence ;
- 2° Notations et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- 3° Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;
- 4° Ordres de déplacement dans la Polynésie française, n'excédant pas six jours et prise en charge des frais de transport (passages et bagages) ;
- 5° Engagement et liquidation des dépenses du service ;
- 6° Signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service ;
- 7° Délivrance de certificats administratifs.

Art. 3.— M. Bruno Lonjon reçoit délégation à l'effet de signer les actes et correspondances se rapportant à l'état et à la gestion des postes et des effectifs du personnel de l'administration de la Polynésie française.

Art. 4.— M. Bruno Lonjon reçoit délégation à l'effet de signer les actes d'administration et de gestion des personnels des services composant l'administration de la Polynésie française, ainsi que des fonctionnaires affectés dans les établissements publics à caractère administratif, à l'exception des personnels contractuels enseignants :

- 1° Avancement d'échelon des fonctionnaires de la Polynésie française, ainsi que des agents non fonctionnaires de la Polynésie française ayant vocation interministérielle ;
- 2° Autorisation de cumul de congés annuels en vue de l'obtention de congés administratifs ;
- 3° Attribution des congés administratifs, à l'exception de ceux des fonctionnaires de l'Etat relevant de la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 ;
- 4° Changement d'affectation dans le cadre d'une procédure d'appel à mutation interne ;
- 5° Propositions relatives à la gestion de carrière des fonctionnaires ;
- 6° Gestion des personnels volontaires civils ;
- 7° Procédure préalable au licenciement des agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration relevant des catégories CC2 à CC5 ;
- 8° Communication du dossier lors de la mise en œuvre de la procédure disciplinaire ;
- 9° Mise en œuvre des directives relatives à la gestion des ressources humaines de l'administration ;

- 10° Fixation des dates et mise en œuvre des modalités d'organisation et de déroulement des concours de recrutement des fonctionnaires relevant du statut général de la fonction publique, désignation nominative des membres du jury, établissement de la liste des candidats admis à concourir et de la liste des candidats admissibles ;
- 11° Visa de conformité sur le plan juridique des actes de nomination, affectation, changement de position statutaire, classement, promotion et rémunération à titre principal et accessoire des fonctionnaires de la Polynésie française ;
- 12° Visa de conformité sur le plan juridique de tous les actes de recrutement et de gestion des agents non titulaires de la Polynésie française et des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, à l'exception, mais seulement en ce qui concerne la gestion, du personnel technique relevant de la cinquième catégorie affectée à la direction de l'équipement ;
- 13° Signature, après agrément par la commission chargée de la sélection des candidats, des conventions d'engagement des volontaires au développement et actes relatifs à leur gestion dans les conditions prévues par la délibération n° 2003-100 APF du 10 juillet 2003 modifiée créant le dispositif "corps de volontaires au développement" ;
- 14° Signature des conventions relatives à la formation des agents en fonction dans l'administration de la Polynésie française dont le montant est inférieur au seuil de six millions de francs CFP (6 000 000 F CFP) ;
- 15° Mise en œuvre des actions de formation.

Art. 5.— M. Bruno Lonjon reçoit délégation à l'effet d'apposer le visa de conformité sur le plan juridique de tous les actes de recrutement, d'administration et de gestion des membres des cabinets du Président et des ministres de la Polynésie française et de signer toutes correspondances relatives à la gestion de ces personnels.

Art. 6.— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique, à l'effet de signer toutes requêtes et conclusions relatives aux litiges avec les agents de l'administration de la Polynésie française, les fonctionnaires détachés et les agents mis à disposition de la Polynésie française.

Art. 7.— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique, à l'effet de signer toutes requêtes et conclusions relatives aux litiges avec les personnels de cabinet de la Polynésie française, à l'exclusion de ceux portant sur des recrutements antérieurs au 29 décembre 2006.

Art. 8.— Les actes visés aux articles 1er, 2, 3, 4-14, 6 et 7 peuvent, en outre, être signés par Mme Valérie Clément, chef de service adjoint.

Art. 9.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Lonjon et de Mme Valérie Clément, les actes visés à l'article 2-5 à 2-7 peuvent être signés par Mme Ruta Lai Ah Che, chef comptable au département des affaires communes.

Art. 10.— Les actes visés aux articles 4-1 à 4-5, 4-7 à 4-12 et 5 peuvent, en outre, être signés par Mme Sylviane Fauvet, chef de la division "administration et gestion du personnel", et Mme Noelyne Teiti, adjointe au chef de la division "administration et gestion du personnel".

Art. 11.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Lonjon, les actes visés à l'article 4-6, 4-13 et 4-15 peuvent être signés par M. Sean Whitman, chef de la section "formation."

Art. 12.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Lonjon et de Mme Valérie Clément, la délégation prévue aux articles 6 et 7 ci-dessus est dévolue à M. Geoffrey Mou Kui, chef du bureau contentieux, et à Mme Roselyne Lai, attachée au bureau du contentieux.

Art. 13.— M. Geoffrey Mou Kui et Mme Roselyne Lai sont autorisés à représenter la Polynésie française à la barre des juridictions administratives et judiciaires dans le cadre de la présente délégation.

Art. 14.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 février 2008.
Pierre FREBAULT.

**MINISTÈRE DE LA MER,
DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE**

Par arrêté n° 140 MPA/SPE du 7 février 2008.— L'arrêté n° 93 MPP du 2 février 2005 accordant à la société Tahiti Nui Rava'ai (SEML) le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire de pêche dénommé "Meherio V" PY 2219, est abrogé.

Par arrêté n° 141 MPA/SPE du 7 février 2008.— L'arrêté n° 97 MPP du 2 février 2005 accordant à la société Tahiti Nui Rava'ai (SEML) le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire de pêche dénommé "Meherio VI" PY 2220, est abrogé.

Par arrêté n° 142 MPA/SPE du 7 février 2008.— L'arrêté n° 308 MER/SPE du 11 mai 2006 accordant à M. Marcel Tutaumatarii Teraiharoa le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire de pêche dénommé "Raihitea" PY 3949, est abrogé.

Par arrêté n° 143 MPA/SPE du 7 février 2008.— L'arrêté n° 465 CM du 15 avril 2002 accordant à M. Franck Huang le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire de pêche dénommé "Tiaono" PY 3775, est abrogé.

Par arrêté n° 144 MPA/SPE du 7 février 2008.— L'arrêté n° 459 MER du 13 décembre 2006 accordant à M. Wilfrid Alain Hiro Estall le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées

au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire de pêche dénommé "Toriri II", est abrogé.

Par arrêté n° 145 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à la société SAS Avai'a, armateur du navire de pêche dénommé "Meherio V" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 2219, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : thonier ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 23,9 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 7,4 mètres ;
- e) Puissance motrice : 560 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine, 1 mécano, 1 chef de pont et 4 pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la palangre ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

Le titulaire de la présente licence de pêche professionnelle est soumis à :

- l'obligation de débarquement des captures dans les limites du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete ;
- l'obligation d'enregistrement des captures auprès du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete.

La société SAS Avai'a, armateur du navire de pêche dénommé "Meherio V" PY 2219 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumise à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Par arrêté n° 146 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à la société SAS Avai'a, armateur du navire de pêche dénommé "Meherio VI" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 2220, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : thonier ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 23,9 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 7,4 mètres ;
- e) Puissance motrice : 560 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine, 1 mécano, 1 chef de pont et 5 pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la palangre ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

Le titulaire de la présente licence de pêche professionnelle est soumis à :

- l'obligation de débarquement des captures dans les limites du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete ;
- l'obligation d'enregistrement des captures auprès du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete.

La société SAS Avai'a, armateur du navire de pêche dénommé "Meherio VI" PY 2220 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumise à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Par arrêté n° 147 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Wilfrid Alain Hiro Estall, armateur du navire de pêche dénommé "Tamati" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 2337, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : bonitier ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 11,9 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 3,16 mètres ;
- e) Puissance motrice : 450 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine et 2 pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêches au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

M. Wilfrid Alain Hiro Estall, armateur du navire de pêche dénommé "Tamati" PY 2337 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumis à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Par arrêté n° 148 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Olivier Apuarii Faua, armateur du navire de pêche dénommé "Tahiata" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 4160, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : poti marara ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 6,6 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 2,19 mètres ;
- e) Puissance motrice : 130 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 armateur pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêches : pêches au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

M. Olivier Apuarii Faua, armateur du navire de pêche dénommé "Tahiata" PY 4160 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumis à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Par arrêté n° 149 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à la SARL Mauitahi, armateur du navire de pêche dénommé "Mauitahi" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 1724, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : thonier ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 24,8 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 7,4 mètres ;
- e) Puissance motrice : 450 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine et 5 marins pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la palangre ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

La SARL Mauitahi, armateur du navire de pêche dénommé "Mauitahi" PY 1724 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumise à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1780 CM du 28 décembre 1998 accordant à l'ACP/SARL Mauitahi, le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Par arrêté n° 150 MPA/SPE du 7 février 2008.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Eric Roland Azem Moasen, armateur du navire de pêche dénommé "Nata'i" immatriculé à Papeete, Tahiti, sous le numéro PY 4037, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : poti marara ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 7,78 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 2,58 mètres ;
- e) Puissance motrice : 260 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêches au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

M. Eric Roland Azem Moasen, armateur du navire de pêche dénommé "Nata'i" PY 4037 et titulaire de la présente

licence de pêche professionnelle, est soumis à la sujétion de remettre, au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1188 CM du 30 août 2000 accordant à M. Eric Roland Azem Moasen, le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Par arrêté n° 151 MPA/SPE du 12 février 2008. — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Paul Ismaël Gadiot-Piritua, armateur du navire de pêche dénommé "Mihimana VI" immatriculé à Papeete sous le n° PV 4343, pour l'exploitation dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : poti marara ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 6,9 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,44 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 200 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 armateur pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêches au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques.

M. Paul Ismaël Gadiot-Piritua, armateur du navire de pêche dénommé "Mihimana VI" PY 4343 et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumis à la sujétion de remettre au service de la pêche, les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1189 MED du 28 août 2007 accordant à M. Paul Ismaël Gadiot-Piritua le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ARRETE n° 188 MSP/DS du 8 février 2008 portant modification de l'arrêté n° 145 MSP/DS du 29 janvier 2008 relatif à l'organisation de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) pour la session de rattrapage de février-mars 2008.

Le ministre de la santé, chargé de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3047 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de la santé, chargé de la prévention et de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 530 CM du 27 juillet 2005 portant nomination de Mme le docteur Mareva Tourneux en qualité de directrice de la santé ;

Vu l'arrêté n° 2 MSP du 26 septembre 2007 modifié portant délégation de signature à Mme le docteur Mareva Tourneux, directrice de la santé ;

Vu la délibération n° 71-77 du 10 juin 1971 modifiée par délibération n° 89-107 AT du 17 août 1989 portant création d'une école territoriale d'infirmiers et d'infirmières ;

Vu la lettre n° 1271 DGS/PS3 du 27 avril 1995 du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville agréant l'Institut de formation en soins infirmiers Mathilde-Frébault de Papeete pour la préparation au diplôme d'Etat d'infirmier(ère) ;

Vu le décret n° 81-306 du 2 avril 1981 modifié relatif aux études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier(ère) ;

Vu l'arrêté n° 20 MSP/DS du 30 octobre 2007 relatif à l'organisation de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) pour la session d'octobre, novembre 2007, dont notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu l'arrêté n° 42 MSP/DS du 26 novembre 2007 portant proclamation des résultats de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2007, dont notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté n° 145 MSP/DS du 29 janvier 2008 relatif à l'organisation de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) pour la session de rattrapage de février-mars 2008 ;

Vu les demandes des candidats pour s'inscrire aux épreuves du DEI de la session février-mars 2008,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 1er, il est inséré une date comme suit :

“Une session d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) est ouverte à Papeete à partir du lundi 18 février 2008.”

Art. 2.— Les autres dispositions restent inchangées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2008.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice de la santé,
Dr Mareva TOURNEUX.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS
INTERINSULAIRES MARITIMES ET AÉRIENS**

Par arrêté n° 39 MTI du 7 février 2008.— Il est délivré un agrément à M. Tino Teena, à l'enseigne commerciale Maitai Tours, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons, de l'île de Bora Bora.

Au titre du présent agrément, les personnes ci-dessous, titulaires des titres requis, sont désignées “guide-accompagnateurs” :

- M. Tino Teena ;
- M. Damien Mainnemare ;
- M. Billy Tuaiva.

Les conditions d'exploitation de cet agrément sont définies ci-après :

a) Itinéraires agréés :

Du point de départ fixé à la première base d'exploitation sise à l'hôtel Méridien situé sur l'îlot Tupe (Bora Bora) :

- pour un tour de l'île de Bora Bora de deux heures comprenant la visite de la baie de Povai, de la rade de Vaitape et de la baie de Faanui ainsi qu'une navigation le long des îlots Tofari et Pitiaau et éventuellement le contournement de l'îlot Toopua ;
- pour un tour d'une heure comprenant une navigation le long des îlots Tofari et Pitiaau.

Du point de départ fixé à la deuxième base d'exploitation de l'activité sise à l'hôtel Saint-Régis situé sur l'îlot Ome'e (Bora Bora) :

- pour un tour de l'île de Bora Bora de deux heures comprenant la visite de la baie de Povai, de la rade de Vaitape et de la baie de Faanui ainsi qu'une navigation le long des îlots Tofari et Pitiaau et éventuellement le contournement de l'îlot Toopua ;
- pour un tour d'une heure comprenant une navigation le long des îlots Tofari et Pitiaau.

Un plan délimitant les itinéraires de navigation agréés est consultable à la direction polynésienne des affaires maritimes.

b) Conditions générales de navigation :

La conduite ne doit être pratiquée que sous le contrôle effectif et constant du guide-accompagnateur pilotant lui-

même un véhicule nautique à moteur. Il ne peut encadrer plus de quatre véhicules nautiques à moteur.

La navigation en excursion guidée doit être pratiquée constamment en convoi sous la direction du guide-accompagnateur à une vitesse inférieure à 15 nœuds. Une distance de sécurité d'au moins 30 mètres doit être respectée entre chaque véhicule nautique à moteur.

Renouvellement et retrait de l'agrément

Le renouvellement de l'agrément est subordonné à la présentation des déclarations d'activités auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes, au plus tard le 31 janvier suivant chaque année d'exploitation écoulée.

L'agrément est retiré dans le cas où l'une des conditions requises par la réglementation n'est plus remplie ou en cas d'infraction aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'arrêté n° 1479 AM du 29 décembre 1994 modifié.

L'arrêté n° 712 PR du 12 mars 2004 portant délivrance d'un agrément à Mme Mareta Teena, de l'entreprise Maitai Tours, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur pour la conduite accompagnée, sur l'île de Bora Bora, est abrogé.

Par arrêté n° 40 MTI du 7 février 2008.— Une licence temporaire d'armateur est accordée à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Aremiti I sur la desserte maritime des Tuamotu pour effectuer des transports scolaires.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

Nom du navire : Aremiti I ;
Date et lieu de construction : 1988 en Australie ;
Type : Navire à passagers ;
Port en lourd : 8 tonnes ;
Jauge brute : 77,80 tonneaux ;
Longueur : 16,76 mètres ;
Largeur : 7 mètres ;
Tirant d'eau : 1,20 mètre ;
Motorisation : 2 x 600 CV ;
Vitesse : 11 nœuds ;
Consommation : 240 litres/heure ;
Capacité de transport : 100 en cabine ;
Classification de franc bord : Bureau Veritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier détenu par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Les atolls de desserte sont Aratika, Makatea, Makemo, Nihiru, Rangiroa, Raraka et Taenga. Le transport des élèves aura lieu pendant les vacances de mars, juin et décembre 2008.

Le navire Aremiti I bénéficie d'un quota de 18 000 litres de gazole et 180 litres d'huiles lubrifiantes détaxés par transport scolaire effectué.

La présente licence temporaire d'armateur est valable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2008.

L'activité de transports scolaires s'effectue aux risques et périls de l'armateur, le pays déclinant toute responsabilité en cas de perte d'exploitation.

Par arrêté n° 41 MTI du 13 février 2008.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 57 CM du 11 janvier 2005 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la société Service Transport Raromatai pour l'exploitation du navire Tamarii Tahaa II sur la desserte maritime régulière de Tahaa-Raiatea, le navire Tamarii Tahaa II est autorisé à desservir l'île de Huahine le 28 février 2008 afin de transporter 56 élèves et 4 accompagnateurs du collège de Huahine pour une visite porte ouverte au lycée professionnel de Uturoa, Raiatea.

Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Par arrêté n° 42 MTI du 13 février 2008.— Il est délivré un agrément à la SARL Tahiti Aventures, représentée par son gérant, M. Alain Lepresle, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons, de l'île de Tahiti.

Au titre du présent agrément, M. Alain Lepresle, titulaire des titres requis, est désigné guide-accompagnateur.

Les conditions d'exploitation de cet agrément sont définies ci-après :

a) Itinéraire agréé :

Du point de départ fixé à la base d'exploitation de l'activité sise à l'hôtel Intercontinental Beachcomber à Faa'a, Tahiti :

- 1er parcours : du point de départ vers la passe de Papeete avec un arrêt baignade dans le lagon de Faa'a, côté récif et perpendiculaire à la piste internationale de Tahiti-Faa'a, et retour ;
- 2e parcours : du point de départ vers Punaauia (limite entre Punaauia et Paëa) avec un arrêt baignade et retour.

Un plan délimitant les itinéraires de navigation agréés est consultable à la direction polynésienne des affaires maritimes.

b) Conditions générales de navigation :

- la conduite ne doit être pratiquée que sous le contrôle effectif et constant du guide-accompagnateur pilotant lui-même un véhicule nautique à moteur. Il ne peut encadrer plus de quatre véhicules nautiques à moteur ;
- la navigation en excursion guidée doit être pratiquée constamment en convoi sous la direction du guide-accompagnateur à une vitesse inférieure à 15 nœuds. Une distance de sécurité d'au moins 30 mètres doit être respectée entre chaque véhicule nautique à moteur.

Renouvellement et retrait de l'agrément

Le renouvellement de l'agrément est subordonné à la présentation des déclarations d'activités auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes, au plus tard le 31 janvier suivant chaque année d'exploitation écoulée.

L'agrément est retiré dans le cas où l'une des conditions requises par la réglementation n'est plus remplie ou en cas d'infraction aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'arrêté n° 1479 AM du 29 décembre 1994 modifié relatif à la conduite accompagnée des véhicules nautiques à moteur.

L'arrêté n° 2912 PR du 31 octobre 2006 délivrant un agrément à la SARL Tahiti Aventures pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur (VNM) en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons de l'île de Tahiti, est abrogé.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° 3-2008 APF/SG du 18 février 2008 prenant acte de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 6 DRCL du 3 janvier 2008 fixant la liste des candidats au 1er tour de scrutin du 27 janvier 2008 pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'extrait du procès-verbal de la commission de recensement des votes pour les élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française pour le premier tour du 27 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté n° HC 155 DRCL du 29 janvier 2008 fixant la liste des candidats au 2e tour de scrutin du 10 février 2008 pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'extrait du procès-verbal de la commission de recensement des votes pour les élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française pour le deuxième tour du 10 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux extraits des procès-verbaux de la commission de recensement général des votes pour les élections à l'assemblée de la Polynésie française, est constatée l'élection en tant que représentants à l'assemblée de la Polynésie française :

Circonscription des îles Marquises :

Liste "Te Henua Enata A Tu"

Benoît Kautai et Joëlle Rauzy épouse Frébault.

Liste "Tahoeraa Huiraatira"

René Kohumoetini.

Circonscription des îles du Vent :

Liste "Union pour la démocratie (UPLD) - Tapura Amui No Te Faatereraa Manahune"

Oscar Manutahi Temaru, Maryse Tautiare Ollivier, Antony Geros, Unutea Séverine Hirshon, James Narii Salmon, Tamara Mou Seng épouse Bopp Du Pont, Pierre Aroarii Frébault, Valentina dite Tina Ebb épouse Cross, Jean-Marius Raapoto, Françoise Miriama Tama, Jacques

Harold dit Jacky Drollet, Juliana Maeve Tefaatau épouse Mati, Georges Jean-Pierre Handerson et Catherine Tuiho épouse Buillard.

Liste "Tahoeraa Huiraatira"

Gaston Flosse, Armelle Coppenrath épouse Merceron, Edouard Fritch, Teura Mare épouse Iriti, Teva Rohfritsch et Minarii Chantal Galenon.

Liste "To Tatou Ai'a"

Gaston Tong Sang, Béatrice Coppenrath épouse Vernaudeau, Jean-Christophe Bouissou, Heifara Izal, Philip Schyle, Sandra Manutahi épouse Levy-Agami, Robert Tanseau, Daphné Moanarua-Fuller épouse Chavey, Clarenntz Vernaudeau, Rosine Hoiore épouse Brodien, Tearii Alpha, Ema Tiunu épouse Algan, Hirohiti Tefaarere, Maina Sage, At Chong dit Roro Tchoun You Thung Hee, Eléonor Parker et Teikinui Porlier.

Circonscription des îles Sous-le-Vent :

Liste "Union pour la démocratie (UPLD) - Tapura Amui No Te Faatereraa Manahune"

Justine Teriimana épouse Teura, Ismaël Tuahu et Annick Oopa épouse Afo.

Liste "To Tatou Ai'a Raromatai - Ensemble pour notre pays"

Marcelin dit Titi Lisan, Emma Tavaearii épouse Maraea, Mita Teriipaia et Sylviane Teamo épouse Terooatea.

Liste "Tahoeraa Huiraatira"

Lana Haapii épouse Tetuanui.

Circonscription des Tuamotu de l'Ouest :

Liste "Te Niu Hau Manahune"

Teina Maraeura et Léonie Lucas épouse Mataoa.

Liste "Union pour la démocratie (UPLD)"

Victor dit Vito Maamaatuaiahutapu.

Circonscription des îles Gambier et Tuamotu de l'Est :

Liste "Union pour la démocratie (UPLD)"

Michel Yip.

Liste "Tahoeraa Huiraatira"

Monique Labbeyi épouse Richeton.

Liste "To Tatou Ai'a"

Temaui Foster.

Circonscription des îles Australes :

Liste "Tapura Amui No Tuhaa Pae"

Chantal Flores épouse Tahiaata.

Liste "Tahoeraa Huiraatira"

Frédéric Riveta.

Liste "To Tatou Ai'a"

Fernand Roomataaroa.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 février 2008.
Edouard FRITCH.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

DELIBERATION MUNICIPALE n° 101-07 du 19 décembre 2007 fixant le régime des interventions non urgentes réalisées par le département d'incendie et de secours aux personnes du pôle de la qualité de la vie de l'administration de la commune de Pirae.

Le conseil municipal de la ville de Pirae, île de Tahiti,

Ayant été régulièrement convoqué et le quorum ayant été atteint ;

Sous la présidence du maire de la commune ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004, et spécialement les dispositions du dernier alinéa de son article 53 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 31 AA ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le code des communes de Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, promulguée par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française, et spécialement les dispositions de ses articles 23 et 27, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant la ville de Pirae ;

Vu la délibération n° 27-2006 du 24 juin 2006 fixant la composition, l'organisation et les attributions du cabinet du maire et des services de l'administration de la commune de Pirae et en approuvant l'organigramme ;

Sur proposition du secrétaire général de la mairie ;

Vu le rapport de présentation n° 82-2007 RAPP du 19 décembre 2007 ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 19 décembre 2007,

Adopte :

Article 1er. — La présente délibération fixe, en application des dispositions des articles 23 et 27 de l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 susvisée, le régime des interventions non urgentes réalisées par le département d'incendie et de secours aux personnes effectuées au bénéfice de personnes n'ayant pas leur siège ou n'étant pas domiciliées dans la commune de Pirae, sans considération du territoire communal où ces interventions sont effectuées.

Les interventions sont réalisées dans la limite de la disponibilité des moyens, lesquels sont mis en œuvre pour correspondre aux besoins de l'intervention, dans le respect des protocoles et des usages de la profession et des dispositions de la réglementation en vigueur.

Art. 2. — Sont classées comme interventions ne présentant pas un caractère d'urgence, les interventions réalisées par le département d'incendie et de secours aux personnes reprises au tableau ci-après :

Aides à personnes (AAP)	Codes tarifaires
Malades à domicile, situation de carence, avec transport en milieu hospitalier	AAP
Relevage de personnes (autres que personnes âgées ou handicapées) avec transport éventuel	AAP
<i>Opérations diverses (OD)</i>	
<i>Protection des biens</i>	
Autres odeurs que le gaz	OD
Faits dus à l'électricité	OD
Fuites d'eau	OD
Ouvertures de portes	OD
Recherches, récupération d'objets	OD
Bruits suspects	OD
<i>Divers</i>	
Faits d'animaux (nids de guêpes, ramassage de cadavres, sauvetage, etc.)	OD
Dégagements de voie publique (élagage)	OD
Nettoyage de voie publique (curage de caniveaux, nettoyage d'espaces publics, etc.)	OD
Ravitaillement en eau (approvisionnement de citernes ou de réservoirs)	OD
Dépose d'objets divers	OD
Fausse alertes	OD
Dont téléalarme	OD
Services de sécurité, surveillance, exercices d'évacuation incendie	OD
Autres (sorties sans intervention, etc.)	OD

Art. 3. — Les interventions définies à l'article précédent donnent droit, au profit du budget de la commune de Pirae, à la perception d'une participation de la part de son bénéficiaire calculée sur une base horaire, toute heure débutée étant comptée pour son entier, en fonction du temps décompté de l'intervention.

Le temps décompté s'entend de la période correspondant au moment du départ des moyens mis en œuvre du lieu du siège de département d'incendie et de secours aux personnes jusqu'au moment de leur retour au même lieu. Ces moments font l'objet d'une inscription sur une main-courante tenue par l'agent stationnaire dudit département.

Art. 4. — La tarification horaire (hors taxe) applicable aux bénéficiaires des interventions ne présentant pas un caractère d'urgence du département d'incendie et de secours aux personnes est conforme aux données figurant au tableau ci-après :

Code de l'intervention	Taux horaire (F CFP hors taxe)
AAP	17 000
OD	21 000

La somme à percevoir auprès du bénéficiaire de l'intervention est égale au taux horaire multipliée par la durée horaire totale de l'intervention.

Un engagement, tiré d'un carnet à souches numérotées, à s'acquitter de la somme mise à sa charge est signé par le bénéficiaire de l'intervention préalablement à la réalisation complète de celle-ci. Il lui en est délivré copie sur le champ.

Art. 5. — La présente délibération est applicable aux interventions en cause réalisées à compter du 1er janvier 2008.

Art. 6. — La présente délibération, qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera, est prise pour valoir ce que de droit.

La présente délibération est soumise à M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour le maire empêché,
par délégation :
Le premier adjoint,
Jean-Marie FREBAULT.

Vu et rendu exécutoire le 30 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,
Olivier JACOB.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2008-107 du 4 février 2008 modifiant le code de l'organisation judiciaire et relatif à la justice des mineurs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu le code civil, notamment ses articles 375 à 375-9-2 ;

Vu, l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Il est inséré, au chapitre III du titre II du livre II du code de l'organisation judiciaire (partie réglementaire) intitulé : "Dispositions particulières à la protection de l'enfance", un article R. 223-1 ainsi rédigé :

"Art. R. 223-1. — Le conseiller délégué à la protection de l'enfance, chaque fois qu'il le juge nécessaire, et au moins une fois par an, établit un rapport sur le fonctionnement des tribunaux pour enfants du ressort de la cour d'appel, qu'il transmet au premier président de celle-ci ainsi qu'aux présidents des tribunaux de grande instance dans lesquels il existe un tribunal pour enfants.

"Le premier président de la cour d'appel communique ce rapport et ceux mentionnés à l'article R. 522-2-1 au ministre de la justice, avec ses observations."

Art. 2. — Après l'article R. 522-2 du même code, sont insérés les articles R. 522-2-1 et R. 522-2-2 ainsi rédigés :

"Art. R. 522-2-1. — Lorsque dans un tribunal de grande instance plusieurs magistrats du siège sont chargés des fonctions de juge des enfants, le président du tribunal, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège, désigne l'un d'eux pour organiser le service de la juridiction des mineurs et coordonner les relations de cette juridiction avec les services chargés de la mise en œuvre des mesures prises par celle-ci.

"Le juge des enfants désigné adresse, au moins une fois par an, un rapport sur l'activité du tribunal pour enfants au président du tribunal de grande instance, qui le transmet au premier président de la cour d'appel.

"Les attributions mentionnées au premier alinéa sont exercées sous l'autorité du président du tribunal de grande instance.

"En cas d'absence ou d'empêchement du magistrat désigné, le juge des enfants dont le rang est le plus élevé exerce ces attributions.

"Art. R. 522-2-2. — Dans les tribunaux pour enfants mentionnés à l'article R. 522-2, le magistrat chargé des fonctions de président du tribunal pour enfants exerce les attributions prévues aux deux premiers alinéas de l'article R. 522-2-1.

"En cas d'absence ou d'empêchement, ces attributions sont exercées par le vice-président du tribunal pour enfants ou à défaut par le juge des enfants dont le rang est le plus élevé."

Art. 3. — L'article R. 761-24 du même code est complété par les dispositions suivantes :

"12° Emet un avis, en cas de pluralité de magistrats chargés des fonctions de juges des enfants, sur la désignation par le président de celui qui exercera les attributions mentionnées à l'article R. 522-2-1."

Art. 4. — Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Art. 5. — La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 février 2008.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Rachida DATI.

La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Michèle ALLIOT-MARIE.

ARRETE MINISTERIEL du 3 février 2008 portant délégation de l'administration de l'île de Clipperton au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer,

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton, notamment son titre II ;

Vu le décret n° 2007-1125 du 23 juillet 2007 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer ;

Vu le décret du 31 janvier 2008 relatif à l'administration de l'île de Clipperton, notamment son article 1er,

Arrête :

Article 1er.— L'administration de l'île de Clipperton est déléguée au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 2.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 2008.

Christian ESTROSI.

ARRETE MINISTERIEL du 29 janvier 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un examen professionnel de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication (femmes et hommes).

Par arrêté de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 29 janvier 2008, est autorisée au titre de l'année 2008 l'ouverture de l'examen professionnel de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (femmes et hommes).

Le nombre de places offertes sera fixé par arrêté ultérieurement.

L'épreuve écrite d'admissibilité se déroulera le 17 avril 2008.

La composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Les centres d'examen ouverts pour l'épreuve écrite d'admissibilité sont les suivants : Lognes, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Toulouse et Tours. Des centres écrits pourront être ouverts dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) ou dans les territoires d'outre-mer (Polynésie française, Mayotte, Nouvelle-Calédonie) dans la mesure où un nombre suffisant de candidatures aura été enregistré.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 10 mars 2008 (le cachet de la poste faisant foi).

Les demandes seront adressées à l'adresse administrative où le candidat souhaite passer l'épreuve écrite d'admissibilité :

Pour les candidats résidant en région parisienne (1), au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, secrétariat général, direction des ressources humaines (sous-direction du recrutement et de la formation, bureau du recrutement et de la promotion professionnelle, section concours techniques), 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes (téléphone : 01-60-37-12-13).

Pour les candidats résidant en province, à la direction administrative du secrétariat général ou à la délégation régionale du SGAP de leur région : Dijon : 03-80-44-59-33, Lille : 03-20-62-49-49, Lyon : 04-72-84-54-58, Marseille : 04-95-05-92-19, Metz : 03-87-16-11-32, Toulouse : 05-34-55-49-23, Tours : 02-47-42-85-35.

Les demandes seront obligatoirement accompagnées d'une enveloppe affranchie à 1,30 euros (format 24 × 32 cm), libellée au nom et à l'adresse du candidat.

Les candidats auront aussi la possibilité de télécharger le dossier d'inscription et la notice du concours sur les sites internet : www.interieur.gouv.fr, rubrique "métiers et concours techniques et spécialisés", ou intranet : <http://sdrf/drh/sga/mi>, du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Les épreuves orales d'admission se dérouleront à Lognes (77).

Nota.— Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, secrétariat général (SG), direction des ressources humaines (DRH) (sous-direction du recrutement et de la formation [SDRF], bureau du recrutement et de la promotion professionnelle [BRPP], section concours techniques), 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes.

(1) Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne, Yvelines et Paris.

**CONVENTION de financement n° HC 30 ISLV
du 30 novembre 2007.**

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un camion-benne à ordures ménagères" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'un camion-benne à ordures ménagères, tel que décrit dans la facture et dont le coût est estimé à 15 000 000 F CFP, soit 125 700 euros.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- équipement des communes	62 850 euros	7 500 000 F CFP	soit 50 %
- FIP	37 710 euros	4 500 000 F CFP	soit 30 %
- fonds propres communaux	25 140 euros	3 000 000 F CFP	soit 20 %

**CONVENTION de financement n° HC 32 ISLV
du 4 décembre 2007.**

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Maupiti, représentée par son maire M. Paul Ropiteau,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Maupiti pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une seconde sirène d'alerte aux tsunamis" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'une sirène d'alerte aux tsunamis pourvue de deux diffuseurs et dont le coût est estimé à 1 247 400 F CFP, soit 10 453,21 euros.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- équipement des communes	9 744,26 euros	1 162 800 F CFP	soit 93,22 %
- fonds propres communaux	708,95 euros	84 600 F CFP	soit 6,78 %

AVENANT n° 19 du 31 janvier 2008 à la convention de financement n° 119-04 du 6 décembre 2004 relative à l'opération de l'aménagement du domaine communal de Ane Ane.

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Arue, représentée par son maire M. Philip Schyle,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 119-04 du 6 décembre 2004 relative à l'opération "Aménagement du domaine communal de Ane Ane" en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 18 mois à partir de la date de démarrage de l'opération";

Lire : "exécuter cette opération au plus tard le 30 juin 2008".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 43-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 162-05 du 2 novembre 2005 relative au financement des études de définition des périmètres de protection des ouvrages de production d'eau potable par la commune de Faa'a.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 162-05 du 2 novembre 2005 relative au financement des études de définition des périmètres de protection des ouvrages de production d'eau potable par la commune de Faa'a en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération et de demande de solde.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

a) Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention";

Lire : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 48 mois à partir de la date de signature de la présente convention".

b) Au lieu de : "demander le solde de cette opération dans un délai maximal de 30 mois à compter de la signature de la présente convention";

Lire : "demander le solde de cette opération dans un délai maximal de 54 mois à compter de la signature de la présente convention".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 46-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 176-05 du 18 novembre 2005 relative au financement des études et travaux de rénovation et de mise aux normes de l'école élémentaire de Pamatai.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 176-05 du 18 novembre 2005 relative au financement des études et travaux de rénovation et mise aux normes de l'école élémentaire de Pamatai par la commune de Faa'a en ce qui concerne le coût total de l'opération, le concours financier du Fonds intercommunal de péréquation et les délais d'exécution et de demande de solde.

Art. 2.— La convention de financement est partiellement modifiée comme suit :

a) En son article 2 relatif à la description de l'opération :

Au lieu de : "le coût total de cette opération est estimé à 770 960 euros, soit 92 000 000 F CFP" ;

Lire : "le coût total de cette opération est estimé à 858 950 euros, soit 102 500 000 F CFP".

b) En son article 3 relatif au plan de financement :

Au lieu de :

"FIP (100 %)	770 960 euros	92 000 000 F CFP
Coût global	770 960 euros	92 000 000 F CFP

Lire :

"FIP (100 %)	858 950 euros	102 500 000 F CFP
Coût global	858 950 euros	102 500 000 F CFP

c) En son article 4 relatif au montant de la dotation :

Au lieu de : "Le montant du concours financier du Fonds intercommunal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 770 960 euros (92 000 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération" ;

Lire : "Le montant du concours financier du Fonds intercommunal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 858 950 euros (102 500 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération".

d) En son article 5 relatif aux modalités de versement :

Au lieu de : "Le montant des crédits de paiement délégués en 2004 s'élève à 52 720 000 F CFP, soit 441 793,60 euros" ;

Lire : "Le montant des crédits de paiement délégués en 2004 et 2007 s'élèvent à 102 500 000 F CFP, soit 858 950 euros".

e) En son article 6 relatif aux modalités de versement :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention" ;

Lire : "exécuter cette opération au plus tard le 31 décembre 2007".

Au lieu de : "demander le solde de cette opération dans un délai maximal de 30 mois à compter de la signature de la présente convention" ;

Lire : "demander le solde de cette opération au plus tard le 30 juin 2008".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 48-08 du 1er février 2008 à la convention de financement n° 177-05 du 18 novembre 2005 relative au financement de la reconstruction et de l'extension de l'école Hitimahana maternelle par la commune de Mahina.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Mahina, représentée par son maire M. Emile Vernaudoon,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 177-05 du 18 novembre 2005 relative au financement de la reconstruction de l'école Hitimahana maternelle par la commune de Mahina en ce qui concerne le descriptif de l'opération, son coût total, le concours financier du Fonds intercommunal de péréquation et le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2.— La convention de financement est partiellement modifiée comme suit :

a) En son article 1er relatif à l'objet de l'opération :

Au lieu de : "pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée 'Reconstruction de l'école maternelle Hitimahana' ;

Lire : "pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée 'Reconstruction et extension de l'école maternelle Hitimahana'".

b) L'article 2 relatif à la description de l'opération est entièrement modifié comme suit :

"L'opération consiste à réaliser les études et les travaux se rapportant au programme de reconstruction de l'école Hitimahana maternelle, lequel inclus les éléments suivants :

8 classes, 2 salles de repos, 2 sanitaires, un local administratif, un préau, un restaurant, travaux VRD, coursives, rampe d'accès handicapés, parking, clôture, dont le coût total est estimé à 2 414 755,66 euros, soit 288 157 000 F CFP."

c) En son article 3 relatif au plan de financement :

Au lieu de :

"FIP (100 %)	1 791 157,96 euros	213 742 000 F CFP
Coût global	1 791 157,96 euros	213 742 000 F CFP"

Lire :

"FIP (100 %)	2 414 755,66 euros	288 157 000 F CFP
Coût global	2 414 755,66 euros	288 157 000 F CFP"

d) En son article 4 relatif au montant de la dotation :

Au lieu de : "Le montant du concours financier du Fonds intercommunal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 1 791 157,96 euros (213 742 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération";

Lire : "Le montant du concours financier du Fonds intercommunal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 2 414 755,66 euros (288 157 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération".

e) En son article 5 relatif aux engagements de la commune :

Au lieu de : "Le montant des crédits de paiement délégués en 2003 s'élève à 45 000 000 F CFP, soit 377 100 euros";

Lire : "Le montant des crédits de paiement délégués en 2003 et 2007 s'élèvent à 288 157 000 F CFP, soit 2 414 755,66 euros".

f) En son article 6 relatif aux engagements de la commune :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention";

Lire : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 42 mois à partir de la date de signature de la présente convention".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

CONVENTION de financement n° HC 35-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Arutua, représentée par son maire M. Teririhia Nauta,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Arutua pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un broyeur pour déchets verts" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition d'un broyeur pour déchets verts prévu dans le dossier technique.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

Coût total estimé 9 405 606 F CFP, soit 78 818,98 euros.

FIP programmation 2007	15 763,79 euros	1 881 121 F CFP	soit 20 %
Polynésie française	63 055,18 euros	7 524 485 F CFP	soit 80 %

CONVENTION de financement n° HC 36-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Gambier, représentée par son maire Mme Monique Labbeyi-Richeton,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Gambier pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de deux salles provisoires type OPH" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la construction de deux salles provisoires type OPH.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

FIP programmation 2007	142 057,76 euros	16 952 000 F CFP	soit 100 %
------------------------	------------------	------------------	------------

**CONVENTION de financement n° HC 37-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Fakarava, représentée par son maire M. Tuhoe Tekurio,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fakarava pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'une salle informatique et d'une salle de repos" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la construction d'une salle informatique de 40 mètres carrés et d'une salle de repos de 60 mètres carrés avec mobilier incluant les frais de transport ainsi que la maîtrise d'œuvre.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

FIP programmation 2007	146 599,72 euros	17 494 000 F CFP	soit 100 %
------------------------	------------------	------------------	------------

**CONVENTION de financement n° HC 38-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Taputapuatea, représentée par son maire M. Thomas Moutame,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taputapuatea pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériels de mesure" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition des matériels prévus dans la facture pro forma et dont le coût est estimé à 400 000 F CFP, soit 3 352 euros.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

FIP programmation 2006	2 681,60 euros	320 000 F CFP	soit 80 %
Fonds propres communaux	670,40 euros	80 000 F CFP	soit 20 %

**CONVENTION de financement n° HC 39-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Papeete pour la réalisation de l'opération intitulée "Mise en place d'abris à poubelles", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la mise en place de points de regroupements sous abri des bacs gris de grande capacité dans le centre-ville.

Coût total estimé 12 800 000 F CFP, soit 107 264 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	32 179,20 euros	3 840 000 F CFP	soit 30 %
Commune	75 084,80 euros	8 960 000 F CFP	soit 70 %

**CONVENTION de financement n° HC 40-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Pirae, représentée par son maire M. Edouard Fritch,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Pirae pour la réalisation de l'opération intitulée "Etude diagnostique des équipements et réseaux d'adduction d'eau potable communaux", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'étude porte notamment sur les sources de production (captage, forage, station de relevage), les réservoirs de stockage, les réseaux de distribution. Elle a pour but de déterminer les causes de dysfonctionnement et de proposer des solutions en vue de rétablir une potabilité et un rendement meilleurs.

Coût total estimé 3 630 000 F CFP, soit 30 419,40 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	24 335,52 euros	2 904 000 F CFP	soit 80 %
Commune	3 041,94 euros	363 000 F CFP	soit 10 %
Pays	3 041,94 euros	363 000 F CFP	soit 10 %

CONVENTION de financement n° HC 41-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Paea, représentée par son maire M. Jacquie Graffe,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

Suite à la caducité de la convention de financement n° 42-04 du 23 mars 2004, la présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Paea pour la réalisation de l'opération intitulée "Papehue primaire : extension", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération comprend les études et la maîtrise d'œuvre des travaux se rapportant au programme d'extension de l'école Papehue primaire (3 classes, sanitaires, douches, local administratif, infirmerie, salle d'intervention GAPP, biblio-

thèque, salle informatique, agrandissement et fermeture du restaurant, mobilier) tel que décrit dans le dossier technique.

Coût total estimé 10 050 000 F CFP, soit 84 219 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	84 219 euros	10 050 000 F CFP	soit 100 %
-----	--------------	------------------	------------

CONVENTION de financement n° HC 42-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Faa'a pour la réalisation de l'opération intitulée "Puurai élémentaire : achèvement des travaux de réhabilitation et de mise aux normes", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à achever les travaux d'extension, de réhabilitation et de mise aux normes de l'école avec la réalisation des travaux suivants :

- bétonnage de la cour ;
- stabilisation des talus ;
- voirie ;
- couverture des sanitaires ;
- rénovation de la cantine ;
- réhabilitation des classes ;
- réhabilitation des sanitaires.

Le coût total de l'opération est estimé 83 794,37 euros, soit 9 999 328 F CFP.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	83 794,37 euros	9 999 328 F CFP	soit 100 %
-----	-----------------	-----------------	------------

CONVENTION de financement n° HC 44-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de

péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Hitia'a O Te Ra, représentée par son maire M. Dauphin Domingo,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour la réalisation de l'opération intitulée "Travaux de rénovation du réseau principal de distribution d'eau potable, tranche 1", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — *Description de l'opération*

Cette opération comporte la fourniture, la pose des conduites et des poteaux incendie, les raccordements et branchements, le bitumage et la maîtrise d'œuvre.

Les travaux seront réalisés en régie et devront être suivis par un maître d'œuvre.

La main-d'œuvre sera prise en compte dans le versement de la contribution du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du chantier si elle est constituée d'un personnel temporaire.

Coût total estimé 112 215 120 F CFP, soit 940 362,71 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	235 090,68 euros	28 053 780 F CFP	soit 25 %
Etat	80 448 euros	9 600 000 F CFP	soit 8,55 %
Commune	137 289,74 euros	16 383 024 F CFP	soit 14,60 %
Pays	487 524,29 euros	58 178 316 F CFP	soit 51,85 %

CONVENTION de financement n° HC 45-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Hiva Oa, représentée par son maire M. Guy Rauzy,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de

péréquation en faveur de la commune de Hiva Oa pour réaliser les études de l'opération intitulée "Etudes d'une décharge provisoire et réhabilitation du dépotoir communal", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'établissement d'études relatives à l'aménagement d'une décharge provisoire et la réhabilitation du dépotoir communal.

Coût total estimé 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	4 000 000 F CFP	33 520 euros	soit 80 %
-----	-----------------	--------------	-----------

CONVENTION de financement n° HC 47-08 DAC/FIP du 1er février 2008.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Papara, représentée par son maire M. Bruno Sandras,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Papara pour la réalisation de l'opération intitulée "Tiama'o primaire : rénovation de la toiture du préau", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste à réaliser les travaux se rapportant au programme de rénovation de la toiture du préau de l'école primaire Tiama'o (couverture, charpente, électricité) tel que décrit dans le dossier technique.

Les travaux seront réalisés en régie.

La main-d'œuvre sera prise en compte pour la période du chantier si elle est constituée d'un personnel temporaire.

Coût total estimé 1 400 000 F CFP, soit 11 732 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	9 385,60 euros	1 120 000 F CFP	soit 80 %
Commune	2 346,40 euros	280 000 F CFP	soit 20 %

**CONVENTION de financement n° HC 49-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Clarenntz Vernaoudon,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation de l'opération intitulée "Toerefau primaire : réhabilitation totale", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser les études ainsi que les travaux se rapportant au programme de réhabilitation totale du bâtiment de 6 classes de l'école Toerefau primaire tel que décrit dans le dossier technique.

Les études nécessaires à la réalisation des travaux, même si elles sont antérieures au comité des finances locales, sont également prises en charge.

Les travaux seront réalisés en entreprise.

Coût total estimé 41 000 000 F CFP, soit 343 580 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	343 580 euros	41 000 000 F CFP	soit 100 %
-----	---------------	------------------	------------

.....

**CONVENTION de financement n° HC 50-08 DAC/FIP
du 1er février 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Pirae, représentée par son maire M. Edouard Fritch,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de

péréquation en faveur de la commune de Pirae pour la réalisation de l'opération intitulée "Réalisation d'une station de compostage", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'équipements (broyeur, ensacheuse, crible mobile, tamis rotatif, retourneur, véhicule tracteur) et en l'aménagement du terrain recevant la station de compostage.

Les études nécessaires à la réalisation des travaux, même si elles sont antérieures au comité des finances locales, sont également prises en charge.

Les travaux seront réalisés en entreprise.

Coût total estimé 46 331 518 F CFP, soit 388 258,12 euros.

Plan de financement prévisionnel :

FIP	194 129,06 euros	23 165 759 F CFP	soit 50 %
Commune	38 825,81 euros	4 633 152 F CFP	soit 10 %
Pays	155 303,25 euros	18 532 607 F CFP	soit 40 %

.....

**AVENANT n° 51-08 du 4 février 2008 à la convention de
financement n° 116-04 TG du 15 juillet 2004, modifiée par
l'avenant n° 14-07 du 9 janvier 2007, relative à
l'opération "Ecole primaire de Arutua".**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Arutua, représentée par son maire M. Tererihia Nauta,

.....
Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de prolonger le délai d'exécution de la convention de financement n° 116-04 TG du 15 juillet 2004 relative à la réalisation de l'opération "Ecole primaire de Arutua".

Art. 2. — Les dispositions de l'article 6, 4e tiret de la convention de financement n° 116-04 TG du 15 juillet 2004 relative à la réalisation de l'opération "Ecole primaire de Arutua", sont fixées en dernier lieu comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération dans l'article 2 de l'avenant n° 14-07 du 9 janvier 2007.

Au lieu de :

- "exécuter cette opération avant le 31 décembre 2007" ;

Lire :

- "exécuter cette opération avant le 31 décembre 2008".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

.....

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ETABLISSEMENT D'ACHATS GROUPES

**DELIBERATION n° 10-2007 EAG du 28 novembre 2007
portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et
des dépenses de l'exercice 2008.**

Le conseil d'administration de l'Etablissement d'achats
groupés,

Vu la délibération n° 85-1013 du 7 février 1985 modifiée
portant création d'un établissement public dénommé
"Etablissement d'achats groupés" ;

Vu l'arrêté n° 1287 CM du 28 novembre 1996 modifié
portant organisation de l'Etablissement d'achats groupés ;

Vu la délibération n° 95-205 du 23 novembre 1995
modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire,
comptable et financière de la Polynésie française et de ses
établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux
commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des
délibérations des établissements publics de la Polynésie
française ;

Vu l'arrêté n° 811 CM du 21 septembre 2005 portant
nomination de M. Arnaud Le Verdier en qualité de directeur
général par intérim de l'Etablissement d'achats groupés ;

Vu l'arrêté n° 1355 CM du 26 octobre 2001 portant
désignation de Mme Christine Martinez en qualité de
commissaire de gouvernement de l'Etablissement d'achats
groupés ;

Vu l'état prévisionnel ;

Après avoir délibéré en sa séance du 28 novembre 2007,

Adopte :

Article 1er.— L'état prévisionnel des recettes et des
dépenses de l'exercice 2008 est arrêté à la somme de *sept cent
trente-sept millions six cent vingt-neuf mille huit cent un
francs CFP* (737 629 801 F CFP).

Art. 2.— Le directeur général par intérim et l'agent
comptable de l'Etablissement d'achats groupés sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente
délibération.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2007.

Le président
du conseil d'administration,
Jean-Marius RAAPOTO.

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS AUX ILES SOUS-LE-VENT POUR LES MOIS DE MARS A DECEMBRE 2007 ET DE JANVIER 2008

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

17 décembre 2007

PC n° 2744 MET.AU.ISLV, Mme Poema Bennett née
Tavaearii, construction d'une maison d'habitation du type
MTR sur une parcelle de la terre Hitiraro à Opoa
(D n° 07-441).

3 janvier 2008

PC n° 10 MET.AU.ISLV, M. Gilles Pang, travaux de
remblai sur la parcelle n° 5 du lot C du lot n° 1 des terres
Utufara et Fareaha (D n° 07-615) à Avera ;

PC n° 11, M. André Pons, travaux de remblai sur la
parcelle n° 1 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-616) à Avera ;

PC n° 12, M. Jacques Pons, travaux de remblai sur la
parcelle n° 2 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-617) à Avera ;

PC n° 13, M. Jean-Baptiste Pons, travaux de remblai sur
la parcelle n° 3 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-618) à Avera ;

PC n° 14, M. Gustave Pons, travaux de remblai sur la
parcelle n° 3 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-619) à Avera ;

PC n° 15, Mlle Irène Pons, travaux de remblai sur la
parcelle n° 4 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-620) à Avera ;

PC n° 16, Mlle Elise Pons, travaux de remblai sur la
parcelle n° 6 du lot C du lot n° 1 des terres Utufara et
Fareaha (D n° 07-621) à Avera ;

PC n° 17, Mlle Christine Pons, mandataire de
M. Christian Pons, travaux de remblai sur la parcelle n° 8 du
lot C du lot n° 1 des terres Utufara et Fareaha (D n° 07-622)
à Avera.

3 janvier 2008

PC reconduction n° 9 MET.AU.ISLV, M. Terai Huaa,
construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le
lot n° 3 issu du partage du lot n° 2 de la terre Vaitaema
(D n° 06-107) à Avera.

4 janvier 2008

PC n° 22 MET.AU.ISLV, service du développement rural,
2e secteur agricole, construction d'une tarodièrre sur une
parcelle de la terre Haumarere-Apovero (D n° 07-706) à
Opoa.

15 janvier 2008

PC n° 93 MET.AU.ISLV, M. Hervé Marques, mandataire
de la SCA Tauahei Perles, travaux d'extension d'une maison
d'habitation sur le lot B du lot n° 2 de la parcelle C du
domaine Smith (D n° 07-597) à Avera.

18 janvier 2008

PC n° 143 MET.AU.ISLV, Mlle Louisa Haavahia,
construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une
parcelle de la terre Panapana, lot n° 5 (D n° 08-33) à Avera ;

PC n° 144, M. Joël Roopinia, travaux de terrassement sur
une parcelle des terres Vaiurua, Murae et Orotia du lot n° 6
du lot n° 2 de la parcelle B cadastrée n° 10, section MB
(D n° 08-4) à Avera.

COMMUNE DE TUMARAA

18 juin 2007

PC n° 1225 MAA.AU.ISLV, Mlle Linda Raapoto, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Tetahua-Vaimeo (D n° 07-324) à Fetuna.

21 juin 2007

PC n° 1273 MAA.AU.ISLV, M. Taaroanui Maraea, mandataire de l'Eglise protestante Maohi, construction d'une maison de prière et de réunion sur une parcelle de la terre Tautara (D n° 06-286) à Fetuna.

23 août 2007

PC n° 1744 MAA.AU.ISLV, Mlle Ivanui Oldham, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 2 de la terre Mapuhia (D n° 07-493) à Tevaitoa.

29 août 2007

PC n° 1842 MAA.AU.ISLV, SCI Vahinehene, gérant M. Claude Brun, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tenape (D n° 07-503) à Tevaitoa.

30 août 2007

PC n° 1798 MAA.AU.ISLV, Mme Hutia Taaviri Tehereio veuve Tihopu, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle n° 3 du lot n° 1 de la terre Punarei, cadastrée n° 49, section BM (D n° 07-438) à Tevaitoa.

31 août 2007

PC n° 1853 MAA.AU.ISLV, M. et Mme Rémy et Jeaninne Reiatua, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 3 de la parcelle A de la terre Apoopopoti, cadastrée n° 27, section BH (D n° 07-512).

6 septembre 2007

PC n° 1902 MAA.AU.ISLV, Mme Moea Holman née Tetuanui, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 5 de la terre Uparu dite Punarei, cadastrée n° 5, section BM (D n° 07-471) à Tevaitoa.

15 octobre 2007

PC n° 2003 MET.AU.ISLV, Mlle Edith Naumi Rai, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Tereva, cadastrée n° 2, section BR (D n° 07-529) à Tevaitoa.

19 octobre 2007

PC n° 2081 MET.AU.ISLV, M. Stéphane Langlois, construction d'un local de préparation de plats à emporter sur le lot n° 5B du domaine Dehors, cadastré n° 103, section BL (D n° 07-403) à Tevaitoa.

21 décembre 2007

PC n° 2783 MET.AU.ISLV, M. Serge Angermann et Mme Marie-Laure Curvat, construction de deux (2) bungalows sur le lot C de la terre Tenape, cadastrée n° 164, section BC (D n° 07-669) à Tevaitoa.

15 janvier 2008

PC n° 75 MET.AU.ISLV, Mme Elsa Manarani épouse Tavita, travaux de terrassement sur une parcelle de la terre Vaiaau 1, cadastrée n° 2, section CR (D n° 07-725) à Tevaitoa.

17 janvier 2008

PC n° 116 MET.AU.ISLV, Mme Marthe Reiatua épouse Hunter, travaux de terrassement sur la parcelle n° 3A du lot n° 1A de la terre Outumaoroa 6, cadastrée n° 79, section BI (D n° 08-6) à Tevaitoa.

21 janvier 2008

PC n° 184 MET.AU.ISLV, Mme Vaea Caroline Mou Fat née Drollet, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 6 de la terre Papararoa (D n° 08-17) à Tevaitoa.

COMMUNE DE HUAHINE

29 mars 2007

PC n° 759 MAA.AU.ISLV, Mlle Evelyne Maire Tihoni et M. Michel Jean Hermellin, construction d'une maison d'habitation du type OPH sur le lot A de la terre Vainanue, cadastrée n° 18, section CN (D n° 07-177) à Faie Maroe.

18 juin 2007

PC n° 1231 MAA.AU.ISLV, M. Patrick Teiva Tetuaiteratai, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Farepua, lot n° 1 (D n° 07-288) à Haapu ;

PC n° 1232, Mme Marguerite Tuttururai née Tautu, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Toahua (D n° 07-291) à Fitii ;

PC n° 1233, Mme Moetu Erita Tchin née Vaiho, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 6 de la terre Taanini (D n° 07-299) à Fare ;

PC n° 1234, Mme Félicie Teumere Faatiarau née Maiterai, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 1 de la parcelle A de la terre Terurua, cadastrée n° 1, section MH (D n° 07-290) à Maeva.

22 juin 2007

PC n° 762 MAA.AU.ISLV, M. Lionel Ronald Tetuanui Lao, construction d'une maison d'habitation sur le lot B de la terre Vainanue, cadastrée n° 19, section CN (D n° 07-211) à Maroe.

18 juillet 2007

PC n° 1458 MAA.AU.ISLV, Mme Ani Cheung, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Faretai (D n° 07-287) à Fare.

23 août 2007

PC n° 1743 MAA.AU.ISLV, M. Yannick Teriierooiterai, mandataire de Tikiphone SAS, travaux d'implantation d'un mât Télécom de 22 mètres sur la parcelle n° 1 de la parcelle A des terres Paruhoi et Tetiare (D n° 07-487) à Fare.

30 août 2007

PC n° 1801 MAA.AU.ISLV, M. Moyd Faanui Tekurio, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle n° 6/2B de la parcelle C du lot n° 1 du domaine Vaiharo (D n° 07-371) à Fare ;

PC n° 1802, Mme Mosiana Raurea née Tekurio, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle n° 6/2B de la parcelle C du lot n° 1 du domaine Vaiharo (D n° 07-372) à Fare ;

PC n° 1808, M. Vincent Jean-Pierre Tripier, construction d'une maison d'habitation du type MTR et d'une clôture sur le lot B des terres Vaimoa Meneaoa, cadastrée n° 36, section DE (D n° 07-508) à Faie ;

PC n° 1809, Mme Michèle Faataura, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Nuutere (D n° 07-509) à Maeva.

29 octobre 2007

PC n° 2153 MET.AU.ISLV, M. Mike Manoa Doom, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Faremati 3 (D n° 06-436) à Fare.

7 novembre 2007

PC n° 2784 MET.AU.ISLV, M. Victor Hauatia Tetuaiteroi, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Vaiori (D n° 07-592) à Tefarerii.

3 décembre 2007

PC n° 2687 MET.AU.ISLV, Mme Lovina Firuu née Lemaire, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Hiva, lot n° 1 du lot n° 9 (D n° 07-693) à Parea.

28 décembre 2007

PC n° 2805 MET.AU.ISLV, M. Georges Fong, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle du domaine Vaiharo, parcelle C, surplus du lot n° 6/2B (D n° 07-634) à Fare.

14 janvier 2008

PC n° 87 MET.AU.ISLV, Mme Lita Colombani née Tauapaohu, construction de deux (2) bungalows sur le lot n° 2, côté mer de la terre Tahuarure dite Tiare, cadastrée n° 3, section DE (D n° 07-365) à Faie.

15 janvier 2008

PC n° 76 MET.AU.ISLV, Mme Noëlle Huui née Colombani, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Fareoa (D n° 07-732) à Fare ;

PC n° 77, M. Ambroise Teriitevanaa Colombani, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Fareoa (D n° 07-733) à Fare ;

PC n° 78, M. Jean-Karl Temauri, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Vaitotia, parcelle n° 2 (D n° 07-736) à Fare.

COMMUNE DE BORA BORA

septembre 2007

PC reconduction n° 186 MET.AU.ISLV, Mme Erika Temanuanua, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Atahoe 2, cadastrée n° 27, section BD (D n° 06-39) à Anau.

27 novembre 2007

PC n° 2424 MET.AU.ISLV, M. Taataparoo Teheiuira, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Teripo, lot n° 2, cadastrée n° 12, section BC (D n° 07-581) à Anau.

17 décembre 2007

PC n° 2745 MET.AU.ISLV, M. Tepuaita Craig Tchan Fa, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 4 de la terre Hitimahaio, cadastrée n° 13, section AK (D n° 07-712) à Nunue ;

PC n° 2746, M. René Tinorua, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 4 de la parcelle C de la terre Apaapaiteai 2, cadastrée n° 125, section AS (D n° 07-392) à Nunue.

9 janvier 2008

PC n° 23 MET.AU.ISLV, M. Thierry Barbion, mandataire de la SCI Tuatéfau, construction de quatre (4) villas hôtelières avec fare de service sur une parcelle de l'îlot Tuatéfau, cadastrée n° 4, section IM (D n° 07-397) à Faanui.

21 janvier 2008

PC n° 174 MET.AU.ISLV, M. Gaston Tong Sang, travaux d'extension de l'école primaire de Anau sur une parcelle de la terre Vaipao, PV 41, cadastrée n° 31, section BD (D n° 07-172) à Anau ;

PC reconduction n° 185, Mme Pierrette Hinano Tetuaura, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Mitimitiaute, cadastrée n° 54, section AS (D n° 05-447) à Nunue.

COMMUNE DE MAUPITI

17 avril 2007

PC n° 704 MAA.AU.ISLV, M. Patrick Atuahiva, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Haranai (D n° 07-193).

9 mai 2007

PC n° 884 MAA.AU.ISLV, Mme Mareta Mohi, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Tetiare, parcelle n° 337 D n° 07-884).

22 mai 2007

PC n° 1006 MAA.AU.ISLV, M. Edouard Teaoatea, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de l'îlot Vaiotaha, lot n° 2 (D n° 06-507).

21 décembre 2007

PC n° 2781 MET.AU.ISLV, Mlle Priscilla Teoroi, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de l'îlot Otetiare, cadastrée n° 85, section A (D n° 07-645) ;

PC n° 2786, Mlle Elza Mihiarii Tauirai, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de l'îlot Tepuna, cadastrée n° 617, section A (D n° 07-644) ;

PC n° 2788, M. Sammy Taputu, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tepunavai, cadastrée n° 351, section A (D n° 07-539).

21 janvier 2008

PC n° 172 MET.AU.ISLV, M. Pierre Jean Anapa Tropee, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de l'îlot Puaonoono, cadastrée n° 578, section A (D n° 07-631).

INSPECTION DU TRAVAIL

AVIS

En application des dispositions de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et de l'article 18 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 relative aux conventions et accords collectifs de travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur de l'industrie hôtelière de Polynésie française, les dispositions de l'avenant du 14 janvier 2008 à la convention collective du travail dudit secteur portant accord de salaires pour l'année 2008 intervenu entre :

d'une part,

- le conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) ;
- l'union polynésienne de l'hôtellerie (UPHO) ;
- le syndicat des restaurateurs, restaurants-bars et snacks-bars de Polynésie française (SRRBSBPF),

et d'autre part :

- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (CSTP/FO) ;
- la Confédération A Tia I Mua ;

- l'UTHP - Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) ;
- le syndicat Otahi,

et déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete, le 5 février 2008.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai de quinze (15) jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'inspection du travail, BP 308, 98713 Papeete.

AVENANT du 14 janvier 2008 à la convention collective de l'hôtellerie (accord de salaires pour l'année 2008).

Entre :

- le conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) ;
- l'union polynésienne de l'hôtellerie (UPHO) ;
- le syndicat des restaurateurs, restaurants-bars et snacks-bars de Polynésie française (SRRBSBPF),

d'une part,

Et :

- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (CSTP/FO) ;
- la Confédération A Tia I Mua ;
- l'UTHP - Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) ;
- le syndicat Otahi,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. — Pour l'année 2008, à compter du 1er janvier 2008 la grille des salaires minima conventionnels du secteur évoluera par application aux salaires des grilles conventionnelles en vigueur des valeurs absolues des différents niveaux et échelons présentés en annexe.

Art. 2. — Sous réserve de dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, les salariés dont la rémunération est à la fin décembre 2007 supérieure au minimum conventionnel applicable à leur niveau et échelon, bénéficieront au 1er janvier 2008 d'une augmentation correspondant à la valeur absolue de la revalorisation de la rémunération minimale de leur niveau et échelon, telle qu'indiquée dans le tableau ci-joint.

Art. 3. — Les parties signataires demandent l'extension du présent accord qui sera déposé au greffe du tribunal de travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 14 janvier 2008.

Pour le CPH :
Jean-Marc Mocellin.

Pour le SRRBSBPF et l'UPHO :
Charles BEAUMONT.
Thierry BUTTAUD.

Pour la CSTP-FO :
Patrick GALENON.

Pour A Tia I Mua :
Maria IZAL.

Pour la CSIP :
William TUTAVAE.

Pour Otahi :
Stéphane AIAMU.

SALAIRES CONVENTIONNELS APPLICABLES DANS LE SECTEUR DE L'HOTELLERIE POUR L'ANNEE 2008

PETITE HOTELLERIE

Catégories professionnelles	Salaire mensuel au 01/02/07	Au 1er janvier 2008		
		Salaire horaire	Salaire mensuel	Valeur absolue
I.1	137 000	828,40	140 000	3 000
I.2	137 126	829,15	140 126	3 000
I.3	138 169	835,32	141 169	3 000
II.1	139 062	837,64	141 562	2 500
II.2	140 933	848,72	143 433	2 500
II.3	145 400	873,96	147 700	2 300
III.1	145 812	875,81	148 012	2 200
III.2	155 082	929,48	157 082	2 000
III.3	161 530	967,63	163 530	2 000
IV.1	163 207	968,68	163 707	500
IV.2	175 835	1 040,44	175 835	0
V.1	190 126	1 125,01	190 126	0
V.2	204 932	1 212,62	204 932	0
V.3	241 141	1 426,87	241 141	0

GRANDE HOTELLERIE

Catégories professionnelles	Salaire mensuel au 01/02/07	Au 1er janvier 2008		
		Salaire horaire	Salaire mensuel	Valeur absolue
I.1	137 000	828,40	140 000	3 000
I.2	137 457	831,11	140 457	3 000
I.3	138 794	839,02	141 794	3 000
II.1	139 691	841,37	142 191	2 500
II.2	141 553	852,38	144 053	2 500
II.3	146 711	882,91	149 211	2 500
III.1	150 460	902,13	152 460	2 000
III.2	155 695	933,11	157 695	2 000
III.3	162 140	971,24	164 140	2 000
IV.1	163 814	972,27	164 314	500
IV.2	176 432	1 043,98	176 432	0
V.1	190 730	1 128,58	190 730	0
V.2	205 524	1 216,12	205 524	0
V.3	241 731	1 430,36	241 731	0

AVIS

En application des dispositions de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du

travail et de l'article 18 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 relative aux conventions et accords collectifs de travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur de l'industrie de Polynésie française, les dispositions de l'avenant du 4 février 2008 à la convention collective du travail dudit secteur portant accord de salaires pour l'année 2008 intervenu entre :

d'une part,

- le syndicat des industriels de la Polynésie française (SIPOF),

et d'autre part :

- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (CSTP/FO) ;
- la Confédération O Oe To Oe Rima ;
- la Confédération A Tia I Mua ;
- la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) ;
- le syndicat Otahi,

et déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete, le 5 février 2008.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai de quinze (15) jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'inspection du travail, BP 308, 98713 Papeete.

AVENANT du 4 février 2008 à la convention collective de l'industrie (accord de salaires pour l'année 2008).

Entre :

- le syndicat des industriels de la Polynésie française (SIPOF),

d'une part,

Et :

- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (CSTP/FO) ;
- la Confédération O Oe To Oe Rima ;
- la Confédération A Tia I Mua ;
- la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) ;
- le syndicat Otahi,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er.— Pour l'année 2008, la grille de salaires minima conventionnels du secteur de l'industrie évoluera par application au 1er janvier 2008 des salaires minima de la grille conventionnelle suivante :

	Minima	Valeur absolue
MSO	140 000	3 000
MS/E1	140 000	3 000
OS1/E2	140 063	3 000
OS2/E3	144 776	2 400
OP1/E4	157 783	2 400
OP2/E5	171 659	2 400
OP3/E6	198 146	2 400
OHQ	208 372	2 400
T1	171 403	2 400
T2	205 449	2 400
Cadres	225 175	2 400

Art. 2.— Sous réserve de dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprises, les salariés dont la rémunération est à la fin du mois de décembre 2007 supérieure au minimum conventionnel applicable à leur catégorie professionnelle bénéficient au 1er janvier 2008 d'une augmentation correspondant à la valeur absolue de la revalorisation de la rémunération minimale de leur catégorie professionnelle, telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus.

Art. 3.— Les parties signataires demandent l'extension du présent accord qui sera déposé au greffe du tribunal de travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 4 février 2008.

Pour le SIPOF :
Jimmy WONG.

Pour la CSTP/FO :
Christian UURU.

Pour O Oe To Oe Rima :
Louis TEAHIONUI.

Pour A Tia I Mua :
Yann GAUDU.

Pour la CSIP :
Johann PENI.

Pour Otahi :
Samuel TIAREURA.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITE

ERRATUM au barème des contractuels ANFA applicable au 1er janvier 2008 (JOPF n° 3 du 17 janvier 2008, page 281).

Dans le tableau des salaires mensuels pour les agents de catégorie 4, échelon 1, il convient de lire : 205 975 F CFP, au lieu de : 209 975 F CFP.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SARL MANUIA DISTRIBUTIONS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 janvier 2008 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SARL MANUIA DISTRIBUTIONS.

Forme sociale : Société à responsabilité limitée.

Siège social : Zone industrielle de Tipaerui, BP 21548 Papeete, Tahiti, Polynésie française.

Objet social : La société a pour objet l'entreposage et le transport routier frigorifique et non frigorifique de marchandises diverses ainsi que leur distribution.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 000 F CFP (*cent mille francs CFP*) divisé en 100 (*cent*) parts de 1 000 F CFP (*mille francs CFP*) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100.

Apports en nature : Néant.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP (*cent mille francs CFP*).

Gérance : M. Charles LI, né le 5 novembre 1959 à Papeete, nommé à ces fonctions aux termes des statuts.

Clause relative à la cession des parts : Pour être opposables à la société, elles doivent être acceptées par elle dans les conditions fixées par les statuts. Pour être opposables aux tiers, elles doivent faire en outre l'objet d'un dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés. Les transmissions des parts entre associés sont libres. Les transmissions à des tiers non associés ou par voie de succession ou de liquidation de communauté entre époux des parts sont soumises à conditions prévues par les statuts par la loi et les décrets relatifs aux sociétés commerciales.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour insertion,
La gérance.*

EURL RIVIERA

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

Capital social : 100 000 F CFP

Siège social : ARUE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 février 2008, il a été constitué une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : EURL RIVIERA.

Objet social : L'exploitation d'un fonds de commerce de restauration, boulangerie, pâtisserie, confiserie, chocolaterie, glacerie, viennoiserie, traiteur avec tout ce qui s'y rapporte, la création, l'achat, la gestion, la production et la vente de tous produits licites, et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, industrielles, commerciales, financières, immobilières et économiques, ou tous autres objets similaires ou connexes, se rattachant directement ou indirectement de nature à favoriser le développement de l'entreprise.

Siège social : Rue Arahiri, immeuble Arahiri, BP 141308, 98701 Arue.

Durée social : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 000 F CFP divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Gérance : M. Vincent-Georges DINA BOLLANGA, domicilié à Arue, PK 3,600 côté mer.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis et mention,
Vincent DINA, gérant.*

Etude de Me Philippe CLEMENCET

Notaire à Papeete (île de Tahiti)

85, rue du Commandant-Destremeau

Avis de fusion entre la société absorbante

La société MAEVA TARAVALO,

Société civile au capital de 2 000 000 F CFP

Siège social : TAUTIRA VILLAGE,

RCS Papeete n° 31 90 B - N° TAHITI 154955

et la société absorbée

La société civile immobilière ITI MOANA

Société civile au capital de 100 000 F CFP

Siège social : TARAVALO, BP 7030

RCS Papeete n° 05 148 C - N° TAHITI 739003

1ent/ Suivant délibération en date du 21 janvier 2008, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société immobilière ITI MOANA, sus-désignée :

1) A approuvé le projet de fusion établi le 3 janvier 2008 aux termes duquel la société civile immobilière ITI MOANA a fait apport à titre de fusion à la société MAEVA TARAVALO, de la totalité de son patrimoine dans toutes ses dispositions,

2) A décidé que la société ITI MOANA sera dissoute de plein droit à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la société MAEVA TARAVALO qui constatera la réalisation de la fusion et l'augmentation consécutive du capital de cette société, sans qu'il soit nécessaire de procéder à aucune opération de liquidation de la société ITI MOANA, dès lors que l'intégralité de son patrimoine sera transmis à la société MAEVA TARAVALO et que les parts créées pour cette société seront attribuées aux associés dans les proportions prévues au projet de fusion.

2ent/ Suivant délibération en date du 21 janvier 2008, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société MAEVA TARAVALO, sus-désignée :

1) A approuvé le projet de fusion établi le 3 janvier 2008 aux termes duquel la société civile immobilière ITI MOANA, a fait apport à titre de fusion à la société MAEVA TARAVALO, de la totalité de son patrimoine, l'évaluation du patrimoine ainsi transmis et sa rémunération ;

2) A décidé d'augmenter le capital de la société MAEVA TARAVALO d'une somme d'un million trois cent trente-quatre mille francs CFP (1 334 000 F CFP) par la création de 667 parts sociales de 2 000 F CFP de nominal, entièrement libérées ; le montant de la prime de fusion s'élevant à 22 011 000 F CFP ;

3) A décidé de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la société MAEVA TARAVALO, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

Anciennes mentions

Art. 7. — Capital social.

Deux millions de francs CFP (2 000 000 F CFP) divisé en 1 000 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 1 000 inclus.

Nouvelles mentions

Art. 6. — Apports.

Il est ajouté à cet article le paragraphe suivant : Lors de la fusion par voie d'absorption de la société dénommée société civile immobilière ITI MOANA, société civile au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Taravao (98719), BP 7030 Taravao, identifiée sous le n° TAHITI 739003 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 05 148 C, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à vingt-trois millions trois cent quarante-cinq mille francs CFP (23 345 000 F CFP).

Art. 7. — Capital social.

Trois millions trois cent trente-quatre mille francs CFP (3 334 000 F CFP), divisé en 1 667 parts de 2 000 F CFP chacune de nominal, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1 667.

Cette fusion sera portée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

CHEZ MAIMA

EURL au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : vallée de Tipaerui

Papeete, Tahiti

RCS n° 07 262 B - N° TAHITI : 837088

L'assemblée générale réunie le 1er janvier 2008 décide de modifier la dénomination de la société en "Chez Maima", et en conséquence l'article 2 des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

Ancienne mention

Art. 2. — Dénomination sociale : a) La dénomination de la société est "Magasin Ahping".

Nouvelle mention

Art. 2. — Dénomination sociale : a) La dénomination de la société est "Chez Maima".

La suite de l'article reste inchangée.

L'assemblée générale a également décidé de nommer en qualité de gérante Mlle Maima TEUIRA.

Ancienne mention

Gérante : Moea TETUANUI.

Nouvelle mention

Gérante : Maima TEUIRA.

L'assemblée générale a également décidé de modifier l'objet de la société, et en conséquence l'article 5 des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

Ancienne mention

La société a pour objet : L'achat, l'importation, l'exportation, la distribution, la vente en gros, demi-gros ou au détail, la représentation, le courtage, le négoce et la commercialisation en général de tous produits et marchandises diverses et objet de toute nature et de toutes provenances.

Nouvelle mention

La société a pour objet : L'importation en poudre pour la fabrication de "glace italienne" ; la fabrication et la vente de glace italienne, la vente de plats à emporter, la vente de pâtisseries à emporter.

La suite de l'article reste inchangée.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, le 7 février 2008, enregistré à Papeete le 11 février 2008, F° 173, bordereau 6242/2, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont :

Dénomination : PIERRE ET JULIETTE.

Nom commercial : Magasin Juliette Mamao.

Forme : Société en nom collectif.

Capital : 150 030 000 F CFP.

Apports en numéraire : 30 000 F CFP.

Apports en nature : Le fonds de commerce de négociant de vêtements confectionnés connu sous le nom de Magasin Juliette sis à Papeete, avenue Georges-Bambridge, lui appartenant et pour lequel l'apporteur est immatriculé au

registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 9379 A et identifié sous le numéro TAHITI 067934. Cet apport, évalué à la somme nette de 150 000 000 F CFP, émane de M. Pierre A YOU, demeurant à Punaauia (98717), PK 18,300, côté mer, BP 879 Papeete, qui en a été rémunéré par l'attribution de 15 000 parts de 10 000 F CFP chacune.

Siège social : Papeete (98713), avenue Georges-Bambridge, BP 879 Papeete.

Objet social : L'importation et la vente en gros ou en détail de tous articles vestimentaires et leurs accessoires, linge de maison, sacs et bagages, jouets, mercerie, tous produits d'entretien, bijouterie fantaisie, produits de beauté. La construction de tous bâtiments afférents à son activité. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique. La prise à bail et l'acquisition de tous biens meubles ou immeubles. Les emprunts auprès des banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au RCS.

Associés en nom : Sont tenus associés indéfiniment et solidairement des dettes sociales :

- M. Pierre A YOU, demeurant à Punaauia, PK 18,300, côté mer ;
- Mme Juliette LOSSING épouse A YOU, demeurant à Punaauia, PK 18,300, côté mer ;
- M. Bruno A YOU, demeurant à Papeete, allée Pierre-Loti ;
- Mlle Fanny A YOU, demeurant à Punaauia.

Gérants associés : M. Bruno A YOU et/ou Mlle Fanny A YOU susnommés.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
85, rue du Commandant-Destreameu
Papeete (Tahiti)

Avis d'apport de fonds de commerce

L'insertion qui précède tient lieu d'avis d'apport prescrit par l'article 7 de la loi du 17 mars 1909. Les créanciers de M. Pierre A YOU, commerçant, demeurant à Punaauia, PK 18,300, côté mer, apporteur du fonds de commerce, ont un délai de dix jours à compter de la dernière en date des insertions légales pour faire la déclaration de leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Papeete conformément à la loi.

Pour avis et mention,
Le notaire.

Etude de Me Philippe CLEMENCET,
notaire à Papeete (île de Tahiti),
85, rue du Commandant-Destreameu

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Alexandrine CLEMENCET, agissant en qualité de salariée de Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destreameu, le 11 février 2008, a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : La création, la transformation et la commercialisation de vêtements, produits textiles, bijoux et maroquinerie. L'acquisition de tous brevets, modèles et marques. La prise à bail de locaux commerciaux. L'aliénation de tout ou partie desdits biens meubles ou immeubles par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou de cession de droit au bail. Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Dénomination : VAIVAI.

Siège social : Paea, lotissement Vaipuarii, lot n° 5, PK 27,500, côté montagne.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital social : Deux cent mille francs CFP (200 000 F CFP).

Cession de parts : Les cessions entre associés sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Gérance : Les gérantes de la société sont :

- Mlle Vaihere Mata Danièle LEHARTEL, demeurant à Breite (08309 Suisse), Bohnackerstrasse 5 ;
- et Mlle Manuela Vaite MILICIA, demeurant à Paea, PK 27,700, côté montagne, lotissement Vaipuarii, lot n° 5.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial,
85, rue du Commandant-Destreameu
Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete (île de Tahiti), le douze février deux mille huit, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : SUPERMARCHE LIAUT UTUROA.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) divisé en 100 parts de dix mille francs CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Uturoa, BP 5, 98735 Raiatea.

Objet : L'acquisition, l'exploitation et la gestion de tout fonds de commerce, l'importation, la vente en gros ou au détail de toutes marchandises de toutes natures. L'aliénation de tout ou partie des biens meubles ou immeubles appartenant à la société par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou de cession de droit au bail. Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. Tous

placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations et parts sociales. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans.

Gérance : La société a pour gérants :

- M. Philippe LIAUT, gérant de société, demeurant à Uturoa, PK 1,700, Tonoï, BP 5 Uturoa ;
- et M. Luc LIAUT, gérant de société, demeurant à Taputapuata, 98735 Avera.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

SNC FOURCADE
Nom commercial : PRO-TECH DISTRIBUTION
Société en nom collectif
au capital de 25 000 000 F CFP
Siège social : Fare Ute, Papeete
RCS Papeete : 752 B - N° TAHITI : 050 245

Avis de dissolution anticipée

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 janvier 2008, les associés de la SOCIETE EN NOM COLLECTIF FOURCADE ont décidé la dissolution de ladite société à compter du 1er janvier 2008 et sa mise en liquidation sous le régime conventionnel.

Elle a nommé M. Dominique BERNAUD, expert-comptable, en qualité de liquidateur, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus, sous réserve de ceux attribués par la loi à l'assemblée générale des associés, pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif et répartir le solde de la liquidation entre les associés dans la proportion de leurs droits.

Le lieu où la correspondance doit être adressée et où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé au siège actuel de la société, Fare Ute, rue des Remparts à Papeete, BP 1606, qui a été choisi comme siège de la liquidation.

Pour avis,
Le liquidateur.

Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete
(île de Tahiti)

TE HANA NUI
Société civile au capital de 180 000 F CFP
Siège social : Papeete
RCS de Papeete : n° 4972 C et N° TAHITI : 285627

Il résulte d'un acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 13 février 2008, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : M. Michel René GAY, demeurant à Pirae, BP 51160, 98716 Pirae.

Nouvelle mention

Gérance : M. Stéphane Jean-Marie GAY et Mme Isabelle Constance Monique CLEMENT, son épouse, demeurant ensemble à Mahina, PK 11,800, côté mer ou BP 9785, Motu Uta, 98713 Papeete.

Pour avis et mention,
Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

LH INSTITUT
SNC au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Centre commercial du Lotus à Punaauia
BP 381408 Tamanu, Punaauia

Avis de dissolution

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er janvier 2008, il a été décidé par les associés, la dissolution anticipée de la société. A été nommée Mme Mélanie HUILLET, demeurant à Punaauia, Outumaoro, liquidatrice avec les pouvoirs les plus étendus.

Les gérants.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SA MAEVA TRANSPORT, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 00 73 B (ancien n° RCS 7664 B), siège social : Papeete, vallée de Tipaerui, à côté de Tahiti Bull, activité : transport de passagers pour les particuliers, les entreprises, les scolaires et les associations.

Date de cessation des paiements : 31 janvier 2008.

Administrateur judiciaire avec mission de représentation : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX (BP 101 Papeete, tél : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL L'ESCALE POLYNESIEN, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 9729 B, siège social : Papeete, immeuble JB Le Caill, activité : restauration.

Date de cessation des paiements : 23 janvier 2008.

Représentant des créanciers : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Noël COIA (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SNC POLYBAT, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7546 B, siège social : Punaauia, PK 12,700, côté montagne, quartier Teissier, activité : travaux de bâtiments publics de second œuvre.

Date de cessation des paiements : 22 janvier 2008.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX (BP 101 Papeete, tél : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL LE SAFRAN, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7775 B, siège social : Afaahiti, PK 56, côté mer, commune de Taiaapu-Est, activité : restauration.

Date de cessation des paiements : 28 novembre 2007.

Représentant des créanciers : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX (BP 101 Papeete, tél : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de M. Fabrice Aaron TERIIHOANIA, né le 21 juillet 1965 à Papeete, à l'enseigne ETUDE FAWT, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 21 844 A, adresse : Punaauia, PK 16,800, côté mer, activité : bureau d'études, d'enquêtes et de documentation.

Date de cessation des paiements : 18 décembre 2007.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX (BP 101 Papeete, tél : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la société civile HAVAI COOP, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7331 C, siège social : Tumaraa, Raiatea, activité : agriculture, élevage et pisciculture.

Date de cessation des paiements : 21 janvier 2008.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Noël COIA (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de l'EURL JLL PROMOTION POLYNESIE, sigle : JLLPP, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 8256 B, siège social : Papeete, boulevard d'Alsace, immeuble Budan.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de M. Cyril HARRY, né le 16 novembre 1967 à Papeete, à l'enseigne ROYAL SECURITE, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 41704 A, adresse : Anau, Bora Bora.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de M. Tuarae MARUHI, né le 28 janvier 1945 à Afareaitu, Moorea, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 26 635 A, demeurant à Moorea, PK 11,500, côté montagne, quartier Haumi, Afareaitu, Moorea.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de M. André LAI LAU, né le 10 janvier 1951 à Uturoa, Raiatea, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 11 515 A, demeurant à Moorea, PK 11,500, côté montagne, quartier Haumi, Afareaitu, Moorea.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de Mme Teavetua Marie Louise MONTARON, née le 10 novembre 1979 à Papeete, à l'enseigne TAV PRODUCTIONS, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 40 165 A, demeurant pointe de Matira, à Bora Bora.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Noël COIA (BP 101 Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de M. Gilbert CHAUSSOY, né le 31 janvier 1969 à Uturoa, Raiatea, à l'enseigne ARII ENSEIGNES, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 21 231 A, demeurant à Titiro, à Papeete.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552
Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX (BP 101
Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL ESPACE LOISIRS, aux enseignes MANUURA BEACH, RED BIRD et MAHANA PARK, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 5863 B, siège social : Paea, domaine Papehuet, PK 18,500, côté mer.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552
Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX, (BP 101
Papeete, fax : 41 55 65).

Jugement du 11 février 2008 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 10 ans à l'encontre de M. Gérard BREUL, né le 8 février 1936 à Papeete (gérant de la société EURL TAHITI FASHION, RCS n° 5894 B).

Jugement du 11 février 2008 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Lionel MATAPO, né le 8 mars 1938 à Papeete, non inscrit au RCS de Papeete, pour insuffisance d'actif.

Pour extrait conforme,
Le greffier.

ANNONCES DIVERSES

DISTRICT DE VOLLEY-BALL TAHITI TO'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 février 2008)

Président	:	PENI Joël
Vice-président	:	PAUTU Joël
Secrétaire	:	TAATI Bruno
Secrétaire adjointe	:	TEPA Ginette
Trésorier	:	TEMATAFAARERE Arnaud
Trésorière adjointe	:	TEPA Hinano

ASSOCIATION GENERATION PIRAE

Modification des statuts

Son siège social est fixé à Pirae, vallée Nahoata, quartier Temauri, BP 21395, 98713 Papeete.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2008)

Président	:	FREBAULT Henri
Vice-présidente	:	CHONG FAT Juliette
Secrétaire	:	TEURUARI Irmine
Secrétaire adjoint	:	TEURUARI Steve
Trésorière	:	TAPUTUARAI Ravahere
Trésorière adjointe	:	PAUTU Florence

ASSOCIATION DES DIABETIQUES ET OBESES DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 janvier 2008)

Présidents d'honneur	:	MATEHAU Semine MORILLON Yvonne
Présidente	:	PUA Lydie
Vice-présidents	:	BOISSIN Jean-Louis TOHUTIKA Patrice
Secrétaire	:	MECHHOURE Mehdi
Secrétaire adjointe	:	TEENA Elisa
Trésorier	:	DESCOLLONGE Dominique
Trésorier adjoint	:	BOISSIN Jean-Louis

ASSOCIATION DES FORAINS DE UA POU UHIKUA NO UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2008)

Présidente	:	TAMARII Marie
Vice-présidente	:	KOMOE Madeleine
Secrétaire	:	FARAURU Vitua
Secrétaire adjointe	:	SARTOR Claire
Trésorière	:	TEIKIEHUPOKO Claire
Trésorière adjointe	:	AKA Pauline

ASSOCIATION SOLIDAR'ILES

Modification des statuts

Son nouveau rôle consiste à développer toute action de nature linguistique (reo maohi, français, anglais).

L'association élit temporairement son siège social à Papeete, quartier de la Mission, BP 141095, 98701 Arue, Tahiti.

Le siège peut être transféré par simple décision du président de l'association.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 novembre 2007)

Présidente	:	ROCHE Odette
Secrétaire	:	OLIVIER Pascale
Trésorière	:	SALMON Fatiarau

ASSOCIATION VENUS RACE Anciennement VENUS VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 janvier 2008)

Président	:	PEU Thierry
Vice-président	:	VOHI André
Secrétaire	:	MAIOTUI Mareva
Secrétaire adjointe	:	TANETOA Lélia
Trésorière	:	LEMAIRE Vahina
Trésorier adjoint	:	GUILLOUX Marius

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE USEP DE PAREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 2007)

Président : ARMERO Antoine
Secrétaire : MERIC Manuia
Trésorier : TEAHA Emere

RUGBY CLUB TAPUTAPUATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 décembre 2007)

Présidents d'honneur : ATANI Turia
FOSTER Julian
Président : U-FA Roberto
Vice-président : VOISIN Bruno
Secrétaire : COLLARD François-Xavier
Trésorier : GUILAIN Laurent

TAROT TAHITI CLUB (TTC)

Modification de statuts

Le siège social est situé dans la commune de Papeete,
Coopérative des travailleurs tahitiens, avenue Bruat, Tahiti.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 janvier 2008)

Présidente : CERAN JERUSALEMY Rose
Secrétaire : BOUF Michel
Trésorier : PLAQUETTE Gérald

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ET ELEVES
ADULTES DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - ANTENNE DE MOOREA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 décembre 2007)

Présidente : HUGON Monique
Vice-présidente : CHAMBON Cathy
Secrétaire : NOUVEAU Hinanui
Secrétaire adjointe : HERMANT Elisabeth
Trésorier : REMAZEILLE Patrick
Trésorière adjointe : RICHERD Amélie

CLUB AIREVASION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 janvier 2008)

Président : FAGART Michel
Secrétaire : COMTE Jacques
Trésorier : ARRIEUCAU Alain
Responsable biplace : CONTAL Pierre
Directeur technique de l'école : CLAUDE Bernard
Responsable site : LECORVELLER Philippe
Responsables compétition : LANDRY Damien
RIFFAUD Tavita

ASSOCIATION TE UI TU NOA NO ANANAH

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet de :

- soutenir toute action de promotion de développement, de prévention, de protection et de sauvegarde de la population de l'île de Rurutu dans le domaine économique, social, culturel, éducatif, santé et sportif ;
- rechercher et de mettre en œuvre des conditions d'une insertion durable de publics jeunes ou adultes en grandes difficultés, non susceptibles d'occuper un emploi en milieu ordinaire et pour lesquels la mise au travail et l'exercice d'activités à caractère professionnel constituent un facteur de stabilisation et la première étape d'un parcours d'insertion.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 2007)

Président : TEINAORE Louis
Secrétaire : TEINAORE Dolores
Trésorière : CHUNG Ura
Assesseur : TEAUROA Annie

CENTRE DE PLONGEE MARQUISES (CPM)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 janvier 2008)

Président : AUGEREAU Joann
Vice-président : TAUPOTINI Damas
Secrétaire : EDRAGAS Marie-Laure
Secrétaire adjoint : HAITI Bertrand
Trésorière : LINAN Marie-Pierre
Trésorière adjointe : HUUKENA Mau

ASSOCIATION JEUNESSE NO VAIORA TARAVAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 février 2008)

Président : TAPU Timi
Vice-président : OTTO Richard
Secrétaire : TETUA Bélinda
Secrétaire adjoint : BERNARDINO Franck
Trésorier : LY Paul
Trésorier adjoint : MAHEAHEA Antoine

ASSOCIATION FAA RUPE RUPE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 janvier 2008)

Présidente : THENOT Françoise
Vice-président : MAILLARD Guy
Secrétaire : DEMAN René
Trésorier : FRONT Gilbert
Trésorier adjoint : CARIOT Gilles

ASSOCIATION FAMILIALE VANAA I TE RAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 novembre 2007)

Présidents d'honneur	: AMARU Enoha AMARU Uratua
Président	: TEVIRI Gustave
Vice-présidente	: AMARU Lolita
Secrétaire	: AMARU Aliette
Secrétaire adjointe	: BROTHERS Marcellina
Trésorier	: SAMINADAME Alphonse
Trésorier adjoint	: TUNOA Gaston
Assesseeurs	: AMARU Gilda TAOA Augustine TEUIRA Catherine TEMAURI Jean O'CONNOR Taronia TEIKITEKAIOHO Hilda TERIITAU Tupuraa

ASSOCIATION MARARA TRI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 novembre 2007)

Président	: VARDON Uerii
Président délégué	: ZORGNOTTI Eric
Secrétaire	: DUMARCHE Jean-Yves
Secrétaire adjoint	: TAURAA Heiroa
Trésorière	: VARDON Kalani
Trésorière adjointe	: TAURAA Laina

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE TE AO MARAMA-ANAA-TUUHORA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er février 2008)

Présidente	: TAINANUARII Mélanie
Vice-présidente	: PAEAI Marie

ASSOCIATION VAIMAIREA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 décembre 2007)

Président d'honneur	: HARETAHI François
Président	: MAO Gaby
Vice-président	: TERIIPALA André
Secrétaire	: MAO Léonie
Secrétaire adjointe	: MAO Sylvie
Trésorier	: NATUA Gustave
Trésorier adjoint	: TUHEI Moana
Assesseeurs	: MAO Gaby (fils) VAROA Giles

ASSOCIATION ARTISANALE MARAETEUA*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 1er décembre 2007, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE HUITAMA DE TAUTIRA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 janvier 2008)

Présidente	: PAEPAETAATA Marie-Louise
Vice-présidente	: BARFF Maïna
Secrétaire	: LUCAS Jhoane
Secrétaire adjointe	: DEANE Miri
Trésorière	: PECKETT Lydie
Trésorier adjoint	: CHOUNE Noël
Commissaires aux comptes	: FROGIER Rava OHOTOUA Raphaël

**UNION DES COOPERATIVES DU CJA DE TAHARUU
ET DU CJA HOTELIER DE PAPARA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er février 2008)

Président	: YAN André
Secrétaire	: TCHOUN KONG SAM Emile
Trésorière	: HURI Mina

**AMICALE DES TRAVAILLEURS
DE LA MUNICIPALITE DE PIRAE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 février 2008)

Président d'honneur	: FRITCH Edouard
Vice-présidente d'honneur	: DELIGNY Sarah
Président	: SOMMERS Frédéric
Vice-président	: MAITERE Frédéric
Secrétaire	: AVAEORU Ramona
Secrétaire adjointe	: LE GOFF Taraina
Trésorier	: TEMARII André
Trésorière adjointe	: TAVITA Sonia

ASSOCIATION SPORTIVE MAIRIE DE PIRAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 janvier 2008)

Président	: SOMMERS Frédéric
Vice-président	: MAITERE Heifara
Secrétaire	: AVAEORU Ramona
Trésorier	: BUCHIN Maui
Trésorier adjoint	: TEMARII André

ASSOCIATION SPORTIVE DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 septembre 2007)

Président	: TOOMARU Tonyo
Secrétaire	: TEUIRA-HIOE Lise
Trésorier	: MANSAS André

DISTRICT DE FOOTBALL DE TAKAROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(27 janvier 2008)

Président	: TINO Sanny
Vice-président	: DEXTER Patrice
Secrétaire	: TEMAHAGA Samuel
Secrétaire adjointe	: TINO Amélie
Trésorier	: TAPUTEA Lionel
Trésorier adjoint	: ORBECK Paul

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE MAEHAA RUA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 janvier 2008)

Présidente	: OMONT Sandrine
Vice-présidente	: KRAUSS Béatrice
Secrétaire	: CHEVALIER Marie-Laure
Secrétaire adjointe	: YUN Noéline
Trésorière	: FLEURY Céline
Trésorière adjointe	: DAUPHIN Lorna

ASSOCIATION TE RAUTI O TE HERE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 janvier 2008)

Présidente	: MAUAHITI Claire
Vice-président	: MAUAHITI André
Secrétaire	: TERIIMANA Georgina
Secrétaire adjointe	: BISIAUX Titaina
Trésorière	: TERIIMANA Georgina

ASSOCIATION TE HOTU O PAPETOAI
(Récépissé n° 2067 DRCL du 11 février 2008)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 3 février 2008, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, dénommée ASSOCIATION TE HOTU O PAPETOAI.

Elle a pour objet d'aider les jeunes sans qualification, sans emploi ou autres personnes toutes âgées, à apprendre l'artisanat, la culture, l'agriculture et la pêche.

Son siège social est fixé à Papetoai, BP 123, 98729.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: FAATAU Anatol
Président	: TEHUITUA Tauraatua
Vice-président	: AMARU Colombany
Secrétaire	: BOURBE Rauhere
Secrétaire adjoint	: ARAPARI Vini
Trésorier	: TERAITUA Tetuanui
Trésorier adjoint	: HANERE Jean-Charles

ASSOCIATION TE NOHORAA ATINUU
(Récépissé n° 2085 DRCL du 14 février 2008)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 4 février 2008, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, une association qui regroupe principalement des résidents du quartier, dénommée ASSOCIATION TE NOHORAA ATINUU.

Elle a pour objet :

- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association dans toutes ses formes ;
- de mettre en place des structures d'accueil, de formation continue ou d'information pour les jeunes et les adultes, de favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent, de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- d'établir des liens avec les services, les organismes, les associations et les établissements ayant une action éducative, sociale ou d'animation auprès des jeunes ;
- de créer et de développer des stages de formation ou d'insertion professionnelle ;
- de protéger l'environnement du lotissement et de la commune.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 12,900, côté montagne, chez M. Pierre Teiefitu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: RURUA Léa TEIEFITU Pierre
Président	: MAIAU Ovea
Vice-président	: BROTHERS Yannick
Secrétaire	: BROTHERS Nadia
Secrétaire adjointe	: BROTHERS Marcellina
Trésorier	: TEFAATAPUARI Mauri
Trésorière adjointe	: PAVAOUAU Rébecca
Assesseurs	: TATARATA Richard HUTIA Félix BROTHERS Joseph TARUOURA Pauline

**AMICALE DES ENSEIGNANTS DU 1er DEGRE
DE LA CIRCONSCRIPTION PEDAGOGIQUE N° 3
DE PIRAE-ARUE**

(Récépissé n° 2044 DRCL du 4 février 2008)

Extraits de statuts

L'AMICALE DES ENSEIGNANTS DU 1er DEGRE DE LA CIRCONSCRIPTION PEDAGOGIQUE N° 3 DE PIRAE-ARUE, fondée le 21 novembre 2007, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de fédérer les enseignants des écoles élémentaires et maternelles de la circonscription de Pirae-Arue, afin de gérer, d'organiser et de négocier, des rencontres sportives, professionnelles, des voyages, des activités culturelles, et des spectacles pour chaque adhérent et leur famille, notre devise : esprit de convivialité, de solidarité et de mutualisation.

Son siège social est fixé à Pirae, bureau de la circonscription pédagogique n° 3 de Pirae-Arue, bâtiment école Val Fautaua, rue Paul-Bernière.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VARNEY Temarama
Vice-présidente	: HARGOUS Tania
Secrétaire	: VIRGILE-TAUAROA Tiare
Secrétaire adjointe	: MOUA Raina
Trésorière	: MARTIN-DEVIEGRE Hina
Trésorière adjointe	: PIHATARIOE Reianui
Commissaire aux comptes	: HARS Philippe

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE TAINA

(Récépissé n° 2049 DRCL du 7 février 2008)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 12 janvier 2008, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée ASSOCIATION ARTISANALE TIARE TAINA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Moorea-Maiao :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Afareaitu, Haumi, PK 11, côté montagne, Moorea-Maiao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAU Karina
Secrétaire	: MAU Néphi
Trésorière	: MAU Taina

ASSOCIATION MEITAI MARQUISES

(Récépissé n° 212 DRCL du 24 janvier 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 19 janvier 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée MEITAI MARQUISES.

Elle a pour but l'étude et l'analyse de projets pour le développement économique des îles Marquises.

Son siège social est fixé à Taiohae, Nuku Hiva. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HIKUTINI Rodrigue
Secrétaire et trésorier	: BORDERES Pierre

ASSOCIATION PAPARA TROOPS PAINTBALL

(Récépissé n° 2060 DRCL du 8 février 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 23 janvier 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée PAPARA TROOPS PAINTBALL.

Elle a pour but de renforcer l'esprit sportif et de camaraderie entre "potes", de s'entraîner physiquement, de se motiver mentalement mais aussi d'appliquer certaines techniques, tactiques et stratégies de compétitions ainsi que de combattre l'oisiveté tout en respectant la nature et l'environnement.

Son siège social est fixé à Papara, PK 39, côté mer, BP 12387, quartier Sanford. Il pourra être transformé par simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIHOTU Erich
Vice-président	: TEIHOTU Kieran
Secrétaire	: TAEAE Poerava
Secrétaire adjoint	: TEIHOTU Kevin
Trésorier	: LECOMTE Christophe
Trésorière adjointe	: SANFORD-TEIHOTU Christel
Assesseurs	: TAUARII Teiva TEURUARI Hollis CHOUNE Jean-Pierre

ASSOCIATION AFAREAITU A TU

(Récépissé n° 2048 DRCL du 6 février 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 15 décembre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée AFAREAITU A TU.

Elle a pour but :

- de regrouper et de resserrer les liens amicaux entre les membres ;
- d'améliorer le quotidien de la population de Afareaitu ;
- d'organiser diverses manifestations visant à collecter des fonds pour le bon fonctionnement de l'association.

Son siège social est fixé à Afareaitu, chez le président. Il peut être transféré en tout lieu à Moorea par décision du bureau.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAPU Angel
Président délégué	: URARII Valentin
Vice-présidents	: PAHI Monia TIAAHU Vanina TUTAIRI Lewis
Secrétaire	: URARII Patricia
Secrétaire adjoint	: MARITERAGI Roger
Trésorier	: POURA Lewis
Trésorière adjointe	: TEIKIKAINÉ Angélie
Commissaires aux comptes	: RERE Julia KECK Elsa
Assesseurs	: TERIEROOITERAI Nathalie TAURAA Antoinette TAPU Glenda

ASSOCIATION JEUNES DE TUARAA

(Récépissé n° 2073 DRCL du 12 février 2008)

Extraits de statuts

Il est créé le 1er janvier 2008 une association de jeunesse, d'éducation populaire et de loisir social régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts dénommée ASSOCIATION JEUNES DE TUARAA.

Elle a pour but de :

- prévenir et diminuer les problèmes d'adaptation sociale des jeunes ;
- favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent ;
- inciter des jeunes à la participation active au fonctionnement de l'association ;
- informer et documenter, tant les jeunes que les adultes, sur tous problèmes qui les concernent ;
- mettre en place des structures d'accueil, de formation en continue ou d'information pour les jeunes et les adultes ;
- mettre en place toute action à caractère économique en faveur des jeunes (pêche, artisanat, agriculture, entreprise, etc.) dans un but d'insertion ou de réinsertion sociale et professionnelle ;
- établir des liens avec les services, les organismes, associations et établissements ayant une action éducative, sociale ou d'animation auprès des jeunes ;
- participer à toute manifestation tel que le carnaval ;
- pratiquer des activités physiques et sportives.

Son siège social est fixé à Paea, au PK 20,900, côté montagne, quartier Toussieux, chez Frida Tama.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAMA Frida
Vice-présidente	: TAU Frida
Secrétaire	: TAU Poe
Trésorier	: TAMA Bettey

ASSOCIATION FAMILIALE DES ASCENDANTS ET DESCENDANTS DE TINITUA FAATAUIRA TEMAURI

(Récépissé n° 24 SAISLV du 29 janvier 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 1er décembre 2007 une association dénommée ASSOCIATION FAMILIALE DES ASCENDANTS ET DESCENDANTS DE TINITUA FAATAUIRA TEMAURI.

Elle a pour but de mener dans l'intérêt de ses membres et de leurs familles une action de solidarité et d'entraide visant notamment :

- la défense des intérêts des copropriétaires des revendeurs ;
- la consultation de tous dossiers concernant toutes opérations foncières ;
- l'épanouissement physique, moral et culturel de ses membres ;
- la revendication de toutes propriétés tombées dans l'oubli des affaires administratives ;
- de favoriser la redistribution des terres au sein des familles ;
- de reconstituer et d'établir définitivement l'arbre généalogique des ascendants et descendants de Tinitua Faataura Temauri.

Son siège social est fixé à Huahine. Il pourra être transféré en tout autre lieu par une décision de l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHEUNG SEN Auguste
Vice-président	: PUUPUU Tehare
Secrétaire	: PUUPUU Noéline
Secrétaire adjointe	: TINITUA Teaué
Trésorière	: TETUAMAHUTA Vainui
Trésorière adjointe	: AA Tearere

ASSOCIATION NO TE TAU

(Récépissé n° 17 TG du 12 février 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 janvier 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée NO TE TAU.

Elle a pour but la rénovation de la cocoteraie et l'artisanat.

Son siège social est fixé à Tuuhora, Anaa. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TOKORAGI Toti
Vice-présidente	: MARO Florentine
Secrétaire	: TOKORAGI Tevahine
Secrétaire adjointe	: TOKORAGI Céline
Trésorière	: TERAAITEPO Amélie
Trésorier adjoint	: TOKORAGI Raurii

ASSOCIATION POHUE RAHI TE RIMA ORA*(Récépissé n° 2047 DRCL du 6 février 2008)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 19 janvier 2008 l'ASSOCIATION POHUE RAHI TE RIMA ORA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Papeete :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papeete, avenue du Chef-Vairaatoa, servitude Manutahi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEURURAI Phinehata
Vice-présidente	: MARA Miroise
Secrétaire	: TEARIKI Mariane
Secrétaire adjoint	: PUNAA Timiona
Trésorier	: UTIA Tautu
Trésorière adjointe	: POUIRA Marie-Rose

**SYNDICAT A TI'A I MUA / DES CONTRACTUELS
ET MAITRES AUXILIAIRES DE L'EDUCATION
EN POLYNESIE**

*(Récépissé n° 97 MEF/IT/HG/th du 31 octobre 2007)***Extraits de statuts**

Il est formé le 19 octobre 2007, entre les travailleurs de l'entreprise des contractuels et maîtres auxiliaires de l'éducation en Polynésie se réclamant de A Ti'a I Mua et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale dénommée SYNDICAT A TI'A I MUA DE L'ENTREPRISE DES CONTRACTUELS ET MAITRES AUXILIAIRES DE L'EDUCATION EN POLYNESIE.

Il a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents sur le plan individuel comme sur le plan collectif devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.

La section syndicale d'entreprise adhère au syndicat professionnel A Ti'a I Mua du secteur d'activité de l'entreprise et s'inspire dans son action, de la philosophie des valeurs et des statuts du syndicat professionnel ainsi que des orientations arrêtées par l'assemblée générale.

Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHEVALIER Reri
Vice-présidente	: ATAHAMU Renata
Secrétaire générale	: WAN DER HEYOTEN Vanessa
Trésorier général	: HINTZE Aromaiterai
Assesseurs	: DEGAGE Heipua TELLIER Tunui

**SYNDICAT A TI'A I MUA /
HOTEL LE TAHAA PRIVATE ISLAND & SPA**
(Récépissé n° 105 MEF/IT/HG/th du 10 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est formé le 30 novembre 2007, entre les travailleurs de l'entreprise Le Tahaa Private se réclamant de A Ti'a I Mua et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale dénommée SYNDICAT A TI'A I MUA DE L'HOTEL LE TAHAA PRIVATE ISLAND & SPA.

Il a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents sur le plan individuel comme sur le plan collectif devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.

La section syndicale d'entreprise adhère au syndicat professionnel A Ti'a I Mua du secteur d'activité de l'entreprise et s'inspire dans son action, de la philosophie des valeurs et des statuts du syndicat professionnel ainsi que des orientations arrêtées par l'assemblée générale.

Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARAE Maurice
Vice-président	: TAUIRA Antoine
Secrétaire	: TANIHAA Karine
Secrétaire adjointe	: PAYET Imelda
Trésorier	: TETAUIRA Hitinui
Trésorier adjoint	: UTIA Billy

ASSOCIATION SOUTIEN A LA SANTE, A L'ENVIRONNEMENT ET A LA CULTURE DE PAPARA TURU TE E'A, TE NATURA E TE HIRO'A TUMU

(Récépissé n° 2059 DRCL du 8 février 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 29 janvier 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée SOUTIEN A LA SANTE, A L'ENVIRONNEMENT ET A LA CULTURE DE PAPARA - TURU TE E'A, TE NATURA E TE HIRO'A TUMU.

Elle a pour but :

- d'initier la marche en tant qu'activité physique, sur la commune de Papara et sur toute la Polynésie afin de profiter des randonnées pédestres pour mener des actions en faveur de l'environnement ;
- d'organiser et de promouvoir à partir de ce groupe constitué (l'association) des manifestations culturelles à caractère laïque (expositions et activités de sensibilisation à l'environnement...).

Son siège social est fixé à Papara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAAVIRI Albert
Vice-présidente	: VERSTICHEL Josette
Secrétaire	: BARRET Pascal
Secrétaire adjointe	: JACCARD Marie-Noëlle
Trésorier	: CAVE Dexter
Trésorière adjointe	: MANATE Poema
Administrateurs	: DELPUECH Alex CHAULEUR Jacqueline HEYMAN Hilda

ASSOCIATION TE HENUA ENATA A TU (Récépissé n° 401 DRCL du 13 février 2008)

Extraits de statuts

Le 31 janvier 2008, a été formée, entre les adhérents aux présents statuts, une association politique dénommée TE HENUA ENATA A TU, ci-après désignée "le Mouvement".

L'ASSOCIATION TE HENUA ENATA A TU a pour but de réunir, sans distinction de race, ni de religion, toutes les femmes et les hommes de notre archipel, décidés à se mettre au service de leur pays, à remplir leurs devoirs envers leur pays et à exercer leurs droits de citoyen.

Elle entend préparer un avenir économique durable, équilibré et maîtrisé au profit des générations futures par la garantie dans chaque commune d'une gestion communale responsable ainsi que son information au profit de toute la population.

Pour se faire, des listes du Mouvement seront présentes dans chaque commune des Marquises aux municipales et territoriales pour mettre en place les objectifs politiques fixés par le congrès du Mouvement.

La présente association politique a pour but de préparer le congrès du Mouvement et le programme d'actions du TE HENUA ENATA A TU.

Les couleurs du TE HENUA ENATA A TU sont le rouge et le jaune. Son emblème est celui de la maison marquisienne.

Le parti TE HENUA ENATA A TU peut être associé, au plan national, à un mouvement politique territorial.

Toute proposition d'association est décidé par le comité directeur du Mouvement.

Son siège social est fixé à Taiohae, Nuku Hiva, Marquises, Polynésie française ; il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau exécutif.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: KAUTAI Benoît
Vice-président Ua Pou	: KAIHA Joseph
Vice-présidente Hiva Oa	: FREBAULT Joëlle
Vice-président Ua Huka	: BROWN André
Vice-présidente Fatu Hiva	: KAMIA Léonie
Vice-présidente Tahuata	: TAUHIRO Léone
Secrétaire	: KIMITETE Débora
Trésorière	: PETERANO Guylène

ASSOCIATION SPORTIVE TEAM HONOURA (Récépissé n° 2027 DRCL du 1er février 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TEAM HONOURA, créée le 5 décembre 2007, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts ;
- d'étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation artistique, culturelle, populaire, environnement, jeunesse, etc.) décidés par le comité directeur ;
- de s'interdire toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	GUILLOUX Steeve
Vice-présidents	:	TAU Noella TUHEIAVA Thom PALMER Walter
Secrétaire	:	TERUHIA Auguste
Secrétaire adjointe	:	TEAMOTUAITAU Moana
Trésorière	:	NETI Eimeo
Trésorier adjoint	:	ACHILLE Rachid

ASSOCIATION TAKUMANU

(Récépissé n° 19 TG du 18 février 2008)

Extraits de statuts

L'association familiale dénommée TAKUMANU, créée le 8 février 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objectifs :

- la mise en place d'une pépinière pour la production de légumes et divers (fruits...) pour les particuliers et autres ;
- la pêche lagonaire pour les particuliers et autres ;
- le ramassage de coquillages pour la confection de produits artisanaux.

Son siège social est fixé à Napuka.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEHARIKI Rikorio
Secrétaire	:	TEHARIKI Petero
Trésorière	:	TEHARIKI Mariella

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 13

Premier tirage du mercredi 13 février 2008 :

1 6 13 15 29 33

Numéro complémentaire : **47**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	38 648 806
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	18	891 396
5 bons numéros.....	641	87 088
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 428	4 056
4 bons numéros.....	33 304	2 028
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	35 696	452
3 bons numéros.....	569 692	226

Deuxième tirage du mercredi 13 février 2008 :

7 23 31 32 42 46

Numéro complémentaire : **34**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	835 322 195
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	2 616 038
5 bons numéros.....	403	136 157
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 100	5 726
4 bons numéros.....	23 475	2 863
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	33 754	572
3 bons numéros.....	451 426	286

Joker + : 2 754 859

LOTO NATIONAL N° 14

Premier tirage du samedi 16 février 2008 :

5 17 33 41 46 47

Numéro complémentaire : **32**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	7	1 631 396
5 bons numéros.....	308	127 386
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	707	5 298
4 bons numéros.....	18 373	2 649
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	21 867	1 144
3 bons numéros.....	333 267	572

Deuxième tirage du samedi 16 février 2008 :

8 27 35 38 39 49

Numéro complémentaire : **32**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	1	10 739 522
5 bons numéros.....	224	173 460
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	604	6 204
4 bons numéros.....	15 731	3 102
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	20 519	596
3 bons numéros.....	313 614	298

Joker + : 3 986 881

KENO

Lundi 11 février 2008

1er tirage

Jackpot : 9 69 15 75 — Joker + : 5 077 018

4	5	7	12	13	15	25	27	31	33
36	40	41	44	48	52	59	60	68	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 1 17 79 05 — Joker + : 7 874 933

3	4	5	6	7	11	14	19	20	21
29	30	35	44	45	53	59	60	69	70

Multiplicateur : x 3

Mardi 12 février 2008

1er tirage

Jackpot : 0 68 62 16 — Joker + : 3 606 762

10	13	14	17	19	20	22	25	32	37
38	42	43	44	50	51	58	60	61	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 6 39 14 35 — Joker + : 7 824 065

12	14	15	19	21	23	24	25	28	33
37	38	39	44	53	54	60	63	66	68

Multiplicateur : x 3

Mercredi 13 février 2008

1er tirage

Jackpot : 6 26 42 99 — Joker + : 3 971 478

3	8	11	12	16	17	18	24	26	33
35	37	46	47	51	53	54	55	57	61

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 0 81 02 45 — Joker + : 2 754 859

3	8	12	21	22	30	32	35	36	39
53	55	56	57	58	60	62	64	66	70

Multiplicateur : x 2

Jeudi 14 février 2008

1er tirage

Jackpot : 7 92 06 87 — Joker + : 3 264 650

11	14	17	19	20	28	31	34	37	40
45	48	50	53	56	59	64	66	68	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 1 03 04 52 — Joker + : 3 295 253

3	11	12	17	20	22	27	35	39	41
44	47	48	53	54	58	62	65	68	70

Multiplicateur : x 3

Vendredi 15 février 2008

1er tirage

Jackpot : 6 19 79 52 — Joker + : 5 093 566

5	6	9	10	12	17	24	28	31	32
40	41	43	48	49	50	58	59	65	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 0 15 65 67 — Joker + : 7 222 585

3	4	6	15	19	23	25	27	33	34
36	38	48	49	52	60	62	63	65	69

Multiplicateur : x 2

Samedi 16 février 2008

1er tirage

Jackpot : 8 31 84 42 — Joker + : 0 469 118

7	20	21	23	24	27	29	33	34	39
40	43	45	46	47	54	55	58	59	65

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 8 70 01 38 — Joker + : 3 986 881

2	5	8	9	12	23	25	28	32	33
42	49	51	55	56	61	62	63	67	68

Multiplicateur : x 4

Dimanche 17 février 2008

1er tirage

Jackpot : 6 45 28 98 — Joker + : 8 606 568

1	4	6	7	9	10	13	20	29	31
33	34	36	42	44	48	54	65	68	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage



Jackpot : 5 01 47 74 — Joker + : 5 547 085

6	10	19	21	22	24	28	30	34	38
44	45	49	53	54	55	59	65	67	70

Multiplicateur : x 3

EURO MILLIONS

Vendredi 15 février 2008 - N° 7

12 27 29 45 46  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	5	75 341 312
5		2	6	17 817 195
4 +	☆ ☆	27	101	756 026
4 +	☆	317	1 385	36 754
4		575	2 134	16 694
3 +	☆ ☆	1 107	4 792	10 620
3 +	☆	15 678	68 192	3 806
2 +	☆ ☆	16 770	74 454	3 007
3		24 425	103 888	2 291
1 +	☆ ☆	91 131	405 013	1 264
2 +	☆	249 634	1 063 019	1 145

Joker + : 7 222 585

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- CODE DES IMPOTS (mise à jour au 1er mars 2007).....	4 611 F CFP
- Affiches "Accident du Travail".....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer".....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse".....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien).....	696 F CFP
- Association des PTOM à la Communauté européenne.....	806 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2007.....	1 990 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2006.....	2 692 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2005.....	2 629 F CFP
- Code de l'action sociale et des familles.....	445 F CFP
- Code des marchés publics (Septembre 2004).....	2 438 F CFP
- Code du travail (édition 2004).....	3 975 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché).....	890 F CFP
- Code de l'éducation (JOPF n° 3 NS du 25 août 2000).....	445 F CFP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	1367 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française.....	429 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996).....	382 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996).....	710 F CFP
- Code de procédure civile (broché).....	636 F CFP
- Code des douanes (édition janvier 2001).....	2 184 F CFP
- Code de la mer en tahitien.....	806 F CFP
- Comptes-rendus intégraux des débats de l'assemblée de la Polynésie française (abonnement annuel).....	4250 F CFP
- Convention collective des assurances.....	334 F CFP
- Convention collective de l'automobile.....	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	949 F CFP
- Convention collective des banques.....	500 F CFP
- Convention collective du commerce.....	530 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	355 F CFP
- Convention collective de l'industrie.....	435 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage.....	413 F CFP
- Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1).....	725 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché).....	1 049 F CFP
- Instruction budgétaire et comptable M114 des communes.....	1 261 F CFP
- Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.....	954 F CFP
- Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour).....	3 445 F CFP
- Statut d'autonomie de la Polynésie française.....	2 955 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004).....	2 654 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1995).....	2 046 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1996).....	2 115 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1997).....	2 528 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1998).....	2 942 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1999).....	3 222 F CFP
- Table chronologique (année 2000).....	1 261 F CFP
- Table chronologique (année 2001).....	1 399 F CFP
- Table chronologique (année 2002).....	1 473 F CFP
- Tarif des douanes.....	5 724 F CFP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

